

## Polype, stratégie et médias

Tout est bien qui finit bien. Jusqu'à nouvel ordre, le président Reagan a bien surmonté les deux opérations qu'il a dû subir ces derniers jours, tout le monde vante la constitution exceptionnelle de l'allégre vieillard de soixante-quatre ans qui régnait à la Maison Blanche depuis plus de quatre ans et dont le précédent mandat s'était déjà ouvert par une grave crise médicale, à la suite d'un attentat.

A la différence du premier, ce deuxième incident aura eu au moins le mérite de roder le processus de succession des pouvoirs en cas d'incapacité du chef de l'exécutif, un processus dont on s'estime d'ailleurs qu'il n'aurait pas été mis au point, en droit comme en fait, beaucoup plus tôt. Alors que la conduite des relations internationales, y compris des guerres, a pu pendant des siècles s'accommoder fort bien d'une vacance temporaire du pouvoir à la tête des grandes nations (toute décision, même importante, pouvait être différée pendant plusieurs jours), il n'en allait plus de même dès l'instant que l'arme nucléaire investissait le chef du pays qui la détient du pouvoir de « réagir » rapidement, par une décision irréversible, à une agression ou à une crise. Or si l'on pouvait toujours réveiller le président en pleine nuit, que faire s'il se réveille sans que quelques heures de l'anesthésie totale sur une table d'opération ? Qui devait et pouvait, dans ces conditions, appuyer sur le bouton ?

Aux Etats-Unis, le problème avait déjà préoccupé Eisenhower, victime de nombreux accidents cardiaques pendant sa présidence. Mais il avait fallu près de dix ans — et l'assassinat de son successeur — pour que l'amendement constitutionnel mis en route à son initiative prenne force de loi. Ratifié en 1967 seulement, ce vingtième amendement a joué pour la première fois samedi dernier, lorsque M. Reagan s'est décidé à s'opérer officiellement les deux yeux. Le Congrès qu'il investissait temporairement son vice-président, M. Bush, des pouvoirs de sa charge. Sans doute le président a-t-il promptement annulé cette démarche et a-t-il pris soin de ne pas la présenter comme un précédent dans ses discours. Il n'empêche qu'il s'agit bien d'un précédent, car qu'il n'était pas trop tôt pour l'établir.

Le même problème se pose dans d'autres pays, mais il est le plus souvent obscurci par la manie du secret qui ensauvage l'état de santé des dirigeants politiques. On opposera sans doute de plus le manque d'informations que la nouveauté de quelques jours la presse et les écrans américains ont les images de M. Reagan au moment des opérations, voire au réveil dont de Gaulle — qui venait pourtant de codifier la transmissibilité de la décision nucléaire française en cas d'incapacité de sa part — avait entouré son opération de la prostate, plusieurs années avant tout fut fini.

On s'opposera encore plus aux pratiques des dirigeants soviétiques, qui ont laissé leur peuple et le monde dans l'ignorance totale des maladies autrement graves qui ont immobilisé pendant des mois entiers leurs trois précédents secrétaires généraux. Il est possible que l'on en fasse trop aux Etats-Unis. Mais l'exercice inverse semble encore moins adapté aux nouvelles conditions de l'information et de la stratégie.

(Lire nos informations page 6.)

## LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

### M. Mitterrand veut amener la droite à un compromis

Apportant certaines retouches aux propos qu'il avait tenus mercredi dernier, M. Mitterrand a précisé, le dimanche 14 juillet, sur TF1, comment il concevait ses relations avec la droite si un changement de majorité parlementaire intervenait en 1986. Le président de la République entend s'en tenir « à la lettre » de la Constitution, tout en se défendant de revendiquer quelque

« domaine réservé » que ce soit. M. Mitterrand s'engage dans cette voie pour amener la droite à un compromis. Mais afin de ne pas démolir la gauche, le chef de l'Etat souligne qu'il n'y a « pas d'autre politique » possible que celle conduite par M. Fabius et il affirme qu'il ne désespère pas de convaincre les Français de cette vérité : d'ici au mois de mars.

#### A la lettre

M. Mitterrand a fini de tourner autour du pot de la cohabitation. Et c'est tout mieux parce que les électeurs, dans huit mois, sauront à quoi s'en tenir sur les intentions du président de la République et sur celles de ses adversaires en cas de changement de majorité parlementaire.

L'hiver dernier, M. Mitterrand hésitait encore sur la conduite à adopter : « Devrais-je rester à l'Elysée en 1986, la droite gagnant les élections législatives ? », demandait-il à M. Mauroy, qu'il continuait de recevoir régulièrement. « Oui », lui répondait son ancien premier ministre, en

soulignant que seul son maintien au sommet de l'Etat pourrait permettre de freiner la démolition de l'œuvre entreprise par la gauche.

Sa conviction, M. Mitterrand l'a forgée par petites touches. Il y a trois mois, il annonçait la couleur : « Je ne resterai pas inerte », répliquait-il, le 28 avril sur TF 1, à Yves Mourou qui lui demandait s'il mettrait « la clé sous le paillasson » en cas de victoire de la droite.

ALAIN ROLLAT.  
(Lire la suite page 7.)

#### Modulations

par DANIEL VERNET

M. Mitterrand a-t-il dit, dimanche, le contraire de ce qu'il avait affirmé quelques jours plus tôt à Grenoble où bien ses interlocuteurs d'alors avaient-ils mal compris ? Ce serait faire injure aux uns et aux autres. En fait le président de la République s'essaye à des modulations dans une situation où il peut donner la mesure de ses capacités tactiques.

Il y a un an à pareille époque, il s'était sorti d'une impasse en changeant brusquement les termes du débat politique : annonce d'un référendum sur les libertés publiques qui permettait d'abandonner élargement la loi sur l'enseignement privé ; remplacement à Maignon de M. Mauroy par M. Fabius qui sonnait le glas de l'union de la gauche et chassait le Parti communiste des palais ministériels ; mise en œuvre d'une politique dite de « modernisation » purifiée des dernières « scories » socialistes. Ces changements ont rendu le président de la République maître de la manœuvre, mais pas sa popularité.

M. Mitterrand doit compter avec une défaite de ses amis aux prochaines élections législatives. Peut-être renverser une nouvelle fois le cours des choses ou doit-il faire contre mauvaise fortune bon cœur, en acceptant la perspective de partager le pouvoir avec un premier ministre de droite ?

Le problème a trois dimensions. La première concerne le Parti socialiste : le président de la République ne peut pas décourager les socialistes en agissant ouvertement comme si les élections de mars 1986 étaient d'ores et déjà perdues pour eux. Ils ont tellement tendance à exagérer cet échec qu'une parole optimiste tombée de l'Elysée ne peut que leur être d'un grand réconfort.

(Lire la suite page 7.)

## 480 MILLIONS DE FRANCS POUR L'AFRIQUE

### « Sir Bob Geldof »

Toute l'aristocratie du rock, à quelques exceptions près, a participé, le samedi 13 juillet pendant dix-sept heures, au stade de Wembley (Grande-Bretagne) et au stadium J.-F.-Kennedy à Philadelphie (Etats-Unis), à l'opération Live Aid au profit de l'Afrique affamée. Plus d'un milliard de téléspectateurs dans le monde ont vécu en direct ce concert-marathon, qui a déjà rapporté 480 millions de francs. Restait que cette aide soit convenablement acheminée en Ethiopie et au Soudan. C'est ce qu'espère Bob Geldof, l'organisateur du spectacle. Bob Geldof, qui le premier ministre irlandais propose déjà comme prochain prix Nobel de la paix.

De notre correspondant

Londres. — « Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan... » Dimanche soir, à l'état-major de Londres, le comptable de l'opération Live Aid était débordé. Incapable de donner la mesure d'une somme encore incalculable, dépassant toutes les prévisions, il n'en demeurait pas moins réaliste au point de prononcer ce mot de la... fain. Le flegme et le pragmatisme britanniques ne sauraient être pris en défaut. La famine en Afrique conserve toute sa dimension, même au lendemain de l'événement dont on a fait vibrer les paroissiens du monde nanti, communiant par satellite, au son des grandes orgues du showbiz, pour porter au sommet du hit-parade la plainte des enfants du Sahel.

Trente-six heures après le premier pincement de guitare électrique à Wembley et à Philadelphie, il a fallu fermer le standard téléphonique créé pour enregistrer les dons en Grande-Bretagne. Plus de cent mille appels de particuliers l'ont rendu presque inintelligible. Le total des recettes, y compris les droits de radio et de télévision dans cent quarante-sept pays, pourraient atteindre, voire dépasser, 40 millions de livres (480 millions de francs).

« Si seulement cela permettait d'organiser convenablement les transports pour acheminer, au Soudan et en Ethiopie, les vivres qui ne parviennent toujours pas à destination. Si seulement, et surtout, cette opération pouvait provoquer une prise de conscience durable, marquer le début d'un mouvement international autre-mant plus important... » La bande à Bob Geldof est aussi insatiable que les victimes de la sécheresse africaine, aussi insatiable que son drôle d'animateur, cet Irlandais de nulle part qui, partout, ne cesse d'imposer sa folle et bougonne générosité. Geldof n'est pas du genre à triompher, même quand il appa-

rait devant soixante-douze mille personnes, à la tribune d'honneur du stade de Wembley, où les hooligans transcendants reprennent en chœur le cantique « pop » qu'il a composé à la veille de Noël, ce « tube » bénévolement interprété par les stars de la chanson britannique. L'idée — reprise ensuite aux Etats-Unis et en France — qui est à l'origine du concert intercontinental du 13 juillet. On l'a vu aux côtés de la princesse Diane. Elle, « so nice, so clean ». Lui, avec son « look » pas réveillé et son jean élimé, pas fier, l'air à la fois résolu et un peu ailleux.

Cet étrange rêveur est devenu en quelques mois le plus grand organisateur de spectacles qu'on ait jamais connu. Dublino, les rassemblements de Woodstock et de l'île de Wight. Bob Geldof fait beaucoup mieux, à l'échelle planétaire, et ajoute un gros « plus ». On s'éclate, mais pour la bonne cause. Il détourne la tête au profit de ceux qui ne savent pas du tout ce que c'est. Pour ces affamés, imprégnés au cœur mais intraitables. Il prend 100 %.

Ils sont vraiment fous, ces Irlandais, ils ne sont, en république, guère plus de trois millions et ont versé, en deux jours, quelque 3 millions de livres au titre de l'impôt Geldof : proportionnellement au nombre d'habitants, la plus forte contribution nationale, et de beaucoup. Il est vrai que la famine ravageait encore l'Irlande au siècle dernier et que Bob est de Dublin.

Geldof, prix Nobel de la paix ? La suggestion n'a pas été lancée du fond d'un des célèbres pubs de la ville : le premier ministre, lui-même, M. Garret Fitzgerald en est l'auteur. En outre, plusieurs journaux londoniens estiment que la reine devait l'honorer d'un titre : Sir Bob Geldof...

FRANCIS CORNU.

(Lire nos informations et nos reportages page 16.)

## Le sort des otages au Liban

LIBÉREZ KAUFFMANN !



Dessin de WILLEM.

Dans l'ensemble de la presse, ce lundi 15 juillet, les dessinateurs et les rédacteurs s'associent aux démarches du Comité des amis de Jean-Paul Kauffmann pour obtenir la libération des quatre otages français retenus au Liban. (Lire page 5.)

## La hantise turque des « bandits » kurdes

De notre envoyé spécial JAN KRAUZE

Uludere (sud-est de la Turquie). — La nuit tombe sur le col, estompant les hautes montagnes pelées du Taurus oriental. Une dizaine de « gendarmes », en tenue de combat sortent de leur fortin entouré de sacs de sable, embollent leurs chargeurs, arment leurs fusils, et se dirigent vers les trous d'homme dissimulés autour du « poste » (à

2500 mètres d'altitude), pour un tour de garde qu'ils passeront à épier des pentes si nues qu'on imagine mal comment l'ennemi pourrait s'y dissimuler.

Sur le bord de la route, d'autres gendarmes braquent leurs pistolets

mitrailleurs sur les passagers du camion où nous avons pris place. Mais sur la tête, l'ouïe et le contrôle d'identité. La routine, dix, quinze fois répétée, au cours d'un périple de plusieurs centaines de kilomètres dans ce qu'il n'est pas question d'appeler le Kurdistan turc, et où, depuis le 15 août de l'année dernière, les « bandits », « terroristes » et autres « séparatistes », pour utiliser le vocabulaire en usage, ont repris leurs activités. Plusieurs dizaines d'attaques, quarante soldats et gendarmes, quarante civils et soixant-dix-sept « séparatistes » tués, et cinq cents faits prisonniers.

La situation serait-elle si grave, la région livrée à la guérilla ? On a bien du mal à le croire. Certes, les soldats sont nerveux, les postes de gendarmerie, dans chaque village, ressemblent à de petites places fortes, les fouilles et les contrôles sont constants et systématiques, et, en montagne, les gendarmes ne se déplacent qu'en convoi, une auto mitrailleuse et plusieurs camions, une soixantaine d'hommes, le doigt sur la détente.

Mais dans la benne de notre camion, qui brinqueballe sur des routes impossibles, ne traversons-nous pas bien tranquillement, y compris de nuit, et dans les défilés de montagne, ces régions réputées si peu sûres ? L'explication est simple : les « bandits » ne s'attaquent qu'aux soldats, ce qui en fait déjà des bandits pas tout à fait comme les autres. La région, où l'état de siège est maintenu, et le sera sans doute

pour longtemps encore, n'est d'ailleurs nullement interdite aux étrangers.

Cet Allemand musclé et solitaire qui s'efforce à vélo les arrières, les cailloux et les cols interminables, ne semble rien redouter. Ces trois jeunes Hollandais en voiture paraissent, eux, très inquiets, mais c'est qu'ils viennent de se faire interpellés en possession d'un matériel un peu « délicat » dans ce contexte : puissantes jumelles, télescopes, cartes détaillées (ils sont ornithologues). L'affaire se règlera pourtant après quelques verres de thé offerts par l'officier responsable du poste de Sirkak, aussi débonnaire à leur égard qu'à celui des deux journalistes qui font du « tourisme » dans la région...

Cela dit, il serait naïf d'induire de cette attitude plus que correcte à l'égard d'étrangers que tout se passe aussi bien avec les populations. Dans certains bourgs, l'armée est si lourdement présente que le village semble en état d'occupation : patrouilles constantes, interdiction de sortir la nuit.

Dans les zones frontalières, les restrictions sont encore plus sévères. Les habitants n'ont le droit de posséder chez eux que les provisions strictement nécessaires à leur consommation courante, pour empêcher qu'ils n'alimentent les « séparatistes », et il va sans dire que fournir nourriture ou abri aux « terroristes » attire de très sérieux ennuis, alors même qu'il n'est souvent guère possible de faire autrement, dans des hameaux isolés par exemple.

(Lire la suite page 8.)

## Les jeux de l'été

Aujourd'hui : qui est le parrain du petit Laurent ?

(Page 25)

## AU JOUR LE JOUR

### Notes

Le premier ministre japonais, qui assistait au défilé du 14 juillet aux côtés de M. Mitterrand, a été vu prenant force notes.

M. Nakasone avait-il trouvé, face à nos armes, quelque subite inspiration pour ces haikus, petits poèmes dont il est un ouïe fécond ? Ou bien a-t-il voulu, à l'occasion de l'année Hugo, montrer qu'il avait, lui aussi, un goût pour ces « choses vues » que glanent les génies sur les bas-côtés de l'histoire ?

Ni l'un ni l'autre : M. Nakasone est trop poli pour s'être livré, sous les yeux de son hôte, à de tels passe-temps. S'il a pris des notes fébrilement, c'est pour faire semblant d'avoir emie de nous copier, comme font toujours les Japonais : par pure courtoisie.

BRUNO FRAPPAT.

## LIRE

### 3. BELGIQUE

Démission du ministre de la justice.

### 4. DIPLOMATIE

La visite de M. Nakasone : le poète et le commerçant.

### 11. SOCIÉTÉ

Enquête sur le viol du Juvisy-Paris.

## Le Monde

### ÉCONOMIE

Le match inégal des entreprises françaises contre les entreprises allemandes.

La chronique de Paul Fabra.

(Pages 13 à 15)

# débats

## Défense

La sécurité de l'Europe sera un des thèmes de la rencontre à Strasbourg, le 18 juillet, entre M. Mitterrand et le chancelier Kohl. Alain Bloch, vice-président du Parti radical, se prononce pour une IDS européenne. Deux chercheurs, Philippe Sorret et Gérard Duchêne, estiment, pour leur part, que la Communauté a les moyens scientifiques et économiques de construire un système de défense spatiale.

## Dépasser Eurêka

Seuls les systèmes spatiaux sont capables d'éviter l'affaiblissement de la panoplie nucléaire

Si consensus il y a sur les problèmes de défense en France, c'est semble-t-il aujourd'hui plus sur l'évolution nécessaire de notre concept que sur son contenu. Certes, les récentes déclarations tant de Valéry Giscard d'Estaing que de François Léotard à l'UDF, celles de François Mitterrand ou de son ministre de la défense, la récente prise de position du Parti socialiste convergent vers un début de sanctuarisation élargie, et cherchent à apporter une réponse au problème bélas toujours plus actuel de l'attitude diplomatique et militaire de l'Allemagne de l'Ouest, lui-même aggravé par l'évolution de la doctrine américaine à travers les concepts « Follow on Forces

par ALAIN BLOCH (\*)

Attaque, puis « Airland Battle » et enfin par la « D.S. » elle-même. Mais il est permis de penser que l'ensemble de ces évolutions correspondent également à un tournant historique sur la notion de dissuasion jusqu'alors commune, bien qu'acquise différemment, à la France et à ses voisins et dont les conséquences, d'ailleurs difficilement prévisibles, ne font en réalité que commencer en Europe.

Une chose cependant paraît sûre : la technologie qui s'imposera aux systèmes de sécurité de demain, que ceux-ci cherchent à préserver la dis-

(\*) Vice-président du Parti radical.

suasion, à limiter la course aux armements ou au contraire qu'ils contribuent à renouveler les capacités offensives, est bien la technologie spatiale.

Quelques exemples : la FAR (Force d'action rapide), dont nous avons été dans ces colonnes un des premiers épîtres, dès 1977, mais aussi notre défense aérienne et nos forces nucléaires tactiques marquent un tournant décisif aujourd'hui de moyens d'acquisition de renseignements et d'observation, que le satellite pourrait leur fournir.

Ces mêmes moyens spatiaux sont indispensables au guidage des vecteurs non balistiques, seuls capables d'éviter l'affaiblissement, stratégique dramatique, de la panoplie nucléaire française par le déploiement de systèmes antimissiles que propose l'IDS. Ces derniers systèmes eux-mêmes supposent également la maîtrise des technologies spatiales, tandis que le satellite d'observation reste l'unique outil réel de contrôle d'une politique du désarmement.

Or, si la France est une puissance nucléaire indépendante peut-elle posséder seule un satellite d'observation, plus tard de navigation, voire ses propres systèmes anti-missiles ?

N'est-ce pas à l'Europe de « gérer » elle-même le champ d'une bataille qu'elle souhaite éviter, ce qui signifie l'observer comme être capable de continuer à y dissuader l'adversaire avec les moyens adaptés ? Et cela ne suppose-t-il pas en d'autres termes l'organisation d'une exploitation européenne commune et défensive de la dimension spatiale ?

Une communauté européenne de défense spatiale visant à élaborer des stratégies économiques communes de production de systèmes spatiaux de sécurité (1) trait bien au-delà du politique du projet Eurêka sans soulever aucune des difficultés posées par la défense CEE puisque limitée à l'aspect strictement défensif de tels systèmes, les capacités offensives correspondantes restant sous contrôle national. L'UEO pourrait probablement enfin retrouver une réalité et un avenir en fournissant le cadre institutionnel d'une telle initiative tandis que la relance de la construction européenne y puiserait à coup sûr un élan décisif par la manifestation d'une volonté déterminée autant que pacifique sur ces questions vitales.

(1) Dont la fusée Ariane serait une première pierre non négligeable.

## Une IDÉE qui fait son chemin

La Communauté doit prendre une initiative de défense européenne

par PHILIPPE SORRET (\*) et GÉRARD DUCHÊNE (\*\*)

L'opinion publique, les gouvernements et les milieux militaires européens ont soudainement pris conscience, plus de deux ans après son annonce, de l'importance des défis lancés par l'IDS. Après une phase d'incrédulité et de scepticisme, l'Europe occidentale est en train de prendre précipitamment des décisions qui engagent son avenir à long terme.

Comment expliquer cette hâte ? Bien sûr, il y a le délai de réponse à la proposition de participation de l'administration américaine, mais surtout les milieux scientifiques et militaires observent que l'enthousiasme et la ferveur de travail dans les laboratoires de Los Alamos et de Livermore (le CEA américain, principal maître d'œuvre de l'IDS) engendrent des résultats significatifs : une défense terminale des sites stratégiques (ailes, centres de communication, et peut-être quelques villes) est désormais envisageable dans un délai de cinq à dix ans.

Certes, le coût de la réalisation du bouclier spatial total est estimé à 1 500 milliards de dollars (ne confondons pas avec l'aide de faisabilité : 26 milliards de dollars), ce qui peut sembler prohibitif, mais la mise en œuvre de la première étape ne coûterait que 150 milliards de dollars, c'est-à-dire 10 % du budget militaire américain pendant cinq ans, rendant ce projet parfaitement accessible. Face à cette subite avancée technologique, les milieux scientifiques français et européens accélèrent leurs études dans les domaines de l'IDS, afin d'être les mieux placés dans la course au partage du gâteau de la sous-traitance.

### Une concurrence stérile

La CEE pourrait-elle réaliser une IDÉE (initiative de défense européenne) ?

Financièrement, le coût en serait supportable : prenons l'exemple de la France. En comparant aux 1 700 milliards de dollars du budget de l'IDS en 1985, la France devrait investir 3,5 milliards de francs (compte tenu d'un facteur 1/5 dans le rapport de population). Cet objectif est réaliste au regard des programmes de recherche actuels : s'il était décidé de concentrer des moyens de diverses sources (CEA, CNES, CNRS, direction des engins de la délégation générale pour l'armement...) couvrant des domaines d'études voisins de ceux de l'IDS, 2 milliards de francs pourraient être dégagés. Il faudrait donc y ajouter 1,5 milliard de francs. Soit un surcoût de 30 F par Français, identique à l'effort actuel des Américains !

Techniquement, de nombreux établissements européens sont compétents dans des domaines comme les AED (armes à énergie dirigée : lasers...), les AEC (armes à énergie cinétique), les satellites, l'informatique, toutes ces techniques étant nécessaires au développement d'une défense continentale ou spatiale. Citons, par exemple, pour la France, le CEA, la SNIAS, le CNES, Thomson, CGE, Bull pour les autres pays européens, MMB, British Aerospace, Siemens, Olivetti... De plus, signalons que depuis l'annonce de l'IDS, des progrès ont déjà été accomplis en Europe dans ces domaines, prouvant, si nécessaire, la compétence de la recherche européenne.

La CEE se trouve donc dans la situation des États-Unis avant le discours du 23 mars 1983 du président Reagan : elle maîtrise potentiellement la technologie de l'IDS, mais sa faiblesse réside dans la concurrence stérile à laquelle se livrent ses États membres et dans l'absence d'une doctrine définie.

(\*) Ingénieur.  
(\*\*) Universitaire, économiste.

## ÉCRITS POUR ÉVANGÉLISER, DE PEDRO ARRUPÉ

### UN JÉSUITE A CŒUR OUVERT

Un fort volume de près de six cents pages, le Père J.Y. Calvez, a rassemblé les grandes textes du P. Arrupé, général des jésuites de 1966 à 1983. Né en 1907 à Bilbao, celui-ci entre dans la Compagnie de Jésus en 1927. Il sera longtemps missionnaire au Japon, y connaîtra la prison et soignera les blessés d'Hiroshima en 1945. Puis, élu supérieur général, il parcourt le monde pour rencontrer ses religieux et les populations dont ils ont la charge. Depuis 1981, handicapé par les séquelles d'une thrombose cérébrale, il évangélise dans le silence et la prière de l'infirmerie.

Ces textes nous révèlent un jésuite à cœur ouvert. Un homme curieux, cultivé, passionné d'évangile, fin analyste des questions intimes ou des implications économiques du développement. Un prêtre soucieux de l'avenir de l'Eglise et un exécutif attentif de saint Ignace. L'équilibre de l'action et de la contemplation, de la critique scientifique et de la théologie classique font de l'homme et du croyant un témoin spirituel pour notre temps.

### La problématique du tiers-monde

Ce ne sont pas des écrits autobiographiques, avec quelques complaisances à se raconter, mais plutôt un carnet de route où les rencontres d'hommes ou de situations sont l'occasion d'une prise de distance et de hauteur spirituelle. C'est un recueil de « paroles » et non de « paroles de » : l'interlocuteur surgit dans le propos et nous nous sentons pris à témoin de la résonance d'une question de Dieu dans les problèmes de société ou les débats internes de la Compagnie de Jésus aujourd'hui.

Pedro Arrupé est bien un Européen du vingtième siècle : il partage avec humanisme les tensions et les tentations ; en chrétien, il est taraudé par les progrès de la sécularisation. Il faut dire que Paul VI avait confié aux jésuites une réflexion sur l'athéisme en ces temps rationnels. Le marxisme et le marxisme de l'Occident le préoccupent au plus haut point : il entend bien répondre à l'appel spirituel et moral qu'il décèle en amont de ces dérives de l'humanisme moderne. Il pense ainsi que les chrétiens ont trop négligé la dimension sociale de la foi : « Une foule de raisons historiques, culturelles, philosophiques, nous ont fait perdre de vue cette intelligence extrêmement sociale et organique qu'avait de la foi

les premiers chrétiens et les Pères de l'Eglise ».

La découverte la plus importante du supérieur général de 1966 à 1976, c'est « toute l'ampleur de la problématique du tiers-monde (...). La rencontre d'affaires fut décisive pour moi. » Il en apprécie pourtant la richesse culturelle et la vitalité spirituelle. Il devine que l'avenir de l'humanité se joue en ces pays et que nous avons à en apprendre. Il entend aussi leurs révoltes : les anciens des collèges jésuites qui voulaient faire l'avenir de leur pays et sont devenus marxistes en Amérique latine, ceux qui, en Afrique, reprochent au christianisme une répression culturelle leur imposant une vision du monde étrangère à leur race et à leurs valeurs. Et le mot défi revient cent fois sous la plume du supérieur général.

Ne nous y trompons pas, Pedro Arrupé ne se limite pas à un constat sociologique sur l'Eglise dans la modernité. En religieux et en prêtre, il remonte aux sources spirituelles et trinitaires de la Compagnie. Il y applique la discernement des esprits selon la voie ignacienne. C'est le même vue théologique qui nourrit le rattachement spécial de la Compagnie au pape, vicairie du Christ. L'obéissance, la disponibilité du cœur, la pauvreté en tous ces aspects, s'ouvrent librement sur l'identification entre le service du Christ et de son vicair. La jésuite en attend un envoi en mission, il vit l'obéissance dans la volonté et dans l'intelligence, « avec beaucoup de patience, de joie spirituelle et de persévérance ».

Servir l'Eglise est l'expression d'une mystique ignacienne dont la valeur est permanente, au-delà du temps et des situations. Veinons son jugement propre est le préalable d'une conversion spirituelle qui permet de voir la lien de l'Esprit entre le Christ et son Eglise. Par là sont dépassées les oppositions entre la spiritualité et l'action, entre la foi et les structures. Ainsi, relisant Ignace dans le temps présent, P. Arrupé s'oppose à l'anthropocentrisme de tant de courants modernes.

Ce carnet de route, écrit par un épître engagé dans la marche de l'Eglise, est un document d'histoire. De notre histoire chrétienne qui se trace sur les multiples sentiers de l'avenir. Et c'est une belle leçon d'espérance.

GÉRARD DEFOIS  
recteur de l'Institut  
catholique de Lyon.

\* Présenté par J.Y. Calvez, collection Christus n° 59. Desclée de Brouwer - 382 pages, 156 F.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faivel (1969-1983)

André Laurens (1983-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouff.

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAVS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 58 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

## COURRIER DES LECTEURS

### Fantine 1985

Séjournant récemment à Menton, je vois à la une d'un journal : « Centenaire du décès de notre grand poète Victor Hugo. » Me promenant dans la zone piétonne, je crois rêver, serions-nous encore au dix-neuvième siècle ?

Un jeune couple, adossé à un de ces beaux orangers dont la municipalité prend grand soin, les yeux baissés, livide, découragé, nous signale avec un écarte maladroite qu'ils sont sans ressources, dans un besoin tel et qu'en plus la jeune femme attend un bébé.

La jeune femme s'effondre : malaise, faiblesse ? Des curieux, il n'en manque pas, des mains secourables, c'est déjà plus rare. J'entends à côté de moi une dame - qui s'était vantée à haute voix d'avoir soupé la veille au Rocher de Monaco pour la modique somme de 600 francs par personne - dire : « Elle n'a qu'à se nourrir, elle n'aura pas de malaise. »

C'était bien Fantine qui s'était égarée dans cette région dont un conte dit pourtant que « c'est un coin de paradis retrouvé où Eve a laissé tomber une orange et un citron » (amer ?). Fantine qui, dans ce cas précis, n'intéressait personne, ou si peu.

A. MESSAGER  
(Strasbourg).

### Sur Lionel Jospin

Le Monde a publié à deux reprises, sous forme de portraits, puis d'article un éloge des qualités masquées de Lionel Jospin. Cet éloge doit, me semble-t-il, être tempéré.

a) Quelle que soit sa maîtrise de l'appareil du parti, Lionel Jospin reste un leader peu crédible aux yeux de l'opinion. L'honnêteté et la sincérité qui lui sont reconnues, même de bon de poids face à son manque absolu de charisme, à son didactisme pesant, qui l'empêchent probablement d'être un jour un présidentiable sérieux.

b) Les diverses polémiques de ces dernières semaines témoignent peut-être de l'habileté du premier secrétaire. On peut se demander si ces effets elles pourraient avoir sur ce qu'on appelle la « gauche » de gauche, déjà désarçonnée et qu'il ne se rien comprendre à ce jeu de deville : une querelle « essentielle » réglée du jour au lendemain par un oracle du président de la République pour le moins énigmatique.

c) Plus généralement, les diverses manœuvres auxquelles donnent lieu au PS les futures élections prouvent non seulement que celui-ci est déjà résigné à l'échec, mais que chacun n'a plus qu'une obsession : retrouver une place de député. Ainsi la profonde novicité du scrutin proportionnel apparaît-elle en pleine lumière.

DAVID KESSLER  
(Paris).

## EUROPE

### La hantise

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

de la menace soviétique

# étranger

## EUROPE

### La hantise turque des « bandits » kurdes

(Suite de la première page.)

Et pourtant, abstraction faite de l'omniprésence de gendarmes casqués et sur le qui-vive, la vie semble plutôt paisible, entre Diyarbakir et ses noirs remparts au-dessus du Tigre, Mardin, perchée en sillon de la Haute-Mésopotamie, et où les trois boules blanches des radars américains dominent la plaine escarpée de chabot et la Syrie toute proche. Et aussi dans ces montagnes aux confins de l'Irak, et plus à l'est, de l'Iran. Dans toute ces régions, les Kurdes sont majoritaires, aux côtés de Turcs ou d'Arabes. Distinctions sacrilèges — car, selon la ferme tradition kémaliste, tous sont turcs et seulement turcs, ce qui doit suffire à leur bonheur et à leur fierté.

Les Kurdes, ils sont ici, tout près, en contrebas du col, dans des campements de tentes de laine noire, non loin des soldats barbouillés, qui eux sont, presque sans exception, turcs (les appelés appartenant à l'ethnie kurde sont prudemment envoyés vers le centre ou l'ouest de l'Anatolie pour faire leur service militaire). Un berger, revêtu d'une grande houppelande blanche tendue par un bâton au-dessus des épaules, fait traverser le campement à des centaines de moutons et de chèvres. Autour des tentes, des dizaines d'enfants qui viennent faire des grâces à l'étranger. Les filles, y compris les plus petites, arborent de jolies robes longues en tissu léger et brillant, par-dessus des pantalons serrés aux chevilles. Tentes pudiques sans doute, mais tout y est joyeux, couleurs vives et bijoux d'or et d'argent. On est loin du tchador, plus loin encore de la sabbatisme islamiste « moderne » (gaberdinge bantonisée jusqu'au col par 40 °C à l'ombre), qui recommence à sévir — mais en petit nombre — dans certaines villes de Turquie.

#### « Ce sont des Arméniens... »

Les Kurdes, pas seulement la petite minorité qui passe l'été sous les tentes dans les alpages, mais même ceux des villes et des bourgs, sont très attachés à leurs coutumes traditionnelles — sans doute parce que c'est à peu près la seule originalité qu'on leur concède — avec l'usage, par exemple, de leur propre langue. Même les hommes, dans les villages, portent en grand nombre le turban et la longue ceinture plusieurs fois enroulée qui souligne leur silhouette étonnamment svelte et droite. Fidélité à la tradition qui ne doit pas trop faire illusion : dans tel foyer de la bourgeoisie perdue de Beyrouth, si la mère apparaît, pour la photo, dans ses superbes vêtements nationaux, la jeune fille de la maison s'empresse, elle, d'aller mettre sa jupe de jean en prenant bien soin de descendre la ceinture sur ses hanches, et de forcer sur le rouge à lèvres.

Qui sont donc ces « bandits » qui viennent ainsi troubler cette existence ?

#### RDA

#### Il y a un mois

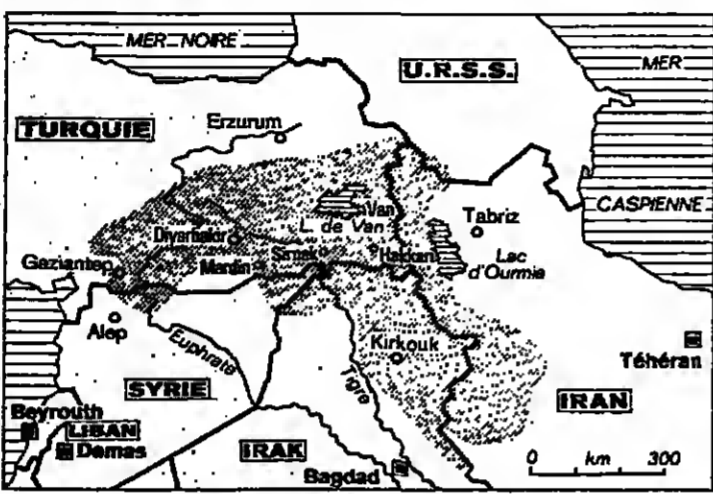
### LES AUTORITÉS EST-ALLEMANDES ONT EMPÊCHÉ LE DÉTOURNEMENT D'UN AVION AMÉRICAIN

Berlin (AFP). — Le Sénat de Berlin-Est a confirmé dimanche 14 juillet qu'un commando terroriste, arrivé du Proche-Orient avec l'intention de détourner un avion américain, avait été intercepté et refoulé par les autorités est-allemandes à l'aéroport de Berlin-Est Schoenefeld, il y a quatre semaines. L'information avait été révélée samedi par le quotidien conservateur *Die Welt*, qui citait des services de sécurité occidentaux.

Le porte-parole du Sénat, M. Wilfried Fesl, a indiqué que le Sénat « avait été informé » de la tentative du commando d'entrer à Berlin. Les membres de ce groupe — au nombre de deux, selon le journal berlinois *Tagespiegel* — étaient munis de passeports diplomatiques et transportaient des explosifs. Une fois passés dans la partie occidentale de la ville, ils voulaient détourner un avion de la PANAM, la seule compagnie « américaine » à desservir Berlin-Ouest, pour soulever les pirates de l'air chifiés qui venaient de s'emparer à Beyrouth des passagers américains d'un Boeing de la TWA.

Arrêtés par les autorités est-allemandes à Schoenefeld, ils ont été expulsés vers une destination inconnue. La RDA n'a pas dévoilé non plus l'origine de leurs documents diplomatiques, dans le souci de ménager ses relations avec les pays du Moyen-Orient.

tence où ce qui n'est heureusement pas encore du « folklore » va de pair avec la pauvreté, le chômage souvent, et aussi une dure exploitation : les paysans kurdes sont liés par des relations quasi féodales à leur seigneur, kurde lui aussi, « l'agha ». Un Arabe de Mardin donne une explication bien particulière : « Les terroristes ne sont pas des Kurdes, mais des Arméniens qui viennent de Syrie ». Version fantaisiste mais lourde de souvenirs et de haine, dont on retrouve pourtant une certaine trace



dans les explications fournies par les hommes politiques d'Ankara. A les en croire, « terroristes » kurdes et arméniens ont entraînés de concert dans des camps situés en Syrie, avant de s'infiltrent en Turquie en passant par l'Irak. Selon ces mêmes responsables, ils ne seraient que « quelques centaines » au total, mal vus d'une population qui souhaite vivre en paix et manipulés par « l'étranger ». Sur place, les réponses obtenues sont moins univoques, et encore faut-il faire la part de la prudence qui est de mise sur un sujet tabou et de la difficulté à communiquer.

On entend des réflexions du genre : « Turcs et Kurdes, pas de problème », ou encore, avec un soupir : « Turcs et Kurdes, petits problèmes ». Mais aussi, sans témoin, il arrive qu'un homme laisse transparaître sa haine des Turcs, ses sympathies pour, pélo-mêle, le PKK (le Parti communiste du Kurdistan, l'une des principales organisations clandestines kurdes), la social-démocratie et le marxisme-léninisme, tous parés sans doute des vertus de l'opposition en pouvoir (turc) en place. Un jeune chauffeur de dolmes (taxi), kurde chrétien et très fier de l'être, fait part, au contraire, de son aversion pour les bandits et de sa sympathie pour les soldats.

Mais on peut aussi trouver des Turcs qui « découvrent » sur place un problème kurde qu'ils ignoraient ou voulaient ignorer jusqu'à, tel ce médecin calé par des mequards qui avaient besoin qu'on soigne certains des leurs, dans les montagnes situées entre le lac de Van et la frontière iranienne.

#### Les visages se ferment

Le problème est ancien et infiniment complexe. Vieux peuple, les Kurdes, répartis essentiellement dans des territoires turcs, irakiens, iraniens — et, accessoirement, syriens — n'ont pratiquement jamais eu, dans l'histoire, d'Etat propre, leur culture est orale et leur langue

(d'ailleurs fortement différenciée selon les régions) n'a reçu qu'assez récemment une transcription écrite, à travers d'ailleurs trois alphabets concurrents. C'est en Turquie que les Kurdes sont les plus nombreux (les estimations varient entre quatre et douze millions de Kurdes « turcs », concentrés dans l'Est, mais aussi à Istanbul où ils seraient près d'un million). C'est aussi en Turquie que leurs droits propres sont les plus limités — à vrai dire nuls : aucune autonomie d'aucune



sorte ne leur est reconnue, aucune identité particulière même. Le simple mot de « kurde » est prosaïque de la presse, la langue kurde n'est pas enseignée, il n'y a aucune publication en kurde (quelques-uns avaient pu paraître dans les années 70, c'est-à-dire avant le coup d'Etat militaire), et on n'entend jamais un mot de kurde à la radio.

#### Blocage

Se risque-t-on, en y mettant les formes, à évoquer la « question » avec des Turcs, responsables politiques ou simples particuliers ? Presque à coup sûr, les visages se ferment, le langage se crispe. Certains nient complètement l'existence d'un quelconque problème, ou bien le limitent à sa seule dimension sociale et économique, invoquant tous ces Kurdes qui ont réussi, ex-ambassadeurs ou riches marchands d'Istanbul : ce qu'il faut, c'est développer l'est du pays, y briser les structures féodales. D'autres entendent, ici et là, le gouvernement s'y employer, et l'armée, loin de s'occuper simplement de répression, se complait à présent un travail remarquable, ouvre des routes, apporte une aide sanitaire... Peut-être, mais sur place, cette activité « constructive » ne sante pas aux yeux. Les rares travaux que nous avons pu constater étaient bien le fait de civils, même si évidemment des soldats en armes surveillaient les abords du chantier. Nous n'avons parcouru, il est vrai, qu'une petite partie de ces très vastes régions.

Pourquoi cette étrange obstination à dénier toute identité particulière aux Kurdes, si ce n'est celle du mépris ? Si vous traversez un village sale, c'est qu'il est kurde... A peu près partout, à gauche comme à droite, au pouvoir comme dans l'opposition, on se heurte à ce qui ressemble bien à un véritable blocage psychologique. A travers les arguments juridiques constamment évoqués (le traité de Lausanne de 1923, qui, dans son interprétation « turque », ne reconnaît comme seules minorités que les non musulmans,

c'est-à-dire pas les Kurdes), on sent la résurgence d'un vieux complexe et d'une hantise : la Turquie kémaliste, cette Turquie qui, après avoir bien failli sombrer dans le néant après le dépeçage de l'Empire ottoman, s'est établie de justesse grâce à l'extrême énergie d'Ata Turk (qui s'efforça d'ailleurs de réprimer deux révoltes kurdes), c'est bien la plus petite Turquie qui puisse être. Accorder la moindre concession aux Kurdes, qui sont des millions, et dont certains revendiquent ouvertement une république fédérée, voire l'indépendance, ce serait enlever quelque chose à cette Turquie déjà réduite au minimum. Pas question donc de reconnaître aux Kurdes une once d'autonomie, même culturelle. Ce serait une insupportable atteinte à la patrie turque.

#### « Ils n'ont pas d'alphabet »

Dès lors, tous les arguments sont bons. Demande-t-on au secrétaire général du parti ou pouvoir, celui de la « mère patrie », pourquoi aucune publication en kurde n'est autorisée, il vous répond sans sourcilier et contre toute évidence : « parce qu'il n'existe pas d'alphabet kurde », tandis qu'une jeune journaliste avoue ingénument : « mais parce que les Kurdes ne l'ont pas demandé... » un bant responsable du principal parti d'opposition, le SODEP (social-démocrate), excepte lui d'évoquer la question avec sérénité : « Ils sont ce qu'ils ont été vos Bretons. Votre chance est d'avoir réglé la question plusieurs siècles avant nous ». Et de regretter que l'armée, « dans l'Est », se soit souvent conduite avec brutalité, battant en public les hommes des villages pour les faire parler. Mais lui-même ne parvient pas à dissimuler une petite grimace de dédain à l'idée qu'on puisse enseigner le kurde dans des écoles...

L'ancien premier ministre, M. Süleyman Demirel, actuellement interdit d'activité politique, est beaucoup plus direct. « Certes, la question kurde n'est pas près d'être réglée : « Mais nous avons les moyens de faire face — ou, par la force, je vous le dis franchement... »

On aurait tort de croire qu'à gauche on pense très différemment. La question kurde, explique un publiciste connu, poursuivi en justice pour avoir signé l'an dernier un appel pour la fin des lois d'exception, « n'est pas prioritaire. L'important, c'est le rétablissement de la démocratie, et une Turquie socialiste ». Le premier point au moins, une démocratie complète, profiterait sans conteste à tous les citoyens turcs, kurdes compris. Ce rétablissement, lent et timide, semble d'ailleurs avoir d'assez bonnes chances de se réaliser. Mais pour le reste, les Kurdes, s'ils ne sont pas totalement assimilés d'ici là, devront attendre longtemps, très longtemps. Plus que les quelques centaines de « séparatistes » qui entendent d'être jugés dans les prisons de Diyarbakir ou de Mardin (1), Et plus que les gendarmes turcs, tapés dans leurs ébris, le doit sur le dévante, et qui eux n'attendent que la relève, ou la quille.

JAN KRAUZE.

(1) Une première série de condamnations, dont dix peines capitales, ont été prononcées le 10 juillet.

#### Portugal

### M. SANTOS SERA LE CANDIDAT SOCIALISTE AU POSTE DE PREMIER MINISTRE

Lisbonne (Reuters). — Après l'annonce par le président Eanes de la date du 6 octobre pour les élections législatives (*le Monde* des 14-15 juillet), les socialistes portugais ont désigné samedi 13 juillet leur candidat au poste de premier ministre. Si leur parti remporte les élections, c'est M. Antonio Almeida Santos, âgé de cinquante-neuf ans, qui occupera ce poste. A la réunion de la commission politique du Parti socialiste, M. Santos, qui était ministre d'Etat dans le gouvernement sortant, a obtenu trente voix contre quatorze à M. Jaime Gama, ministre des affaires étrangères de ce même gouvernement.

La candidature de M. Santos a été proposée par M. Mario Soares, l'actuel premier ministre, âgé de soixante ans, dont on pense qu'il sera candidat à l'élection présidentielle en janvier 1986.

### Bechir Celenk pourrait être autorisé à se rendre à Rome

De notre correspondant

Ankara. — Le magistrat italien Antonio Marini, procureur du procès actuellement en cours à Rome pour juger les éventuels complices d'Ali Agca, auteur de l'attentat contre le pape, s'est rendu samedi 13 juillet à Istanbul pour examiner avec les responsables de la justice turque la possibilité de faire venir à Rome l'homme d'affaires Bechir Celenk, présenté par Agca comme le commanditaire de la tentative d'assassinat. Celenk, lui-même accusé de trafic de drogue, d'armes et de dévices, a regagné la Turquie il y a une dizaine de jours après avoir été « retenu » pendant plus de deux ans à Sofia par les autorités bulgares.

Le procureur Marini a proposé trois formules aux autorités turques : soit une extradition de Bechir Celenk, soit une autorisation temporaire lui permettant de se rendre à Rome pour être confronté à Agca, soit la possibilité pour des magistrats italiens d'interroger Celenk en Turquie. Selon la partie turque, une

extradition ne peut être envisagée, car elle serait contraire à la législation en vigueur, mais Celenk pourrait tout de même être envoyé temporairement à Rome, à condition que l'intéressé « l'accepte et ne soit entendu qu'à titre de témoin ».

L'homme d'affaires, considéré comme l'un des chefs de la mafia turque, s'est dit jusqu'à présent disposé à se rendre à Rome pour un face-à-face avec Agca, qui est selon lui « un monarque et un menteur professionnel ».

Cependant, la justice turque entend examiner en priorité les charges qu'elle retient elle-même contre B. Celenk et qui pourraient lui valoir quelques années de prison. L'homme d'affaires pourrait d'ailleurs bénéficier de la nouvelle loi accordant des remises de peine aux « repentis » qui fournissent volontairement des informations aux autorités.

ARTUN UNSAL

## Belgique

### LES RESPONSABILITÉS DANS LE DRAME DU HEYSEL

### Le ministre libéral de la justice démissionne

M. Jean Gol, vice-premier ministre et ministre de la justice belge, a présenté ce lundi matin 15 juillet sa démission du cabinet de centre-droit de M. Wilfried Martens. Il entend protester contre le « refus injustifié » de M. Nothomb, ministre de l'Intérieur, de démissionner, à la suite du rapport de la commission d'enquête sur le drame du stade du Heysel qui avait fait trente-huit morts et quatre cent cinquante blessés le 29 mai dernier.

Bruxelles (AFP). — Le vice-premier ministre belge et ministre de la justice, M. Jean Gol, figure de proue du Parti libéral, a présenté le lundi 15 juillet sa démission au premier ministre social-chrétien, M. Wilfried Martens.

Dans une lettre adressée à M. Martens, M. Gol explique son geste par « le refus injustifié » du ministre social-chrétien de l'Intérieur, M. Charles-Ferdinand Nothomb, de démissionner après le drame du stade du Heysel, qui a fait, trente-huit morts et quatre cent cinquante blessés le 29 mai dernier.

Le Parlement avait examiné vendredi et samedi derniers les conclusions du rapport de la commission d'enquête sur les événements du Heysel, qui insistent sur la responsabilité de M. Nothomb. Durant le débat, le Parti libéral a exigé à plusieurs reprises la démission de M. Nothomb, avant d'effectuer, pour des raisons politiques, une volte-face inattendue et de voter avec le reste de la majorité une motion de confiance au gouvernement, qui ne demande pas la démission du ministre de l'Intérieur.

« Ce qui s'est passé samedi à la Chambre (des députés) est affreux », écrit M. Gol. « L'autorité se voit abîmée gravement dans un refus des responsabilités qui caractérise malheureusement l'Etat belge depuis de très longues années et que je n'ai cessé de dénoncer », ajoute-t-il.

« L'abstention de certains groupes de la majorité de transformer en question de gouvernement la responsabilité individuelle d'un ministre a amené les membres de mon groupe à donner le pas, par devoir austère, à la survie du gouvernement sur l'expression claire de leur conscience. »

De son côté, la presse belge, qui ignorait lundi matin la décision de M. Gol, s'était montrée très sévère dans ses commentaires, considérant que le débat parlementaire s'est achevé, selon elle, une nouvelle fois par une solution « à la belge » afin d'éviter une crise gouvernementale.

[Cette solution, nous signalons notre correspondant Jean Wetz, avait été trouvée après deux jours de débats et de tractations : les chefs de la coalition ont résolu que les députés ne seraient pas appelés à se prononcer sur les conclusions du rapport de la commission d'enquête mettant en cause le ministre de l'Intérieur. Cette décision a été acquiescée tard dans la soirée du samedi 13 juillet par 108 voix contre 89.

Après quoi, les députés appartenant à la coalition gouvernementale n'ont eu aucun mal à adopter, par 109 voix contre 3, une motion laissant au gouvernement le soin « de tirer les conclusions du débat », et lui exprimant la confiance de la Chambre. A ce moment-là, tous les représentants de l'opposition avaient déjà quitté l'assemblée parlementaire pour protester contre ce qu'ils considéraient comme une « comédie » indigne.]

## AFRIQUE

### Algérie

### « Dignité oblige »

Le quotidien algérien *El Moudjahid* a dénoncé, le dimanche 14 juillet, « les crimes racistes, les humiliations infligées à nos émigrés, les atteintes aux libertés individuelles et collectives ».

Sous le titre « Dignité oblige », l'éditorialiste critique une « certaine presse outre-Méditerranée qui ne perd pas une occasion pour s'en prendre à notre pays, pour salir son image auprès de l'opinion publique internationale et pour porter atteinte à la grandeur de sa révolution ». « Comble de grotesque, les écrits de cette presse s'en réfèrent aux droits de l'homme... Il est vrai que, pour elle, le mensonge est élevé à la hauteur d'une institution », ajoute *El Moudjahid*.

Cette prise de position du quotidien algérien intervient après celle de l'AFS, l'Agence de presse algérienne, qui, le 5 juillet, avait publié un violent réquisitoire contre le France, accusée d'avoir transformé l'Algérie toute entière en un « camp de concentration » de 1954 à 1962 ; et après les commentaires de l'hebdomadaire du FLN, *Révolution africaine*, dénonçant les généraux Massu et Bigard comme des « tortionnaires ».

Peu après ces différentes attaques, le Quai d'Orsay avait publié un communiqué stipulant que Paris ne souhaitait pas « entretenir une polémique » (*le Monde* du 10 juillet).

Les attaques d'*El Moudjahid* (qui, il est vrai, ne cite pas nommément la France) interviennent, d'autre part, au moment où le chef de l'Etat algérien, le prési-

dent Chadli, a envoyé, à l'occasion du 14 juillet, un message à M. Mitterrand, dans lequel il exprime « l'attachement de l'Algérie à favoriser le développement d'une coopération avantagée et sa disponibilité à poursuivre le dialogue établi entre nos deux pays en vue de contribuer à l'avènement d'une ère de paix et de stabilité dans notre région et dans le monde ».

La référence faite par le quotidien algérien aux droits de l'homme est sans doute en liaison avec les commentaires de la presse française à propos de l'arrestation de Mr Ali-Yahia, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme, dont on ignore toujours pour quels motifs il a été inculpé par la Cour de sûreté de l'Etat.

D'autre part, l'ambassadeur de France à Alger, M. François Scheer, qui s'exprime, le samedi 13 juillet, dans la capitale algérienne, à l'occasion d'une réception à l'ambassade de France, a notamment affirmé : « Quelles qu'aient été les vicissitudes de sa longue histoire et le poids de ses erreurs, la France n'a, en matière de pratique de démocratie et de défense des droits de l'homme, de façon à recevoir de personne. » M. Scheer a également appelé l'Algérie au « respect des droits à la considération » auxquels aspirent les ressortissants français et a dénoncé ceux qui, « du fait part d'autre de la Méditerranée », « tentent en toute occasion de creuser entre nos deux nations un fossé profond ». (AFP, Reuters).

### Angola

### Pretoria propose des pourparlers directs à Luanda

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, a invité, samedi 13 juillet, l'Angola à entamer des pourparlers directs pour régler les problèmes de l'Afrique australe, et si nécessaire sans le concours des Etats-Unis. La proposition de M. Botha intervient après l'annonce, par les autorités angolaises, de leur décision de suspendre les contacts qu'elles maintenaient jusqu'à présent avec différents émissaires du gouvernement américain.

Cette décision de Luanda fait elle-même suite à l'abrogation de l'amendement Clark — par le Congrès américain, qui interdisait toute aide militaire américaine aux mequards en lutte contre le gouvernement angolais, c'est-à-dire à l'UNITA.

Le ministre sud-africain des affaires étrangères indique notamment dans un communiqué : « Je n'ai aucun doute que si les dirigeants d'Afrique australe se rencontrent libres et dégagés des efforts discordants du conflit des grandes puissances, une solution réaliste aux problèmes d'Afrique australe peut être trouvée. » « Ni les Etats-Unis, ni la Russie, ajoute M. Botha, ne pourront régler les problèmes d'Afrique australe. Ils ne peuvent l'être que par ses dirigeants. » (Reuters, AFP.)

# DIPLOMATIE

## LA VISITE OFFICIELLE DE M. NAKASONE EN FRANCE

### Le poète et l'« animal commercial »

M. Nakasone a pris son petit déjeuner, ce lundi 15 juillet, en compagnie d'une dizaine de grands patrons de l'industrie française. Il avait, la veille, assisté au défilé militaire du 14 juillet au côté de M. Fabius et à la droite du chef de l'Etat français, avec lequel il avait eu, samedi, des conversations « extraordinairesment fructueuses », selon un porte-parole nippon. Il se rendra lundi soir à Marseille, d'où il repartira le lendemain pour Rome, poursuivant sa tournée européenne.

Culture et diplomatie étaient à l'ordre du jour de la visite officielle du premier ministre japonais à Paris. Mais impossible d'éviter le lancinant sujet de l'excédent commercial réalisé par le Japon au détriment de la France, comme de beaucoup d'autres pays industrialisés. Quand M. Fabius a ouvert le débat, M. Nakasone a accepté une part de responsabilité dans le déséquilibre des échanges, tout en précisant qu'il résultait « de facteurs qui ne sont

pas seulement du côté japonais ». C'est donc aussi à la France d'assumer les conséquences du manque de compétitivité de certains de ses produits.

Le premier japonais se défend de rechercher un « profit mercantile égoïste ». Au contraire, il entend « faire tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir le système mondial de libre échange (...) fragile comme une pouspée de verre ». La meilleure preuve en est le nouveau train de mesures de libéralisation qu'il vient de prendre. M. Nakasone s'était même engagé personnellement, apparaissant à la télévision et priant ses concitoyens d'acheter étranger. Une « révolution culturelle », dans un pays où l'on s'étonne toujours de devoir acheter à l'étranger ce que l'on produit déjà soi-même.

Cela n'empêche pas les Français de rester sceptiques. Cette nouvelle ouverture est le septième depuis 1981 et semble orchestrée pour l'occasion : annoncée en avril, une première série de mesures — réduction de 20 % des droits de douane — a été prise le 25 juin ; le reste — simplifications des normes et des procédures d'importations, — prévu pour la fin juillet, a été partiellement dévoilé quarante-huit heures avant l'arrivée de M. Nakasone à Paris.

« Le gouvernement français attend des résultats concrets », a prévenu néanmoins M. Fabius. Le Japon envisage en plus un geste symbolique, peut-être l'achat de quelques hélicoptères à l'Aérospatiale, visitée ce lundi. « La France n'est pas seulement le pays de la bonne cuisine, c'est aussi le pays d'Airbus », a rappelé le premier ministre français. La technologie européenne intéresse M. Nakasone, qui regrette d'être exclu d'Eureka, projet qui commence à prendre tournure en Europe. Il considérerait une éventuelle participation si on lui proposait, mais déclare qu'il n'a pas été invité.

Plus généralement, le Japon salue l'Europe comme le « troisième pilier du monde libre ». Un état de fait qui lui permettrait de se dégager de la trop forte dépendance des Etats-Unis. Mais le rappel à l'ordre — commercial — se fait pressant. « Je pense que le Japon a besoin d'une Europe indépendante. Cette bonne santé politique implique la prospérité économique », laquelle passe par le développement de relations commerciales équilibrées, avertit encore M. Fabius.

#### Le sommet de Tokyo

Paradoxe de la diversification. Le Japon ne peut à la fois faire des concessions commerciales aux Européens et aux Américains. Et le choix est déjà fait. « Les relations du Japon avec les Etats-Unis sont uniques » et ne peuvent être remises en question, rappelle M. Nakasone. Vaincus de la seconde guerre mondiale, les Japonais dépendent entiè-

rement de leurs anciens vainqueurs pour la défense. Ce qui explique notamment que les thèses japonaises sur l'initiative de défense stratégique — la « guerre des étoiles » — soit nettement plus proches des thèses américaines que des thèses françaises.

Les Japonais étaient par ailleurs soucieux de savoir si la France participerait ou non au prochain sommet des sept grands pays industrialisés qui se tiendra à Tokyo l'année prochaine. M. Mitterrand avait répondu en émettant des réserves, dans un entretien accordé à une chaîne de télévision japonaise. Il a répété, samedi 13, qu'il était disposé à participer à la rencontre, mais il souhaite que celle-ci retrouve le caractère informel et franc des premiers temps.

Le reste des entretiens a surtout servi à réaffirmer les positions traditionnelles des deux pays sur un certain nombre de sujets diplomatiques et économiques. M. Nakasone aura notamment profité de sa visite pour mettre en garde Paris contre une trop grande confiance dans les résultats des prochains sommets franco-soviétique et soviéto-américain. Pour lui, « bien qu'elle ait changé de ton et de visage, l'actuelle équipe dirigeante [en URSS] conserve les mêmes objectifs qu'à la précédente ».

Mais M. Nakasone se voulait montrer à la France le seul visage dur du dirigeant politique. L'homme est aussi un poète, il a écrit un volume d'*haikus* — courts poèmes traditionnels — qu'il a offert au président français. Il est aussi peintre, ce qui le conduit à réserver deux demi-journées à la visite de musées. Les universités de Paris l'honorent, elles lui ont remis la médaille de la Chancellerie, au cours d'une cérémonie à la Sorbonne. Car le premier ministre japonais est aussi fin lettré. Une image qui s'efface trop souvent au profit de celle, redoutable, d'« animal commercial ».

DOMINIK BAROUCH.

### Quels Japonais ?

« Encore un coup des Japonais ? » Alors que M. Nakasone tente de faire oublier, au moins le temps d'une visite, l'agressivité commerciale de son pays, une entreprise nipponne d'appareils photographiques utilise rien moins que M. Mitterrand lui-même pour faire sa publicité.

« Monsieur le Président... merci de votre confiance », écrit la responsable de la firme, accompagnant son message des nombreux clichés, décapés dans la presse, montrant M. Mitterrand utilisant un appareil de la marque pour photographier des coureurs du Tour de France.

Le minutage était parfait. M. Nakasone venait de débarquer de l'avion qui l'amenait à

Paris. La photo avait paru trois jours auparavant. Rapidité, efficacité. L'annonce fait sourire, mais elle provoque aussi quelques grincements de dents : les industriels japonais sont donc sans pitié pour la diplomatie.

Mais quels Japonais ? La lettre de remerciements est signée par le directeur général, français, de la filiale de la société nipponne. L'agence de publicité est elle aussi française...

Si les Occidentaux sont, aujourd'hui, à l'école japonaise en matière commerciale, les élèves ont montré qu'ils dépassent leur maître.

D. B.

## A TRAVERS LE MONDE

### République sud-africaine

• DEUX MORTS ET CENT SEPT ARRESTATIONS. — La police sud-africaine a annoncé, samedi 13 juillet, l'arrestation de cent sept personnes à Soweto, le plus important ghetto noir du pays situé dans la banlieue de Johannesburg. Deux cadavres ont, d'autre part, été découverts dans des cités noires, portant à douze morts le bilan d'une semaine d'affrontements entre la police et les habitants de la région. — (AFP, Reuters, UPI, AP).

### URSS

• REMPLACEMENT DU COMMANDEMENT SOVIÉTIQUE EN RDA. — Le général d'armée Mikhaïl Zaïtsev a quitté ses fonctions de commandant en chef du groupe des forces soviétiques en RDA, et le général Alexei Litvinchev, chef de l'administration politique de ces mêmes forces, a annoncé le 13 juillet l'agence est-allemande ADN, sans préciser le nom de leurs successeurs. Le général Zaïtsev occupait ce poste depuis 1980, qui passe pour l'un des plus importants au sein de la hiérarchie militaire soviétique.

D'autre part, l'organe de l'armée soviétique, *Krasnaya Zvezda*, a annoncé, dimanche 14 juillet, la mort « dans l'exercice de leurs fonctions », du commandant adjoint des forces aériennes de la marine soviétique pour l'arrière, le général Alexei Sidorov, et du colonel Viktor Kokorov, dont les fonctions ne sont pas précisées. — (AFP.)

### LIBERTÉ POUR OTELO DE CARVALHO

Otelo de Carvalho a été arrêté il y a treize mois et se trouve toujours en prison alors que, de Paris, le dossier de l'accusation est vide. Son procès devrait enfin commencer le 22 juillet, et il est question de longs mois d'audience.

Les soupçons sont indigés du traitement que subit ainsi l'un des principaux artisans de la Révolution des Eillets, et ils s'agitent des menaces qui, à l'extérieur comme à l'intérieur du Portugal, visent à travers lui l'héritage d'avril 1974.

Il s'agit de la justice portugaise qui elle voudrait donner aux pays européens, que le Portugal vient de rejoindre, l'exemple d'un strict respect des droits de l'homme et de la défense, en faisant à Otelo de Carvalho un procès rapide et équitable — et, dans l'hypothèse où il y aurait un nouvel ajournement du procès, en le libérant sur-le-champ.

**Premiers signataires**

**ALGERIE**  
Hocine Ait Hammou, Ahmed Ben Bella, Mohammed Harbi, Hocine Zouane.

**ANGOLA**  
Kito M'Kale.

**FRANCE**  
Claude Bourdet, Michel Bétel, Jean Chénou, Alain Krivine, Lily Marou, Gilbert Marquet, Didier Motchane, député européen, Gérard Paris de la Solidarité, Bernard Pannier, sénateur, Gilles Perrault, Gérard de la Pradelle, professeur, université Paris-X, David Roumet, avocat, Antoine Sanguinetti, Bernard Thériet, député.

**GRANDE-BRETAGNE**  
Sidney Bittel, député, Steve Bunting, Richard Caborn, député, Ken Coates, Frank Cook, député, Jeremy Corbyn, député, Stuart Holland, député, L. Jones, Greenham Common, William McElroy, député, Robert McTaggart, député, Bill Michie, député, Terry Patchett, député, Jo Richardson, député, Erny Roberts, député, Andrew Wise.

**GRECE**  
Manolis Glezos, député, Leonidas Kyrtos, président du Parti communiste « de l'intérieur », Stathis Pannagoulas, député, Michel Rappa, A. Trias, député, C. Vouts, journaliste.

**MOZAMBIQUE**  
Aquino de Bragança.

**RFA**  
Gerd Bastian, député, Roland Jahn, U. Fisher, député, Petra Kelly, députée, Frieder Wolf, député.

**TUNISIE**  
Ahmed Ben Salah, Toumi Mohamed, écrivain.

**ET AUTRES PREMIERS SIGNATAIRES**  
Samir Amin, économiste, Mohammed Bani (Maroc), Jean Cabada (Mexique), Lucien Castellan, député (Italie), A. Gunder Frank, économiste (Brésil), Bourhan Jhaïfoun, écrivain (Syrie), Diana Johnstone, journaliste (USA), Jan Minkiewicz, représentant Solidarnosc à Amsterdam, R. Swoboda (Philippines).

Adressez dons et signatures à :  
Christiane Gilmann, 11 bis, rue du Lumin, 75014 Paris (France)

## ANCIEN AMBASSADEUR AMÉRICAIN A PARIS

### M. Galbraith estime que l'influence du PCF sur M. Mitterrand a été « pratiquement nulle »

Washington (AFP). — M. Evan Galbraith, qui vient de céder ses fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis à Paris à M. Joe Rodgers (le Monde du 11 juillet), tire, dans un entretien publié dimanche 14 juillet par le *Washington Post*, les enseignements de sa mission en France, qui avait commencé en 1981.

Remarque avant que ses prédécesseurs le déploiement des missiles américains en Europe de l'Ouest, M. Galbraith estime que même si un sentiment anti-américain réapparaissait en France, il n'aurait pas l'ampleur de celui qu'il avait pu, selon lui, y observer précédemment. « Nous avons un but commun qui domine tout le reste : la défense de l'Europe de l'Ouest. Ni la France ni les Etats-Unis ne peuvent permettre à l'Union soviétique de dominer l'Europe occidentale, ni la neutralisation ou la délégitimation de l'Allemagne de l'Ouest », estime-t-il.

L'une de ses premières tâches, explique-t-il, a été d'analyser pour Washington la décision de M. Mitterrand de faire entrer quatre ministres communistes dans son gouvernement. « Il ne s'agissait pas d'une véritable coalition, dit-il, mais du paiement d'une dette politique, comme cela arrive dans les maîtres aux Etats-Unis (...). J'ai réussi à

convaincre mon gouvernement que l'influence des communistes sur M. Mitterrand était pratiquement nulle. »

[M. Galbraith avait déjà exprimé son soulagement sur ce dernier point, en termes, il est vrai, assez peu diplomatiques, peu après son entrée en fonctions. Il avait, en effet, déclaré en décembre 1981 : « Nous avons eu peur que les communistes influencent l'activité du gouvernement. Ce n'est pas le cas (...). Les communistes sont à nos yeux les agents d'une force extérieure à la France, dirigée par les Russes. En janvier 1984, l'ambassadeur avait redit qu'il n'était « pas du tout inquiet quant à la volonté du gouvernement de se protéger de l'ingérence des communistes », mais il avait ajouté : « Tout le monde sait très bien que la politique étrangère soviétique est suivie par le Parti communiste français. On se voit donc des gens qui sont liés avec le Parti communiste. »]

### M. MICHEL LEVÊQUE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A TRIPOLI

Le *Journal officiel* a annoncé, samedi 13 juillet, la nomination de M. Michel Levêque au poste d'ambassadeur à Tripoli, en remplacement de M. Christian Graeff, récemment nommé ambassadeur à Beyrouth.

Né le 19 juillet 1933, licencié en droit, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Levêque a été intégré au corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères en avril 1964, après avoir occupé différentes fonctions aux ministères de la France d'outre-mer, de la coopération, des affaires étrangères (affaires africaines), il a été ensuite affecté à Moscou en 1964, à l'administration centrale (Amérique) en 1968, à Sofia en 1969, de nouveau à l'administration centrale (personnel et administration générale) en 1972, à Tunis en 1974 et auprès de l'OTAN à Bruxelles en 1978. M. Levêque était revenu à l'administration centrale en 1982, aux affaires africaines et malgaches, dont il était devenu sous-directeur en avril 1982, puis directeur adjoint en juin 1983. En 1984, il avait été chargé d'une mission à Tripoli, en compagnie de M. Bonnefous, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay.]

## LIBRES OPINIONS

### Les commodités de l'exotisme

par GÉRARD COSTE (\*)

« **C**ULTURE au Japon : les années zéro. » Le cahier spécial présenté par le *Monde Aujourd'hui* dans son édition datée 7-8 juillet laisse plus d'un lecteur stupéfait. Le Japon serait devenu « le désert de l'art contemporain ».

Le premier chef d'accusation est celui de l'abrutissement collectif. La démonstration s'appuie sur deux chiffres : les Japonais regardent la télévision trois heures par jour en moyenne (soit le tiers de ce que les Français regardent) et le tirage des magazines de bandes dessinées atteint le chiffre, effectivement étonnant, de mille millions.

Sans nous demander où sont Gide et même Sartre pour beaucoup de jeunes en France, précisons, sans en tirer aucune conclusion particulière, que d'après les statistiques officielles les Français, eux, regardent la télévision plus de trois heures par jour en moyenne ! Rappelons, plus sérieusement, que la taux d'alphabétisation au Japon est le plus élevé du monde (99,9 %) de même que celui de la scolarisation dans le secondaire et le supérieur (le pays consacre 10 % du PIB à l'éducation nationale contre 6,8 % les Etats-Unis), que le Japon vient en deuxième position dans le monde pour le tirage des quotidiens par habitant (la *Yomiuri* tire à plus de huit millions d'exemplaires chaque jour, l'*Asahi* plus de sept millions, la *Mainichi* plus de quatre millions, et chacun de ces journaux contient d'abondantes rubriques culturelles), que les maisons d'édition japonaises, parmi les plus puissantes de la profession, traduisent rapidement presque tout ce qui est publié à l'étranger, en particulier la littérature française, que des millions d'enfants apprennent la musique préparent les virtuoses qui demain raffineront les prix dans les concours internationaux, mais surtout : à qui fera-t-on croire qu'il s'agit là d'une nation d'abrutis audiovisuels et de monomaniaques des bandes dessinées ?

En fait, comme le déclarait Wada Takashi, ancien correspondant de l'*Asahi* à Paris : « Tous les Japonais ou presque ont les mêmes possibilités d'accès à la culture et ils s'en servent. Cette égalité des connaissances qui mène aussi à l'uniformité des idées est une des grandes forces du Japon, mais peut-être aussi une de ses faiblesses. »

La deuxième chef d'accusation est celui de l'impuissance créatrice, c'est « le Japon désert de l'art contemporain ». Il est plus grave que la première, car en matière de créativité, au contraire de la consommation culturelle, on ne peut avancer de chiffres. Seule joue la combinaison des appréciations subjectives, c'est-à-dire, en fin de compte, l'argument d'autorité. Disons-le, donc, d'emblée, le jugement péssime exprimé dans le *Monde Aujourd'hui* est tout à fait isolé et va à l'encontre d'un mouvement international, sans cesse croissant, qui salue l'émergence d'une nouvelle créativité esthétique et artistique au Japon. Les domaines où cette véritable Renaissance est la plus manifeste sont les arts graphiques, la mode, la danse (le *butoh*, en cinq ans, a conquis l'Europe et l'Amérique), la musique. La poésie contemporaine japonaise, elle aussi d'un exceptionnel intérêt, n'est pas connue à l'étranger ; le théâtre et la sculpture, moins méconnus, évoluent de leur côté, mais plus lentement sans doute.

La crise du cinéma est malheureusement bien réelle avec l'effondrement de la fréquentation des salles, conséquence de la politique désastreuse suivie par le bande des quatre, les « majors » de la production et de la distribution japonaises. La crise de la peinture, tout aussi réelle, dure depuis un siècle, pour des raisons qui ne peuvent être développées ici. En revanche, l'architecture japonaise se porte bien et, pour ce qui est de la littérature, bornons-nous à demander à nos éditeurs d'accroître leurs efforts pour traduire encore et faire émerger en français quelques monnaies de cet immense continent littéraire japonais qu'ils ont à peine ébréché (Nakagami Kenji, par exemple). On verra toujours après s'il en reste !

En fait, les problèmes du développement culturel au Japon sont bien réels, mais ils sont ailleurs, c'est-à-dire ni dans la consommation ni dans la création, mais dans l'absence d'une véritable politique culturelle.

La clé du système actuel est que l'Etat n'ayant ni les moyens ni la volonté de s'occuper de culture, ce sont les entreprises, les collectivités locales et les particuliers qui ont les responsabilités essentielles dans ce domaine (1). Or, force est de constater qu'ils les exercent insuffisamment et de manière incomplète, à l'inverse de ce qui se passe aux Etats-Unis où les fondations, par exemple, sont beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus puissantes qu'au Japon. D'où le sort précaire des artistes en général, la nécessité d'exercer un second métier pour les acteurs, l'absence de studios pour les peintres ou les sculpteurs, et l'ambiance généralement conservatrice, personnelle, de rares exceptions près, n'encourageant la création contemporaine.

L'explication du mal et le remède sont, là, également simples : au lendemain de la guerre, le Japon était un pays détruit et sous-développé ; il est devenu, en quarante ans, la deuxième puissance économique du monde libre. La culture n'était pas, pendant tout ce temps, une priorité, elle doit et peut le devenir aujourd'hui.

L'absence d'une politique culturelle extérieure du Japon s'explique en partie par les mêmes causes, mais la situation est ici plus compliquée en raison de l'interférence d'un facteur psychologique profond : alors que la France a toujours considéré sa culture comme un bien universel qu'elle avait pour mission de faire partager aux autres par n'importe quel moyen, la croix avant-hier, la mitrailleuse hier et enfin, aujourd'hui, les commissions mixtes. Au Japon, considère la culture japonaise comme un trésor dont il est l'héritier et dont il doit se réserver l'usage exclusif, les autres étant de toute façon incapables d'en apprécier la valeur.

Mais cette attitude est également en train de changer, à mesure que le Japon, tout particulièrement depuis l'accession au pouvoir de M. Yasuhiro Nakasone, prend la mesure des responsabilités internationales que lui confère désormais son statut dans la communauté des nations. Cette internationalisation de l'archipel doit se faire et se fera peu à peu : c'était, il y a quelques années, l'ouverture du Festival international de théâtre de Togu de Susuki Tadashi puis le Festival mondial de l'opéra de Sasaki Tadatsugu et, cette année, pour la première fois le Festival international du film de Tokyo. Un centre culturel est en construction à Berlin, la construction d'une mission du Japon à Paris a été décidée lors de la visite du président Mitterrand à Tokyo en avril 1982.

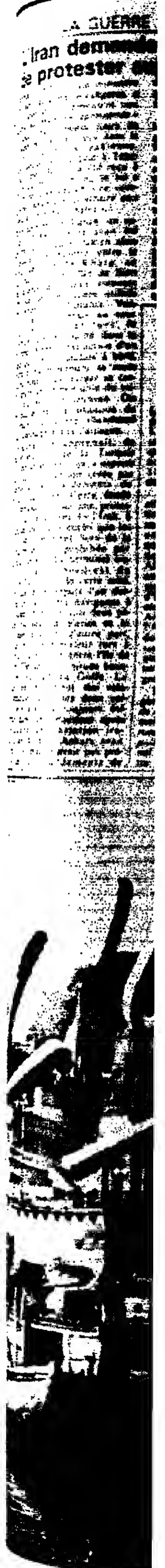
Comme l'a souligné le professeur Bernard Frank dans le rapport du comité des « sages » rédigé à la suite de cette visite, les relations franco-japonaises souffrent avant tout de « la méconnaissance et de l'incompréhension entre les hommes ». Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cela change.

(\*) Vice-président de l'Association France-Japon.

(1) L'Agence pour la culture (Bunkacho) et la Fondation du Japon ont relativement peu de moyens.

REJOINDRE  
**L'ÉLITE**  
TOUTES PRÉPAS  
**sciences-po**  
2 centres : Neuilly et Quartier latin  
**CEPES**  
57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tel. : 745.05.19

**ORDINATEUR**  
FEUT-IL FABRIQUER  
LE HASARD ?  
A QUESTION HAZARDE,  
REPONSES  
SURPRENANTES  
... DANS SWV.  
16 F. EN VENTE PARTOUT.



سكنا من الأصل

## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE DU GOLFE

#### L'Iran demande à la Turquie de protester auprès de l'Irak

Téhéran (AFP). - Le ministre iranien des affaires étrangères a demandé que le gouvernement turc « réagisse de manière appropriée » à l'attaque des derniers jours de deux super-pétroliers turcs dans le Golfe, par l'aviation irakienne. L'ambassadeur de Turquie à Téhéran, M. Ismet Bursal, a été reçu à cette fin au ministère où on lui a demandé de condamner « ce comportement inhumain, contraire aux conventions internationales ».

Mardi dernier, le *Vatan*, un navire de 380 000 tonnes avait été touché par un missile irakien alors qu'il assurait la navette entre le terminal de l'île de Kharg, au nord-est du Golfe et l'île de Sirri où les clients de l'Iran viennent charger sur des pétroliers utilisés comme réservoirs flottants. Vendredi 12 juillet, c'était au tour de *M. Ceyhan*, d'être touché dans la même zone. Après l'extinction d'un incendie qui s'était déclaré à bord, le *Vatan* a pu reprendre sa route vers Sirri pour y décharger sa cargaison, selon un responsable du ministère du pétrole iranien. On ignore quelle est la situation du *M. Ceyhan*, qui a été abandonné par son équipage après l'attaque.

A Ankara, on apprendait, de source officielle, que la Turquie étudiait actuellement les « aspects légaux » de la situation créée par les derniers bombardements de l'aviation irakienne. Cette étude pourrait déboucher sur une protestation d'Ankara auprès de l'Irak, à la condition qu'il soit établi que les pétroliers se trouvaient hors de la zone expressément prohibée par l'Irak aux abords du terminal iranien de Kharg (nord-est du Golfe). A l'intérieur de cette zone, Ankara considère depuis l'an dernier que les pétroliers naviguent à leurs risques et périls. Les deux pétroliers touchés, le *Vatan* et le *M. Ceyhan*, avaient, d'autre part, été loués par un armateur turc à l'Iran pour sa navette entre l'île de Kharg et l'île de Sirri, situées beaucoup plus au sud du Golfe. La Turquie, qui entretient des relations amicales avec ses deux voisins belligérants, a toujours été prudente dans ses réactions après des attaques de l'aviation irakienne. L'an dernier, Ankara avait « déploré » mais n'avait pas protesté. Les bombardements de

deux de ses navires au cours desquels cinq personnes avaient été tuées.

L'Irak et l'Iran comptent parmi les principaux partenaires économiques de la Turquie et ses premiers fournisseurs de pétrole. Les enlèvements au terminal de Kharg sont une nécessité vitale pour l'économie turque. C'est par ailleurs sur le territoire turc que passe l'unique débouché de l'Irak pour ses exportations de pétrole depuis le début de la guerre irano-irakienne. Il s'agit du pipeline turco-irakien reliant les champs pétrolifères de Kirkouk au port turc de Yumurtalik sur la Méditerranée. Ankara et Bagdad ont récemment décidé de doubler cet oléoduc par un second qui lui sera parallèle.

### Israël

#### LA VOIX DE LA PAIX A CESSÉ SES ÉMISSIONS

Les Israéliens n'entendent plus depuis jeudi matin 11 juillet l'indicatif de la Voix de la paix, la station de radio de M. Abie Nathan, émettant en hébreu à partir d'un bateau au large de Tel-Aviv. L'embarcation à bord duquel le « navigateur de la paix » avait installé son studio d'émission avait su résister au cours de ses douze années d'existence à bien des tempêtes, dont la plus terrible avait été le procès intenté par l'Etat d'Israël, qui dément le monopole de la radio-télévision. La dernière crise économique lui a porté le coup de grâce. « Il n'est pas possible de vivre d'amour et d'eau fraîche », a expliqué M. Abie Nathan, qui s'est plaint de la baisse brutale des recettes publicitaires.

### Koweït

#### Le gouvernement offre une forte prime pour toute information sur les auteurs du double attentat

Koweït (Reuters, AFP, UPI). - Le Koweït a décidé d'accorder une prime de 50 000 dinars (environ 1,7 million de francs) à toute personne fournissant des informations qui permettraient d'identifier les auteurs des attentats du jeudi 11 juillet dans deux cafés populaires de la capitale.

Selon le nouveau bilan officiel, les attentats revendiqués par l'organisation des Brigades révolutionnaires arabes ont fait huit morts et non onze, comme précédemment annoncé. Il s'agit de six Koweïtiens, dont le colonel Khalil Ghais Al Abdallah, directeur des enquêtes au ministère de l'intérieur, un iranien et un égyptien. Le ministre d'Etat koweïtien pour les affaires du conseil des ministres, M. Rachid Al Rachid, a en outre indiqué à l'Assemblée nationale que quatre des quatre-vingt-huit blessés étaient toujours dans un état critique tandis que soixante-neuf autres ont pu quitter les hôpitaux où ils étaient soignés.

Le ministre des affaires étrangères, Cheikh Sahib Al Ahmad, a de son côté affirmé devant le Parlement que « ces attentats n'empêcheront pas le Koweït de maintenir sa politique sur les plans international, arabe et islamique ». Le ministre de l'intérieur, Cheikh Nawaf

Al Ahmad Al-Sabbah, a, pour sa part, réaffirmé que les mesures de sécurité renforcées adoptées en mai dernier à la suite de l'attentat manqué contre l'émir du Koweït seront maintenues. Un haut responsable du ministère de l'intérieur a, enfin, affirmé qu'aucun suspect n'avait encore été arrêté dans le cadre de l'enquête sur les attentats.

De son côté, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, qui s'est rendu samedi 13 juillet au Koweït pour transmettre un message verbal du roi Fahd à l'émir Jaber Al Ahmad Al Sabbah, a estimé que « ces attentats ont été commis par des terroristes criminels et vont à l'encontre de la foi islamique et de l'éthique arabe ». Il a ajouté que l'Arabie saoudite allait renforcer sa coopération avec le Koweït en matière de sécurité. Le président égyptien Mubarak a, lui aussi, condamné « les attentats criminels et inhumains » dans un message au chef de l'Etat koweïtien. Eofio, M. Mohammed Reza Bagheri, ambassadeur d'Iran au Koweït, a accusé le régime de Bagdad d'être l'auteur des attentats, qui, selon lui, « s'inscrivent dans le cadre de la série de crimes perpétrés par le Baas dans les pays du Golfe ».

### Liban

#### Des officiers syriens chargés de superviser l'accord de Damas sont arrivés à Beyrouth

Le président Mitterrand a déclaré dimanche, au cours d'une interview à TF 1, que tout était fait pour obtenir la libération des quatre Français enlevés au Liban.

« Il ne se passe pas de jour, de fraction de jour, d'heure, où le premier ministre, le ministre des relations extérieures, les services compétents et moi-même, il n'y a pas de moment où nous ne soyons à la disposition pour créer, le cas échéant, les événements qui permettront leur libération », a-t-il dit.

D'autre part, les reporters photographes présents place de la Concorde à l'occasion du défilé du 14 juillet à Paris, ont brandi dimanche en fin de matinée pendant quelques instants, les photos des quatre

Français et du photographe iranien Alfred Yaghoobzadeh disparus à Beyrouth, manifestant ainsi symboliquement en faveur de la libération des otages.

De retour à Paris, venant de Beyrouth où il s'était rendu jeudi pour obtenir la libération du journaliste Jean-Paul Kaufmann, et du chercheur Michel Seurat, enlevés depuis plus de cinquante jours, M. Jean-François Kahn, directeur de l'Événement du jeudi, a souligné, dans une interview à Antenne 2, que son voyage « n'a pas été inutile ». « On connaît ceux qui les détiennent et approximativement où », a affirmé le directeur de l'hebdomadaire qui a estimé que « le message est passé. Ceux qui les détiennent l'ont entendu ».

#### De notre correspondant

Beyrouth. - La Syrie procède pas à pas au Liban. Après avoir arrêté la guerre des camps entre chiites et Palestiniens à Beyrouth, elle s'emploie à mettre de l'ordre dans le secteur ouest de la capitale où les conflits intermusulmans aggravent une anarchie installée de longue date.

Pour faire en sorte que les mesures, même prises sous son égide, ne restent pas des vœux pieux comme cela a été constamment le cas ces derniers mois, Damas a décidé d'envoyer à Beyrouth des observateurs syriens. Déterminé à éviter le retour de ses troupes dans le gupier de Beyrouth, le président Assad délègue donc quelques officiers pour être son « œil dans la place » et signifier ce même temps que les fauteurs de troubles auront à faire à lui.

Conformément à l'accord interislamique laborieusement conclu le 9 juillet à Damas, cinq officiers syriens commandés par un colonel sont donc arrivés dimanche soir et se sont installés dans un hôtel de Beyrouth-ouest. Ils constituent l'avant-garde d'un corps de quarante-cinq officiers délégués pour cette tâche. Les observateurs syriens participeront aux travaux du comité de coordination interislamique présidé par le chef du gouvernement censé restaurer dans le secteur musulman de la capitale une autorité étatique puisque basée sur les forces de sécurité intérieure avec en appoint un bataillon mixte (chiites-sunnites-druses) de l'armée.

Les milices du camp islamique, principalement Amal (chiite) et le PSP (druze) devraient s'effacer


devant ces forces légales. C'est précisément ce que les observateurs-syriens viennent contrôler et cautionner, avec l'autorité que devrait leur conférer l'emprise de leur pays sur tous les belligérants libanais. Cette étape franchie, la suivante devrait être le « refroidissement » des lignes de démarcation entre les deux secteurs de Beyrouth, des assises chrétiennes à Damas, à l'instar des assises islamiques et, enfin, couronnant l'édifice, un congrès national islamico-chrétien toujours à Damas pour rétablir l'entente libanaise.

On en est loin encore. Entre-temps, des problèmes - et donc de petites guerres - surgissent un peu partout au Liban. Ainsi, outre les conflits internes de Beyrouth-Ouest théoriquement en voie de règlement, la coupure des deux Beyrouth de jour en jour plus hermétique et les hostilités ram-

pantes sur la ligne de démarcation, des conflits commencent à poindre à Saïda, où se pose le cas de la présence armée palestinienne, et dans le secteur chrétien de Beyrouth, où la lutte pour le pouvoir entre les forces libanaises (milices chrétiennes) et le président Gemayel est en train d'être relancée.

S'adressant à ses miliciens, M. Walid Joublat a brutalement déclaré : « Ils veulent une trêve, nous n'y voyons pas d'inconvénient (...), mais finalement c'est à qui abattra l'autre, ni plus ni moins ». M. Joublat tenait ce propos à l'adresse du Parti phalangiste et des forces libanaises, mais il a aussi dans le même discours appelé à ses alliés, implicitement à la milice chiite Amal, que sans son combat victorieux de la bataille de la montagne en septembre 1983, il n'aurait pas eu de victoire chiite à Beyrouth-Ouest en février 1984.

LUCIEN GEORGE.



SCIENCE & VIE MICRO  
EVRA  
Juillet-Août 85

LA MICRO-INFORMATIQUE EXPLIQUÉE PAR BILL GATES, LE "PAPE DU LOGICIEL".

16 F. EN VENTE PARTOUT.

# L'ÉTÉ SEUIL



Fiction & Cie  
**Pascal Bruckner**  
**Parias**

Un roman d'aventures dans l'Inde des années 80.  
Collection Fiction & Cie (95 F)

roman  
Seuil

# AMÉRIQUES

## Bolivie

### La participation aux élections générales a été massive

De notre envoyée spéciale

La Paz. — Dès 8 heures, le dimanche 14 juillet, les premières files d'électeurs se sont formées devant les bureaux de vote improvisés dans les écoles de La Paz, sur les hauteurs de la Paz, un plateau à 4 000 mètres d'altitude, au pied des montagnes enneigées. Les Boliviens ont commencé à déposer leur bulletin de vote dans les urnes pour élire leur président, leurs députés, leurs sénateurs et conseillers municipaux.

Dans les longues queues, les indiens Aymaras, aux visages impassibles, attendent, impatients. Cette calme journée de scrutin n'est pas une surprise. En 1978, 1979, 1980 et aujourd'hui, la population bolivienne se comporte une nouvelle fois de façon exemplaire, c'est peut-être moins le fruit de l'expérience que la qualité principale de l'homme des Andes : la patience.

Cette consultation, la quatrième en sept ans, est, en effet, semée d'embûches. Il n'y a pas de bulletins, ou pas d'enveloppes. Parfois, ce sont les cadenas pour fermer les urnes qui font défaut, le nom de l'électeur qui ne figure pas sur les listes ou, encore, le numéro de l'urne qui ne coïncide pas avec le bureau de vote assigné.

Cette désorganisation est inexplicable. Ces élections ont suivi - au

accouchement douloureux - comme l'a titré *El Diario*, il y a quinze jours, une grève de l'imprimerie a empêché la fabrication des bulletins. La grève des banques a privé de fonds la Cour électorale pour acheter enveloppes, tampons et encre indélébile qui doit marquer le doigt des votants pour éviter une fraude. Enfin, les listes n'ont pu être épurées faute de temps. Sous la pression des partis d'opposition de droite, le président Siles Zuazo avait dû avancer d'un an la date des élections.

La participation semble cependant avoir été massive, tout spécialement dans les agglomérations. Selon des membres de la Cour électorale, l'abstention devrait ainsi être inférieure à 10 %. Certains bureaux de vote ont même pu commencer le décompte des voix dès le milieu de l'après-midi car tous les électeurs inscrits s'étaient présentés. Les résultats ne seront connus qu'en milieu de semaine, mais, selon certaines estimations, le général Banzer (droite) arriverait en tête dans de nombreux bureaux. S'il n'obtenait pas la majorité simple, il devrait se soumettre, le 2 août prochain, au verdict du Congrès pour être élu.

NICOLE BONNET.

## El Salvador

### ÉVASION DE CENT QUARANTE-NEUF DÉTENU APRÈS L'ATTAQUE D'UNE PRISON PAR LA GUÉRILLA

San-Salvador (AFP, AP). — L'armée salvadorienne a lancé une gigantesque chasse à l'homme samedi 13 juillet, après la fuite de cent quarante-neuf détenus qui ont réussi, vendredi, à s'échapper de la plus grande prison du pays au cours d'une attaque de la guérilla. Le directeur de la prison de Mariona, M. Francisco Alfonso Torres, a déclaré que cette attaque a dû être coordonnée « de l'intérieur et de l'extérieur » de la prison, où étaient détenus mille deux cent soixante-dix prisonniers dont quatre cent vingt « politiques ». Une centaine de guérilleros avaient attaqué la prison à l'aide de fusils G-3 et M-16, appuyés par un mortier de 90 mm. Ils ont creusé un trou de 1 mètre de diamètre dans le mur sud de la prison avec de la dynamite et des grenades.

Trois gardiens ont été grièvement blessés pendant que les prisonniers, qui se trouvaient pratiquement tous, une demi-heure avant le couvre-feu, dans la cour de l'établissement, ont profité de l'attaque pour s'échapper. Parmi les fuyards on compte cent trente-six prisonniers de droit commun et treize politiques, dont trois membres du COPES, le comité qui combat pour le respect des droits humains des prisonniers politiques.

Les opposants de gauche au pouvoir salvadorien ont déclaré dimanche avoir porté « un grand coup » au régime. Le Front de libération nationale Farabundo Martí avait annoncé vendredi sur une radio clandestine que l'attaque de la prison était menée par des résistants urbains.

Les autorités militaires ont demandé la collaboration des habitants du secteur pour dénoncer les suspects. L'armée et la garde nationale, appuyées par les hélicoptères de l'aviation, sillonnent depuis vendredi les alentours de la prison, mais les recherches sont demeurées jusqu'à présent infructueuses.

## Pérou

### UN GOUVERNEUR EXÉCUTÉ PAR LE SENTIER LUMINEUX

Les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux ont fait irruption mercredi 10 juillet dans un village et tué un gouverneur de la province d'Ayacucho, le traitant « de traître et de mouchard », ont déclaré dimanche les autorités péruviennes. Un groupe d'une trentaine de guérilleros a entouré le village de Hamlet de Chicaça, à 31 kilomètres au sud d'Ayacucho, et ont emmené Alejandro Cuyo, âgé de trente ans, sur la place du village. Après l'avoir condamné à mort, ils lui ont coupé la gorge devant les habitants.

Quoi qu'il en soit le président Reagan devra rester en observation pendant quelques jours avant de commencer une convalescence de plusieurs semaines. Les médecins veulent être assurés du rétablissement normal des fonctions intestinales.

## Etats-Unis

### « M. Reagan pourra remonter à cheval... » a déclaré le chef de l'équipe médicale

Correspondance

Washington. — Le président pourra remonter à cheval, le 14 août, dans son ranch de Californie, a déclaré le docteur Oller, chirurgien de la marine, chef de l'équipe médicale, militaire et civile, qui a opéré le président Reagan. Cet optimiste était aussi celui du président lui-même, auquel on venait d'enlever le tiers du côlon et un polype de 5 centimètres de diamètre. « Je me sens aussi bien qu'un violon », déclare-t-il, employant une expression américaine courante, l'équivalent de « je me porte comme un charme ».

En tout cas, le président a parfaitement surmonté une épreuve chirurgicale de trois heures, comprenant successivement une laparotomie d'observation et une colectomie pour enlever le polype. Cet examen n'a révélé aucun signe de développement d'un cancer. Néanmoins, les chirurgiens ont précisé que seul un examen anatomo-pathologique, dont les résultats ne seront connus que ce lundi 15 juillet, permettra de déterminer si le polype enlevé est bénin ou malin. Tout en précisant que ces « adénomes villosités » risquaient à 50 % d'être malins, ils se sont déclarés confiants que l'opération chirurgicale a éliminé toute trace de malignité.

Selon le docteur Rosenberg, chirurgien civil de l'Institut national du cancer, adjoint à l'équipe médicale, il est probable que de nouveaux polypes se développeront dans l'intestin du président : il a donc recommandé que M. Reagan s'astreigne désormais à un examen régulier, soit par la colonoscopie, soit par la radiographie.

En fait, une controverse est engagée entre les chirurgiens traitants et des spécialistes du cancer. Etant donnée la grande dimension du polype enlevé, ces derniers s'étonnent qu'un examen complet du côlon n'ait pas été entrepris il y a quatorze mois, après la découverte de deux polypes. Les médecins de l'hôpital de Bethesda affirment qu'il s'agit de deux petits polypes n'étant pas du type propre à développer un cancer dans la région intestinale. C'est pourquoi ils n'avaient pas procédé à une colonoscopie. Interrogé par les journalistes, le docteur Oller a déclaré cependant qu'il aurait été préférable de pratiquer la colonoscopie il y a quatorze mois, mais il a ajouté : « Nous avons employé toutes les techniques modernes à notre disposition ».

Au cours de son séjour à Ottawa, le président aura des entretiens avec le premier ministre canadien, le

M. Reagan, qui craignait que, comme Eisenhower au cours de son mandat, le président actuel n'assume plus activement ses responsabilités. Et cela au moment où son autorité est particulièrement nécessaire, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il est vrai, comme le note malicieusement James Reston dans le *New York Times*, que le président n'agit qu'occasionnellement comme « n'agit qu'occasionnellement » ajoutant : « ...il délègue ses pouvoirs, il ne prétend pas tout faire ».

Quant au grand public, il est satisfait que le président Reagan se soit tiré d'affaire. D'une part en raison de la sympathie éprouvée pour l'homme (même par ceux qui critiquent sa politique), en partie parce que le cancer du côlon est une menace importante étant donné le pourcentage de cas mortels (plus de 50 %). Cette année, en particulier, on prévoit quatre-vingt-seize mille cas de cancer du côlon, dont près de soixante mille seront mortels.

Les médias, mobilisés en permanence, n'ont épargné aucun détail sur l'état des entrailles du président ainsi que sur les propos échangés entre le président et sa femme Nancy. « Je vous aime », ont-ils dit chacun juste avant l'anesthésie; le président a ajouté à l'adresse des médecins : « Après ce que vous m'avez fait hier, aujourd'hui ce sera une partie de plaisir ».

Harcelé par une centaine de journalistes qui voulaient en savoir encore plus long sur les arcanes des intestins du président, M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, réussit à détendre l'atmosphère. A un journaliste qui lui demandait si le président allait, comme son prédécesseur Johnson, « montrer sa cicatrice », il répondit : « Non, mais il pourrait vous montrer le point d'entrée du colonoscopes ».

HENRI PIERRE.

## Canada

### Début de la visite officielle du président chinois

Ottawa (AFP). — Le président de la République populaire de Chine, M. Li Xiannian, a commencé dimanche 14 juillet à Ottawa une visite officielle d'une semaine au Canada, après un séjour privé de trois jours dans l'ouest du pays. M. Li Xiannian, accompagné de sa femme et de plusieurs dignitaires chinois, a été accueilli à la base militaire d'Uplands par le gouverneur général du Canada, M<sup>me</sup> Jeanne Sauvé, et une centaine de membres de la communauté chinoise de la capitale canadienne.

Au cours de son séjour à Ottawa, le président aura des entretiens avec le premier ministre canadien, le

M. Brian Mulroney, et le ministre des Affaires étrangères, international, M. James McKelvey. Mercredi, M. Li Xiannian se rendra à Québec, où il rencontrera le premier ministre par intérim de la province francophone, M. Marc-André Bédard. Le président chinois se rendra également en fin de semaine à Toronto, dans l'est du Canada.

La dernière visite officielle d'un dirigeant chinois au Canada avait été effectuée par le premier ministre M. Zhao Ziyang, en janvier 1984. M. Li Xiannian, dont c'est le premier voyage en Amérique du Nord, devrait rester ensuite une dizaine de jours aux Etats-Unis.

# ASIE

## Afghanistan

### L'équipage de deux hélicoptères demande l'asile politique au Pakistan

Islamabad (AFP, Reuters). — L'Afghanistan a demandé au Pakistan la restitution des deux hélicoptères de type Mi-24 qui ont atterri au Pakistan, dans la nuit de vendredi 12 à samedi 13 juillet, ainsi que le retour des sept membres d'équipage, a déclaré, dimanche, la

radio officielle afghane. Kaboul a affirmé, d'autre part, au chargé d'affaires pakistanais que les deux appareils « effectuaient une mission d'entraînement lorsqu'ils se sont égarés dans l'espace aérien pakistanais ».

Selon des sources officielles à Islamabad, les équipages afghans des deux hélicoptères se sont rendus aux autorités pakistanaises et ont demandé l'asile politique immédiatement après avoir atterri sur la base militaire de Miran Shah, au nord-ouest du Pakistan.

Il s'agirait, selon des diplomates occidentaux, des premiers appareils de ce type à passer dans un pays entretenant des liens avec des Etats-membres de l'OTAN. Des sources proches de la résistance afghane ont précisé qu'ils étaient basés à Khost, dans la province frontalière du Pakistan, au sud-est de l'Afghanistan. Les Mi-24 sont utilisés notamment pour transporter des commandos dans la lutte antiguérilla.

L'un des deux appareils passés au Pakistan serait une version améliorée du Mi-24, le Mi-24 « d » (introduit il y a seulement six mois en Afghanistan). Il se distingue des précédents modèles par un fuselage agrandi pour recevoir des canons, et est équipé d'un système de détection antiaérienne à infrarouge, a indiqué une bonne source à Miran Shah.

## Pakistan

### Sept officiers ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour « conspiration »

Islamabad (AFP, Reuters). — Sept officiers des forces armées pakistanaises ont été condamnés, dimanche 14 juillet, à des peines allant de dix ans de travaux forcés à la prison à vie pour avoir « conspiré pour renverser » le gouvernement militaire en 1984, a-t-on appris de sources officielles.

Cinq commandants et deux chefs d'escadrons de l'armée de l'air ont été condamnés pour avoir notamment préparé « l'assassinat d'importantes personnalités et la destruction d'installations stratégiques », selon l'agence de presse officielle pakistanaise APP. Ils avaient reçu à cet effet « le soutien moral, matériel et financier d'un service de renseignement d'un pays voisin », a ajouté l'agence, sans nommer le pays en question. Les opérations auraient été coordonnées,

toujours selon l'AFP, qui ne cite aucune source, par un responsable en exil du Parti populaire pakistanais, M. G.M. Khar.

Les condamnés avaient fait entrer illégalement au Pakistan d'importantes quantités d'armes, de munitions et d'autres matériels, en janvier 1984, et les avaient entreposés à Lahore (près de la frontière avec l'Inde) en vue de renverser le régime du président Mohammad Zia Ul Haq, a-t-on précisé de sources officielles (le *Monde* du 7 février 1984).

Dix-neuf personnes en tout ont comparu devant une cour martiale dans le fort d'Attock, à 80 kilomètres au nord-ouest d'Islamabad, a-t-on indiqué de mêmes sources. Neuf officiers et trois civils ont été acquittés « par manque de preuves suffisantes », a-t-on ajouté.

## Sri-Lanka

### Les négociations sur le problème tamoul sont ajournées

New-Delhi (AFP, Reuters). — Les négociations de paix entre le gouvernement sri-lankais et les dirigeants de la minorité tamoule ont été ajournées samedi 13 juillet, a rapporté l'agence indienne PTI.

Ces négociations, qui se déroulaient à Timpou, capitale du Bhoutan, avec le soutien du gouvernement indien, devaient reprendre le 12 août, précise PTI. Cependant un porte-parole des groupes séparatistes tamouls a indiqué que les négociations avaient abouti à une impasse, malgré les efforts de dernière minute du secrétariat aux affaires étrangères indien, M. Romesh Bhan-

dari, chacun étant demeuré sur ses positions.

Le gouvernement sri-lankais devrait revenir à la table des négociations avec de nouvelles propositions, estime l'agence. Les cinq groupes séparatistes tamouls ont rejeté le plan d'autonomie élargie pour les zones tamoules de Sri-Lanka qu'il a proposé à Timpou. « Les conversations n'ont pas abouti. C'est une étape préliminaire, bien que des progrès substantiels n'aient pu être réalisés », a déclaré pour sa part le Front de libération nationale Eelam, l'un de ces groupes.

## LE MONDE diplomatique

JULIET 1985

### PAUVRETÉ

LE NOUVEAU FLÉAU DES PAYS RICHES

Qui sont ceux que l'on appelle les « nouveaux pauvres » ? Le *Monde diplomatique* a comparé les conséquences de la crise actuelle dans la région lyonnaise à la situation qui y régnait au début des années 30. Et il a enquêté à Washington et dans l'Etat du Mississippi sur la face cachée de l'Amérique, la misère, qui affecte un cinquième de la population.

### MÉDITERRANÉE

LE MARCHÉ COMMUN SE DÉPLACE VERS LE SUD

Avec l'entrée de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché commun, la Méditerranée devient mer européenne à part entière. Le *Monde diplomatique* analyse l'apport des nouveaux membres à la CEE et explique la politique maghrébine de l'Espagne.

### COTE-D'IVOIRE

LES GRANDES MANŒUVRES DE LA SUCCESSION

Succession délicate et dérapages économiques pour la Côte d'Ivoire : l'après-Houphouët sera-t-il une période d'incertitudes et de turbulences ?

### ÉDITORIAL

#### PUDEUR

Ceux qui aident l'Afrique sans faire de bruit par Claude Julien

### DROIT INTERNATIONAL

QUAND LA JUSTICE DES ÉTATS RETARDE SUR LE DROIT DES HOMMES

Pourquoi tant de principes chers aux démocraties sont-ils encore ignorés du droit international ? Pourquoi les Etats-Unis se sont-ils retirés de la Cour de La Haye à la suite de la plainte déposée contre eux par le Nicaragua ?

### PROCHE-ORIENT

TOUJOURS COMPTER AVEC L'OLP

Maigre bilan de l'occupation du Sud-Liban par Israël : l'Etat hébreu y laisse une économie dévastée et n'a pas réussi à réduire le poids politique des Palestiniens. L'OLP resurgit depuis peu aux côtés de la Jordanie.

### AFRIQUE DU SUD

LA LUTTE DES NOIRS SE RADICALISE

L'apartheid s'assouplit, mais la tension grandit. Pourquoi, désormais, les Noirs - au risque de leur vie - manifestent-ils tous les jours ? Quels partis et quelles Eglises soutiennent leurs revendications ?

En vente chez tous les marchands de journaux.

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en

Il suffit de s'en



# POLITIQUE

## LES CÉRÉMONIES DU 14 JUILLET

### M. Mitterrand témoigne de son « estime » et de sa « gratitude » au général Lacaze

Une pluie violente, accompagnée parfois de grêle, a perturbé le défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées, à Paris. A la tribune officielle, le chef de l'Etat avait, à sa droite, le premier ministre japonais, M. Nakasone, et, à sa gauche, un adolescent de douze ans, Laurent Cargol, originaire de Miramas (Bouches-du-Rhône), qui avait remporté un concours du ministère de l'Éducation nationale, sur la plus belle affiche du 14 juillet.

« Chef des armées, il est normal que je cohabite avec le chef d'état-major », a déclaré à TF1 M. François Mitterrand pour expliquer la présence, à ses côtés, dans un command-car, du général Jeannou Lacaze, chef d'état-major des armées, qui quitte ses fonctions le

31 juillet prochain et auquel le président de la République a tenu à rendre un hommage particulier d'estime et de gratitude. « Il est très respecté dans les armées et il a joué un grand rôle dans la nation », a dit le chef de l'Etat du général Lacaze désigné à son poste avant les élections de 1981.

Malgré l'orage, le défilé aérien - soixante et onze avions de l'armée de l'air ou de l'aéronavale et cinquante et un hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre - a pu avoir lieu sans le moindre problème. Au total, les Parisiens, qui étaient nombreux à se protéger sous un parapluie, ont pu voir défilé sept mille six cents hommes des troupes à pied et en véhicules, dont la plupart relevaient de la Force d'action rapide (FAR) commandée par le général Gilbert Forray, présent à la tête du défilé.

A TF1, M. Mitterrand a indiqué que la FAR devait « servir partout où une menace de guerre, un conflit menaçaient l'indépendance » de la France, y compris en Europe, « dans le cadre d'une alliance défensive

donc elle est membre et qui est limitée à un espace géographique » bien déterminé selon les termes du traité.

Pour la première fois, aussi, le défilé du 14 juillet à Paris a été l'occasion de présenter des détachements d'élèves - ce qu'on appelait, autrefois, les « enfants de troupes » - des écoles militaires préparatoires (comme celle du Tampon, à l'île de la Réunion) ou de lycées militaires (comme celui d'Aix-en-Provence).

« Message de M. Mitterrand aux armées. « Pour la défense vigilante de nos biens matériels et fragiles (que sont la paix et la liberté) dans un monde en mutation, je sais que je puis compter sur les armées de la France, déclare le président de la République dans son traditionnel message aux armées. Il leur revient d'employer au mieux les jeunes Français et les ressources matérielles que le gouvernement de la République leur confie, pour que, en retour, elles maintiennent le pays tout entier. En ce jour de fête nationale, je suis heureux de leur exprimer ma confiance. »

### A Moscou, l'ambassadeur de France a lu un message à la télévision

Pour la première fois depuis trois ans, l'ambassadeur de France à Moscou, renouant avec la tradition, est apparu à la télévision soviétique à l'occasion du 14 juillet.

Les chefs des missions diplomatiques étrangères sont habituellement invités à prendre la parole à la télévision le jour de la fête nationale de leur pays, mais cette règle souffre de fréquentes exceptions, notamment en période de tension, et lorsque les Soviétiques ne sont pas satisfaits de la teneur du message délivré.

Ainsi en 1983, l'ambassadeur Claude Arnaud n'avait pas prononcé son allocution, les autorités soviétiques ayant exigé la suppression de certains passages. L'année suivante, M. Arnaud n'avait pas été invité à prendre la parole, et n'en avait pas non plus fait la demande.

Dimanche, le nouvel ambassadeur, M. Jean-Bernard Raimond, en poste depuis le printemps, a lu son message en russe, soulignant « les liens historiques très forts » qui unissent la France et l'URSS, et rappelant que la visite de M. Mitterrand à Moscou, en juin 1984, avait relancé le « dialogue politique franco-soviétique, qui se poursuivra à l'occasion de la visite prévue en France, en octobre prochain, du secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbatchev.

L'ambassadeur a aussi évoqué « l'acte final d'Helsinki, dont, a-t-il dit, nous souhaitons l'application stricte dans toutes les parties », et qui « devrait, dans la perspective d'un accroissement des échanges d'hommes et d'idées, contribuer à la restauration en Europe d'un modus vivendi comparable à celui qui existait à la fin du dix-huitième siècle et permettait à Voltaire, ami de Catherine II, de parler d'une République européenne ».

(Publicité)

#### 16 JUILLET 1942

La police parisienne et la Gendarmerie ont arrêté 7 000 juifs dont 4 051 enfants.

Des adultes, dirigés vers les camps de concentration nazis, très peu reviennent. Cinq seulement des enfants survivent.

Pour marquer le 43<sup>e</sup> anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, le comité KKL des Anciens Combattants, Résistants et Déportés vous invite à soutenir des efforts dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

L'organisme habilité à recueillir les dons est : KERYEN KAYEMETH LEISRAEL 110, rue de Rivoli - 75001 PARIS CCF 4195-14 Paris.

Un arbre : 40 F - Un saule (28 arbres) 800 F - Un saule (50 arbres) 2 000 F - Un saule (100 arbres) 4 000 F - Un parc (500 arbres) 20 000 F - Un bosquet de 1 000 arbres (avec plan) 30 000 F - Un bosquet de 2 000 arbres (avec plan individuel) 50 000 F.

ANGLAIS DES AFFAIRES ALLEMANDE - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE - GREC

Apprenez tranquillement chez vous une langue ou préparez un examen spécialisé : Chaires de commerce étrangères, Université de Cambridge, BTS traducteur commercial.

Enseignements par correspondance + certificats et stages oraux compléments. Inscrivez-vous toute l'année. Dates d'entrée à votre choix.

Doc. gr. : LANGUES & AFFAIRES, Service 4378, 35, rue Collège 92343 Paris-La Vallée Tél. : (1) 276-81-88 (titulaire, privé).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 246-72-23, poste 2412

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 246-72-23, poste 2412

### M. Kerbrat (RPR) remplace M. Berthelot à la tête de la municipalité de Brest

Le conseil municipal de Brest a élu, lundi matin 15 juillet, son nouveau maire M. Georges Kerbrat (RPR) qui succède ainsi à M. Jacques Berthelot (RPR), démissionnaire, au terme d'un long combat. M. Kerbrat a obtenu 27 voix contre 16 à M. Georges Lombard, sénateur sortant et une à M. Berthelot. Il y a eu 11 bulletins blancs.

Brest. - Les Brestois ont le sens de l'humour. Alors que la municipalité se débâtit, que le maire et son ex-chef de cabinet se traînent devant les tribunaux, que le premier magistrat finit, le 4 juillet, par rendre son écharpe, laissant dix jours au moins la ville sans maire, les Brestois attirent les visiteurs à l'hôtel de ville. Dans le hall d'honneur, quel objet trône à la meilleure place, pour introduire la découverte de la vie en Bretagne ? On vous le donne en mille, en mille millions de sabords : la barpe de Gaston Lagaffe, le « gaffophone », présenté comme l'archétype de la culture bretonne.

Cruelle ironie. Le maire de la capitale du Finistère est bien le lien de prédilection des gaffes à répétition.

Des atouts Il n'est pas si fréquent qu'un maire brillamment élu au premier tour, en mars 1983, vogue de difficulté autour de lui, annonce en avril qu'il ne démissionnera jamais - car « les gens qui se couchent » - et se couche deux mois et demi plus tard.

Si l'on y avait cette démission ! Elle n'est qu'un épisode d'une guerre ouverte depuis deux ans au sein du conseil municipal. Beaucoup plus de deux ans à la vérité, tant les conflits sont comme chez eux, dans ce bloc de huit étages édifié en 1961 et qui domine sans modestie la rue de Siam, la ville basse, la rade avec, au loin, l'île Longue, base de nos sous-marins nucléaires. Désillusions, déceptions, déconforts, en fait, tout les quatre ans, on noté les statistiques. Le détenteur du record de longévité, M. Georges Lombard, a lui-même démissionné à deux reprises.

Les événements, cette fois, se sont précipités. En 1983, Jacques Berthelot, RPR, ravit la mairie à la gauche. A la gauche, qui, elle aussi, a perdu le chef du secrétariat municipal. En 1980, le maire socialiste avait retiré les délégations à ses adjoints communistes avant de se représenter devant les électeurs.

M. Jacques Berthelot a apparemment des atouts. Il est jeune (trente-sept ans), agrégé de mathématiques, il dispose de 45 sièges sur 59. Mais de vieilles et de moins vieilles amitiés sont meublées. L'antagonisme entre M. Georges Lombard, qui se déclare « indépendant par rapport aux indigents », mais est proche du CDS, et M. Bérès est encore dans les mémoires. En 1977, les deux hommes n'ont pas réussi à s'entendre et une triangulaire a permis à l'union de la gauche de prendre la mairie.

Voilà pour le passé récent. Pour le plus proche, la manière dont Jacques Berthelot s'est déclaré tête de liste en décembre 1982 n'a pas vraiment joué les amis de M. Lombard. Si bien que l'accord selon lequel le RPR aurait la mairie de Brest et l'UDF la présidence de la communauté urbaine n'a pas mis un terme définitif aux hostilités. Les conseillers socialistes affirment que la majorité d'opposition nationale du conseil municipal compte au moins « douze composantes » diverses.

La situation se dégrade dès l'été 1983. Le RPR place, pour diriger le cabinet de Jacques Berthelot, un homme de vingt-huit ans, Bernard Dreyfus, qui selon un conseiller municipal du même parti - a un sac de

#### De notre envoyé spécial

sable dans la poche alors qu'il aurait fallu une brette de plus. Bernard Dreyfus, déchargé de ses fonctions (il était aussi secrétaire général adjoint) en mai dernier, et que la mairie de Paris vient de recaser, estime qu'il voulait « remettre de l'ordre et que ça a fait peur ».

Il y est allé tellement peu de main morte que, deux mois après son arrivée, un adjoint (RPR) M. René Gil déchire publiquement une note du maire inspirée par son directeur de cabinet. Ce n'est qu'un début. En février 1984, douze adjoints sur vingt et un ont fondé pour protester contre « l'autoritarisme » du maire et de son directeur de cabinet. Deux mois plus tard, M. Berthelot retire les délégations à deux adjoints, MM. Bérès et Jean-Yves Le Borgne, ainsi qu'à une conseillère déléguée, M<sup>me</sup> Jacqueline Rolland, tous trois coupables d'avoir rejoint le PR et de « rompre l'équilibre entre RPR et UDF », en sein du conseil municipal.

En septembre, deux adjoints RPR, M<sup>me</sup> Bertrand Cousin, par ailleurs numéro trois à la Socpresse, le groupe de presse de M. Robert Hersant, et René Gil, remettent leurs délégations et démissionnent « le glissement vers une monarchie municipale ». Ils quitteront le RPR quelques jours plus tard. En mars 1984, M. Berthelot retire les délégations à deux adjoints, MM. Yves Calvez et Yannick Marzin, tous deux UDF, démissionnent à leur tour de leurs fonctions d'adjoints.

Le 25 avril, M. Lombard, sénateur, président de la communauté urbaine, se désolidarise du maire.

#### Identifier les francs-maçons

Quand, le 4 juillet, M. Berthelot démissionne sur l'intervention de M. Chirac, et déclare, dira-t-il, par un article paru dans l'« Evénement du jeudi » intitulé « Un « dingue » à la mairie », d'autres affaires ont secoué le conseil et l'opinion. Celle notamment soulevée à l'occasion de l'entrevue d'un journaliste de l'« Evénement du jeudi » de France. Le maire, à l'instigation de son directeur de cabinet, Bernard Dreyfus, aurait donné l'ordre à un journaliste de la ville de photographier les personnes présentes au cimetière afin d'identifier les francs-maçons du Finistère. Une « commission d'enquête » a été constituée à la demande des conseillers dissidents. L'affaire a été révélée par le chef du secrétariat municipal du maire, M. Christian Tripot, dépeché par le RPR en janvier dernier pour tenter d'arrondir les angles.

Chassé par le maire le 13 juin, M. Tripot dénonce le comportement « totalitaire » de son patron et porte plainte pour abus de pouvoirs. Le maire porte plainte à son tour contre M. Tripot pour « outrage à magistrat ».

Un tel feuilleton, réduit ici aux péripéties principales, est plus qu'un coup de théâtre sur Brest. Comme la zizanie a-t-elle pu se prolonger, rebondir à ce point, compromettant au minimum l'avenir politique d'un homme jeune qu'on assimile à la gauche et à la race des Carignon et Baudis, nouveaux espoirs de la droite ? Pour les Brestois de la rue, ce sont « les politiques, tous ces zigos de la mairie », qui lui ont « coupé l'herbe sous le pied ». Explication facile. Trop facile assurément. Les élus socialistes, pour leur part, ont beau jeu de dénoncer « l'incapacité de la droite à gérer la ville ».

Reste la personnalité de l'homme, Jacques Berthelot. Après avoir loué son « intelligence », sa « droiture », son aptitude à entrer dans les dossiers, ses amis politiques eux-mêmes ne peuvent retenir de lui qu'un mot, toujours le même : la méfiance. Jacques Berthelot aura été le maire du soupçon. « On vivait dans la suspicion », constate le premier adjoint.

M. André Rosoc (CDS). M. Guy Leclercq, deuxième adjoint (RPR) a été « déçu par une amitié profonde qui s'est transformée en méfiance ». M. René Gil (RPR) confesse : « On a prévenu très vite Jacques Berthelot des dangers de sa méthode fondée sur le manque de confiance ».

Si l'on n'est pas formellement établi que des micros cachés espionnaient les conversations dans les bureaux des adjoints, il est évident que Jacques Berthelot a enregistré, sans prévenir son interlocuteur, un entretien téléphonique avec M. Lombard et qu'il a fait écouter la bande à des tiers. Que le maire démissionnaire détienne des renseignements, un « dossier noir », dit-on, sur certains membres de la majorité municipale ne fait pas de doute. « Malheureusement », dira Christian Tripot, pourtant militant du RPR comme lui.

#### Barre la route aux amis

Jacques Berthelot « se croyait élu seul pour sauver le gaullisme », analyse encore Christian Tripot. Tout s'est passé comme s'il avait voulu barre la route à tous ses amis en qui il voyait des rivaux dans son irrésistible ascension. L'accusation revient en fait à M. Yves Calvez, adjoint (UDF) et pourtant cette obsession d'« éliminer » ses challengers a causé sa perte. « Il aurait fallu un chef d'équipe qui fait confiance, à la fin l'intuition et force, Jacques Berthelot se méfiait, analysait interminablement, tardait à se décider, s'en remettait à Bernard Dreyfus pour cela, puis revenait sur sa décision à peine prise ».

Il se comportait, selon M. Yannick Marzin, adjoint (PR) et autre président national du syndicat des pharmaciens « comme un chef d'orchestre qui tourne le dos à son orchestre ». M. Jacques Berthelot a beau rétorquer que personne n'a tant délégué que lui, puisqu'il avait nommé un nombre très élevé d'adjoints, il n'empêche qu'il s'est retrouvé, au bout du compte, avec seulement un petit cercle de fidèles.

Deux hommes démissionnent peut-être aujourd'hui la solution de la crise. M. Bertrand Cousin (RPR), mais il donne l'impression de vouloir fuir ce guépion. On lui prête l'intention de briguer un mandat de député dans l'« Evénement », du coup, le RPR lui préfère le docteur Georges Kerbrat, un « fidèle » de M. Jacques Berthelot. Quant à M. Georges Lombard, il est plus qu'un délégué avec le RPR. Or, il a été élu député national aux élections de 1982-1983 : le maire au RPR. En échange de trois places de député à l'UDF pour deux ans RPR sur une liste commune aux législatives de l'an prochain. Ce qui irrite ouvertement les conseillers CDS. Ce qui irrite aussi moins ouvertement la plupart des élus, vexés qu'à l'heure de la « décentralisation » on ne laisse pas les Bretons s'occuper eux-mêmes leurs problèmes.

L'accord concocté à Paris empêchera-t-il la crise de renaitre dans quelques mois ? En tout cas, dans cette ville étrange, la « colonie » comme on la désignait encore au siècle dernier, « ville française en Bretagne » qui tourne le dos à son arrière-pays pour regarder la mer, le maire démissionnaire se tait. M. Jacques Berthelot se retire dans la « réflexion », se refusant à mettre de « l'huile sur le feu ». Il paraît plus assommé qu'amer. Plus désenchanté qu'en colère. Comme s'il se préparait, en attendant peut-être le retour du balancier, à affronter la solitude politique et à justifier la confession apocryphe d'un plaisantin qui, sous sa signature, a inscrit sur le livre d'or de la Tour Tanguy, à l'entrée de la rade : « Personne ne m'aime. A la mairie, on n'a pas arrêté de m'engueuler. Personne ne m'aime, souffloman. »

CHARLES VIAL.

### Le vent tourne

Sur le cours Albert-I<sup>er</sup>, le long de la Seine, les feuillages de quelques marronniers commencent déjà à roussir. A peine entamé, l'été semble avoir été en fin de compte. Tremblé par un orage inconnu sur les Champs-Élysées, M. Mitterrand, au seuil du parc présidentiel, donne l'impression d'expédier au plus vite les questions de la télévision. Juste le temps d'une sorte de mise au point constitutionnelle, en somme un ajustement technique sans conviction ni rage de convaincre. Comme on dit à la campagne, le vent tourne, le temps change.

L'action réformatrice se met au ralenti. Il est vrai qu'au quatre ans beaucoup a été fait. Ce qui reste à faire peut attendre. La boulimie de transformation ne s'impose plus, puisque bientôt tout risque d'être ramené en cause. L'ardeur n'est plus de saison. La haute fonction publique ne fait plus de zèle. Que M. Bernard Tapie ait été « lâché » est un signe.

Pour la haute fonction publique, qui doit ses places au pouvoir politique, les portes de sortie ne font plus de zèle. Que M. Bernard Tapie ait été « lâché » est un signe.

nalises, les gages sont déjà pris avec « les autres ». Tel dirigeant de banque d'Etat n'hésite pas maintenant à dire qu'il a été « malheureusement nationalisé ».

Pour bien réels que soient ces comportements, ils se font encore avec une certaine prudence. Sait-on jamais ?

Y a-t-il lieu de s'en étonner et, plus encore, de s'en effrayer ? De telles attitudes ont toujours accompagné l'approche des changements politiques, qu'ils soient souhaités ou redoutés. Souvenons-nous de l'avant-1958 et de l'avant-1981, sans remonter plus loin dans notre histoire. Edgar Faure ne disait-il pas que « ce n'était pas le girofle qui changeait, mais le vent qui le faisait tourner » ?

Ce qui semble cette fois-ci différent, c'est que la monde politique, administratif, économique, a intégré dans son esprit un nouvel état de mesure, celui du quinquennat. Cinq ans - et non sept - constituent le tempo du changement, celui de l'alternance (ou de la continuité), le rythme cardiaque de la nation. Comme sur les cadènes des salles de contrôle, toutes les aiguilles doivent alors être bien à leur place pour que le lancement de la fusée soit réussi. Le compte à rebours a commencé.

ANDRÉ PASSERON.

## APPEL

Le Mouvement des démocrates et le Mouvement gaulliste populaire (gaullistes de gauche), réunis le 1<sup>er</sup> juillet, constatent que 1985 marque la fin des certitudes en faisant apparaître l'échec de l'Union de la gauche et la radicalisation de l'opposition conservatrice avec le dogmatisme libéral et la montée du racisme.

L'espoir pour 1986, c'est une nouvelle majorité gouvernementale rassemblant toutes les forces de progrès pour créer une dynamique de l'intérêt national, dans le respect des institutions de la V<sup>e</sup> République ; à cet effet, un comité de liaison ouvert à tous est constitué.

Le Mouvement des démocrates et le Mouvement gaulliste populaire lancent un appel à tous les Français, gaullistes, radicaux, sociaux-démocrates, qui refusent le clivage droite-gauche à les rejoindre dans cet effort.

Mouvement des démocrates 71, rue Ampère, 75017 PARIS Tél. : (1) 763-99-40

Mouvement gaulliste populaire 11, passage Landrieu, 75007 PARIS Tél. : (1) 705-95-38

premier de 1

Le 14 juillet 1985, M. Mitterrand a rendu un hommage particulier au général Lacaze, chef d'état-major des armées, qui quitte ses fonctions le 31 juillet prochain.

de la 2

terrasses de

de Nancy s'opp

centre islamique

50 من الأصل

# société

L'HOMMAGE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND A LA POLICE NATIONALE

## « Le premier de tous les biens »

M. François Mitterrand a rendu visite à la police nationale, en fin de journée, dimanche 14 juillet, à l'École supérieure des inspecteurs de police de Cannes-Ecluse (Seine-et-Marne).

Aristote est censé donner le ton : « La Police, qui assure le bon ordre et le gouvernement de la cité, demeure le plus grand et le premier de tous les biens ». La citation ouvre la plaquette sur papier glacé remise aux invités de la police nationale qui introduit cette célébration en grande pompe des réconciliations de la gauche et des « flics ». Les manifestations virulentes du 3 juin 1983, ces policiers parisiens criant sous les fenêtres de la chancellerie et jusqu'aux grilles du ministère de l'Intérieur, ne semblent qu'un mauvais souvenir. M. Robert Badinter est là, assis à la gauche du président de la République, lui-même docilement applaudi. La hiérarchie policière, au grand complet, loue l'effort de modernisation du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe. Bien que ne lui ayant pas accordé son vote, comme les autres députés de l'opposition, M. Alain Peyrefitte, a été déplacé. « En tant qu'élus du département », précise-t-il.

Aucune fausse note donc. Mais Aristote jette le trouble. Helléniste à ses heures et historien de métier, M. Louis Mermaz n'est pas loin de juger la citation apocryphe : « Un contresens sans doute », estime le président de la l'Assemblée nationale, éthymologie obligée, police et politique ayant la même racine. « polis, la ville. Pris à la lettre de nos jours, ce parrainage n'est pas loin d'inquiéter ce républicain ». « Où sont les élus, l'Assemblée nationale le dédies ? Le gouvernement de la cité, ce n'est pas la police ! » Il ne va pas jusqu'à dire que c'est la meil-

leur définition d'un Etat policier, mais certains invités le pensent à sa place.

Tout le paradoxe de ces retrouvailles, technicité et professionnalisme, informatique et bureaucratie, compétence et rigueur... Des stands illustrent la modernité policière aux démonstrations spectaculaires — notamment celle du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), une nouvelle unité créée par l'initiative du préfet Robert Broussard, c'est la consécration des « pros ». Une police bien faite, sans état d'âme. Mystérieusement victime d'une mutation brutale il y a un peu plus d'un an, M. Jacques Gentil, aujourd'hui grand promoteur de la police scientifique et technique et réhabilité jusqu'à recevoir le 14 juillet la légion d'honneur, n'en revient toujours pas : « Comme quoi, il ne faut jamais juger de rien ».

Le temps a fait son œuvre. Quand, en 1983, le gouvernement socialiste fête la police, il semble avoir oublié en chemin sa quête idéologique et politique. Déontologie, rapprochement de la population, respect des libertés : ce refrain chéri de M. Joxe semblait, à Cannes-Ecluse, comme relégué loin derrière le premier complet, la quête d'une police fonctionnelle, tout simplement. M. Mitterrand a apprécié ce qui, « plus qu'un spectacle, est l'expression d'un métier ». Enroulé après l'onde du matin, il n'est guère bavard : « Je vous donne la journée de vacances », lance-t-il aux journalistes impatients. Juste un hommage à cette « grande journée » qui, de l'armée à la police, « rassemble la nation autour de ceux qui sont chargés de la sécurité intérieure et extérieure ».

EDWY PLENEL

RÉNOVATION DE LA ZUP DE VÉNISSIEUX

## Les terrasses des Minguettes

De notre correspondant régional

Lyon. — Attirer une nouvelle population dans le quartier des Minguettes est l'objectif principal de la rénovation de ce quartier. Les travaux sont très avancés : les immeubles sont élevés, les terrasses sont posées, les jardins sont aménagés. Les habitants actuels sont logés dans des logements provisoires. La rénovation est financée par le département de la Loire et la Ville de Lyon.

MM. Roland Castro et Hugo Sali, les deux auteurs de la rénovation, ont été reçus par le maire de la ZUP.

Ces réhabilitations spectaculaires coûtent cher : plus de 10 millions de francs par tour. L'Etat a pris en charge la moitié des dépenses, les autres relèvent du POPAC du Rhône, gestionnaire des immeubles, la Communauté urbaine de Lyon et la Ville de Vénissieux. M. Guy Fischer, premier adjoint au maire, chargé de l'urbanisme, ne cache pas sa volonté d'obtenir par cette politique de prestige l'arrivée de « nouveaux habitants ». Dans la tour 212 nouvelle manière, les loyers HLM seront plus élevés — mais, curieusement, personne ne peut donner aujourd'hui un chiffre précis. — et les habitants seront, de ce fait, d'une catégorie sociale moins difficile à intégrer. M. Fischer se défend pourtant de mener une politique ségrégative en matière de logements sociaux.

Dans son allocation, où les remerciements à l'adresse de l'Etat n'ont pas manqué — ce qui surprend aujourd'hui de la part d'un élu communiste — M. Fischer a souligné un autre aspect de la rénovation : la présence de jeunes de tous horizons, recrutés dans le cadre de contrats « emploi-formation », ont participé à la rénovation.

CLAUDE RÉGENT.

## Le maire de Nancy s'oppose à la construction d'un centre islamique régional dans sa ville

M. André Rossini, député, maire (radical) de Nancy, a exprimé dimanche 14 juillet son hostilité au projet de construction dans sa ville d'une mosquée à vocation régionale. Selon lui, « Nancy n'a aucune vocation à être le centre de gravité de la présence musulmane en Lorraine », où des « lieux de prière existent, nombreux, pour les quelques cent mille fidèles de l'Islam qui y vivent ».

L'Association des musulmans de Lorraine souhaite édifier, dans un quartier situé à la périphérie ouest de Nancy, un centre islamique comprenant, outre la mosquée, un centre culturel et administratif et quelques commerces (épicerie et boucherie) musulmanes. Un compromis de vente pour un terrain de 1 500 mètres carrés a déjà été signé. Samedi 13 juillet, l'architecte nancéen de ce projet, M. Roland Winger, avait déclaré que « si des élus s'opposaient à ce projet, ils montreraient leur intolérance ». Dans sa réponse, publiée le lendemain, M. André Ros-

sinot juge « inacceptable » un tel « procès d'intention ».

Le maire invoque surtout des arguments relatifs à l'environnement et à l'urbanisme. Il estime le projet « inopportuniste, particulièrement mal situé, dans un quartier où les besoins de parking sont déjà aigus et dans un environnement architectural incompatible ». M. Rossini voit mal une mosquée régionale s'implanter entre de petits pavillons de style 1900. La ville fera donc « tout pour que ce projet n'aboutisse pas », sans pour autant rejeter a priori le principe de l'édification d'une mosquée, à condition qu'elle soit située « dans un environnement spécifique ».

Plusieurs projets de mosquée ont déjà essuyé le refus de municipalités ou de riverains. A Sevrin (Seine-Saint-Denis) et à Lyon en 1984, la construction de centres islamiques a été rejetée. Officiellement, il manquait du « plan » de stationnement dans le premier cas ; dans le second, la hauteur prévue pour le minaret dépassait le plafond autorisé.

## La ceinture verte de Paris est morte

Ce qui restait de la ceinture verte de Paris est désormais à la merci des bétonnières. Deux décisions récentes, l'une législative, l'autre juridique, ont levé les obstacles qui s'opposaient jusqu'ici à la disparition de ses derniers lambeaux. Le 20 juin, l'Assemblée nationale a définitivement adopté, comme le Sénat l'avait fait avant elle, une loi sur les principes d'aménagement qui élimine tous les textes antérieurs empêchant théoriquement les constructions sur les glaciaires de la capitale. A l'avenir, nul ne pourra plus se prévaloir de ces textes pour s'opposer à l'édification d'immeubles sur ces espaces libres.

Restaient les chantiers en cours comme celui de la ZAC Champenot, dans le dix-septième arrondissement, qui une décision du tribunal administratif de Paris avait ordonné pour la seconde fois à la demande d'un comité local, l'Association de sauvegarde Maillot-Champenot. La loi nouvelle ne pouvant avoir d'effet rétroactif, ces chantiers restaient soumis à la législation protectrice d'avant.

Or, le 13 juin, à la demande de la Ville de Paris, le Conseil d'Etat a autorisé la reprise des travaux en attendant de statuer sur le fond. Les bétonnières ont recommencé à tourner. Les conseillers d'Etat se prononceraient dans plusieurs mois, mais les écoles, les crèches et les installations sportives contestées seront alors achevées ou en voie de l'être. Quelle que soit la décision des juges administratifs on ne démolira évidemment pas ces équipements.

Pour le passé comme pour l'avenir, la ceinture verte a donc cessé d'exister. Avec l'aval du Parlement et de la plus haute juridiction, Paris se prive ainsi d'un

avantage que toutes les métropoles lui enviaient. En 1919, l'armée avait vendu pour 100 millions de francs les « fortifs » de 1841, devenus inutilisés. La Ville se trouva propriétaire d'un anneau de 1 200 hectares environ. Cette rupture du tissu urbain entre Paris intra muros et la banlieue parut providentielle aux urbanistes de l'époque. On décida de construire des logements sociaux à l'emplacement des forts et d'aménager des parcs et des jardins sur les anciens glacis formant ce qu'on appelait la « zone ». Entre la capitale et sa banlieue, s'étendrait donc une coupure circulaire de 750 hectares, où pourraient s'aérer l'ensemble des habitants de l'agglomération.

### Des crèches au ras du périphérique

Plusieurs lois (1919, 1930, 1953) confirmèrent ces excellentes intentions. Mais, comme les villes ont horreur du vide, la ceinture verte commença à se remplir d'équipements divers édifés au coup par coup, sans aucun plan d'ensemble et quasiment à la sauvette. La plupart étaient d'ailleurs illégaux mais nul ne songeait alors à s'en indigner. L'un de ces équipements, assurément la plus destructrice malgré sa très grande utilité, fut le boulevard périphérique.

Il y eut dix ans, la Ville elle-même décida d'édifier sur les rives de ce boulevard, du côté de la porte Champenot, un nouveau quartier : deux mille trois cents logements à un prix quinquina d'équipements publics. Une association de défense trouvant le projet absurde, exhumé la législation protectrice et entama une

bataille juridique qui dure encore. Les habitants font observer que les restes de la ceinture verte doivent être conservés, qu'il n'appartient pas aux pouvoirs publics de violer la loi et que c'est folie de construire des écoles et des crèches au ras des émanations du périphérique.

En annulant à plusieurs reprises la plan d'aménagement de la ZAC et les permis de construire qui en découlent, les juges administratifs leur ont donné raison (le Monde du 2 juillet 1983), mais la Ville, elle, a décidé d'aller jusqu'au bout. En s'alliant avec leurs collègues socialistes, les députés et sénateurs du RPR ont réussi à faire abolir ces lois gênantes. Au cours de la dernière séance du conseil municipal M. Jacques Chirac a remercié publiquement M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement pour sa collaboration sur ce point. Simultanément, la Ville a obtenu qu'un conseiller d'Etat, jugeant seul et sans entendre personne, donne le feu vert aux travaux en cours.

Le bétonnage de la ceinture verte restera dans les annales comme un mauvais exemple donné par l'administration et comme l'une des bêtises urbanistiques majeures de ce siècle. D'abord entrée dans l'indifférence et l'illégalité, elle a été poursuivie sciemment par la municipalité, avec une obstination confondante. Déjà, les contribuables en paient la prix, d'abord en finançant l'aménagement d'espaces verts dits de compensation, ailleurs, dans la capitale, ensuite en exécutant la facture de la couverture progressive du périphérique dont les abords se révèlent évidemment invivables.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Les bibliothèques universitaires et le CNRS vont développer leur coopération

Le ministère de l'éducation nationale et celui de la recherche et de la technologie se proposent de créer une Agence nationale de l'information scientifique et technique (ANIST) pour mieux faire travailler ensemble les bibliothèques universitaires et les centres de documentation du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). M. François Jakubak, chef du service information du centre de recherche Rhône-Alpes d'Attochem, a été chargé de définir les contours techniques, budgétaires et réglementaires de cette agence.

Cette nouvelle structure devrait permettre de réunir les moyens matériels, humains et financiers, dont disposent les deux ministères concernés. Elle vise d'abord à offrir un service plus efficace et plus rapide aux utilisateurs qui, s'adressant aux centres de documentation des laboratoires et des entreprises, ou aux bibliothèques universitaires, devraient avoir très vite connaissance des informations dont

ils disposent et recevoir dans de brefs délais les documents souhaités. Elle sera, d'autre part, chargée de développer un nouvel ensemble de banques de données constituée à partir des bases du CNRS — Pascal (pour les sciences dites « dures ») et France (pour les sciences humaines et sociales), qui seront réorganisées à cette occasion.

Elle devrait aussi apporter une certaine rationalité dans la politique d'acquisition documentaire. Les bibliothèques universitaires pour raient ainsi s'appuyer sur les richesses du CNRS et publications diverses et consacrer une partie de leur budget à s'abonner à des revues auxquelles, faute de crédits suffisants, elles avaient dû renoncer.

Le CNRS mettra dans la corbeille le centre de documentation scientifique et technique et le centre de documentation en sciences humaines, qui déménageront prochainement à Nancy et seront alors

réorganisés. Le ministère de l'éducation nationale apportera le serveur universitaire national d'information science et technique, et le catalogue collectif national de la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) participera lui aussi à l'Agence par l'intermédiaire de son service de microfilmage des thèses.

L'ANIST devrait être organisée sous la forme d'un groupement d'intérêt économique, signe qu'elle aura des visées commerciales.

E. G.

### EN BREF

● Tentative de manifestation pour les « enfants enlevés ». — Une dizaine de personnes qui voulaient manifester leur solidarité aux mères des « enfants enlevés » par leurs parents algériens, ont été interpellées, dimanche matin 14 juillet à Paris, alors qu'elles voulaient lancer des ballons sur le parcours du défilé. Ces personnes ont été retenues jusqu'à midi au commissariat. Leurs ballons ne leur ont pas été restitués.

● Six mois de prison ferme pour non-représentation d'enfant. — M<sup>me</sup> Claudine Maudoux, trentedeux ans, la mère qui a enlevé sa fille de cinq ans il y a dix-huit mois, alors qu'elle se trouvait en France, a été condamnée, vendredi 12 juillet, par le tribunal correctionnel de Chambéry, à six mois de prison ferme, qui, toutefois, n'a pas ordonné l'exécution immédiate de la peine.

● Le suspect français mis hors de cause après l'attentat contre Greenpeace. — Le Français qui, la veille de l'attentat contre le Rainbow Warrior, avait visité le navire des écologistes de Greenpeace à quai dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande), a été mis hors de cause après son interrogatoire par la police à Tahiti. Sympathisant de la cause de Greenpeace, il avait passé la soirée à bord pour fêter l'anniversaire d'un des marins, auquel il avait laissé son adresse. Il a annoncé qu'il se tenait à la disposition des enquêteurs néo-zélandais, qui souhaitent l'interroger à leur tour.

### Berger-Levrault JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire. Leçons de choses :  
• LE TRANSSIBÉRIEN  
• L'AVION DE LINDBERGH  
• LES FOURMIS  
L'histoire et la vie (co-édition d'un monument : CNMHS)  
• LE CHÂTEAU-FORT  
• LA CATHÉDRALE  
• LE JARDIN PUBLIC



AU BANC D'ESSAI :  
LE NOUVEAU MICRO  
PROFESSIONNEL  
FRANÇAIS,  
GOUPIL G4  
JE LOGICIEL INTEGRE  
JAZZ DE LOTUS.  
16 F. EN VENTE PARTOUT.

En décembre à Paris

## UNE CONFERENCE DES MAIRES DE VINGT-SIX GRANDES VILLES DU MONDE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Les maires de plusieurs grandes villes du monde se réuniront à Paris du 9 au 11 décembre prochain, pour une conférence sur les droits de l'homme. Ces élus, qui représenteront vingt-six cités (1), viennent d'être invités par M. Jacques Chirac, maire de Paris, et M. Keba M'Baye, président de l'Académie internationale des droits de l'homme et ancien président de la Cour suprême du Sénégal. Les invités ont été sélectionnés non sur des critères politiques, a précisé M. Chirac, mais en fonction de la part que leur ville a jouée au cours de l'histoire dans la défense des libertés.

La conférence préfigurerait les manifestations qui devraient marquer en 1989 le bicentenaire de la Révolution française. Selon le maire de Paris, la Ville met d'ores et déjà sur pied tout un programme allant des fêtes populaires aux expositions, aux spectacles et aux commandes d'œuvres d'art en passant par des concours ouverts aux enfants des écoles. Paris se propose même d'inviter tous les maires de France à venir dans la capitale et projette d'offrir à chaque canton du territoire métropolitain et d'outre-mer un arbre de la liberté. « Bien entendu », précise M. Chirac, nous nous concentrons avec le gouvernement de manière qu'il y ait une cohérence entre les festivités financées par l'Etat et celles qui le seront par la Ville ».

(1) Villes invitées : Athènes (Grèce), Bagdad (Irak), Bangkok (Thaïlande), Banjol (Gambie), Bogota (Colombie), Budapest (Hongrie), Genève (Suisse), Helsinki (Finlande), Jérusalem (Israël), Lagos (Nigeria), La Haye (Pays-Bas), Le Caire (Egypte), Leningrad (URSS), Londres (Royaume-Uni), Madrid (Espagne), Mexico (Mexique), New-Delhi (Inde), New-York (Etats-Unis), Oslo (Norvège), Paris, Philadelphie (Etats-Unis), Rome (Italie), San-Francisco (Etats-Unis), San-José (Costa-Rica), Strasbourg et Versailles.

● Un cargo chypriote coule aux Sables-d'Olonne. — Un cargo chypriote, le Dero, qui venait de charger de l'orge au port des Sables-d'Olonne (Vendée), a heurté des hauts fonds au sortir de la passe, le 13 juillet, et coulé à proximité du phare des Barges. Les six hommes d'équipage sont sains et saufs. Les réserves de gazole du cargo — une trentaine de tonnes — se sont partiellement répandues en mer, mais le vent venant de la terre les a repoussées vers le large.

## PETIT A PETIT L'HUMIDITE GRIGNOTE VOTRE MAISON.

Grâce au procédé MURPROTEC l'humidité est définitivement vaincue.

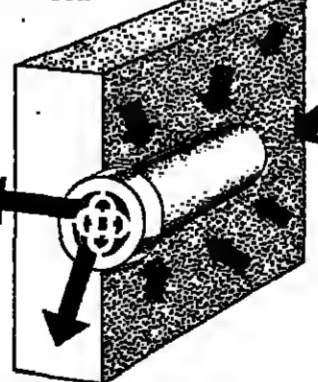
Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de moisi et finit par abîmer votre maison.

Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité.

Murprotec ne nécessite pas de travaux importants.

Sur simple demande bénéficiez gratuitement du diagnostic d'un spécialiste qui vous établira un devis.

LE PROCÉDÉ MURPROTEC. Ce sont des tubes de céramique introduits dans vos murs qui boivent intégralement l'humidité qui monte du sol.



MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.

### BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MURPROTEC.

Nom et nom de famille \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité.

Renvoyez ce bon à : Murprotec 75/77, r. du Dr-Vaillant 78210 St-Cyr-l'Ecole.

MURPROTEC

Bureaux à Paris, Arns, Rennes et Agen.

# LÉGION D'HONNEUR

## M. DESIRÉ ARNAUD, GRAND-CROIX

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Désiré Arnaud, premier président honoraire de la Cour des comptes.

## GRAND OFFICIER

Sont élevés à la dignité de grand officier : MM. Jean Hamburger, membre de l'Institut; Louis Jure, ambassadeur de France, membre du Conseil constitutionnel; Maurice Rolland, président de la chambre honoraire à la Cour de cassation; Alexandre Sirt, conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes.

## GRANDE CHANCELLERIE

Sont promus officiers : MM. Roger Grappe, ancien ingénieur en chef de la Météorologie nationale; Roland Pales, secrétaire général de la section du Maroc de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur; Jean-Paul Renard, président de la chambre honoraire à la Cour de cassation; Jean Van Limberghen, président de la section des Hauts-de-Seine Nord de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur.

Sont nommés chevaliers : MM. Roland Bruneteau, ancien ingénieur des Chemins de fer d'Indochine; Henri Cambon, inspecteur divisionnaire honoraire à la SNCF; Jean Cazeilles, ancien ingénieur agronome; Maxime Côté, ancien conseiller pédagogique; Alfred Delavaine, ancien professeur de collégiale; François Hamon, vice-président de l'Union des sections de la Drôme de la Société nationale Les Médailles militaires; Jean Joffre, premier juge honoraire au tribunal de Marseille; Madeleine Laloue, épouse Laval, agent comptable de la Grande Chancellerie et du musée de la Légion d'honneur; Adrien Metzger, ancien commandant de sapeurs-pompiers; Lucien Monory, président de l'Union des sections de la Haute-Garonne de la Société nationale Les Médailles militaires; Jacques Talouart, ancien agent-chef au ministère de l'éducation nationale; M. Warmoes, née Boudard (Louise), directrice d'école honoraire.

## Premier ministre

Est promu commandeur : M. Marcel Carné, réalisateur de films.

Sont promus officiers : M. Jacqueline Bertrand, ancien conseiller des affaires étrangères; MM. Jules-Joël Gies, président du comité médical et médecin contrôleur des services médicaux; Gabriel Rozes, ancien directeur administratif et financier à l'Agence foncière et technique de la région parisienne.

Sont nommés chevaliers : MM. Guy Bonin, vice-président de la Maison du commando; Yves Coppens, professeur au Collège de France; Hubert Coste, inspecteur général de l'INSEE; René Lannou, directeur d'un centre régional de lutte contre le cancer; M. Simone Laurain, veuve Brunes, présidente d'une association; MM. Paul Lechevalier, président d'une union régionale des foyers de jeunes travailleurs; Henri Lescire, directeur des études de l'Institut des hautes études de défense nationale; Jean-Pierre Puisselet, directeur de l'Institut international d'administration publique; Romain Tiruiff, dit Erte, artiste peintre.

## Droits de la femme

Sont nommés chevaliers : M. Lucienne Julien, professeur de lettres en retraite; Jeanine Nicpoc, journaliste-reporter photographe.

## Relations avec le Parlement

Est promu officier : M. Christian Langlois, architecte en chef au Sénat.

Sont nommés chevaliers : M. Lucette Chapout, chef de bureau au Conseil économique et social; M. Simone Landry, née Bonnardot, barista à l'Assemblée nationale; M. Jean Poizat, médecin de l'Assemblée nationale.

## Fonction publique et simplifications administratives

Est promu officier : M. Marcel Pinet, conseiller d'Etat, directeur général de l'administration et de la fonction publique.

Est nommé chevalier : M. Louis Astre, professeur de sciences et techniques économiques en retraite.

## Techniques de la communication

Sont promus officiers : MM. Gérard Boissin, président du Syndicat national des dépositaires de presse; Bernard Gaudry, dit Gaudrey-Rety, réalisateur d'émissions télévisées; Michel Leluc, journaliste; Georges Bernard-Quellin, PDG de sociétés de presse.

Sont nommés chevaliers : MM. René Duval, journaliste; Lucien Guivaut, réalisateur; Roger Pradins, producteur, réalisateur d'émissions télévisées; Lucien Simon, journaliste.

## PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Est promu officier : M. Norbert Silvestre, maire honoraire de Noves (Bouches-du-Rhône).

## ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET

Est promu commandeur : M. Guy Charpentier, inspecteur général des finances.

Sont promus officiers : MM. Robert Baron, trésorier-payeur général de la région Picardie; Michel Beilhan, conseiller commercial; Roger Gaben, chef de mission; Robert Malatier, administrateur de société; Jean Martin, directeur d'une caisse nationale de garantie; Gabriel Rozes, directeur administratif et financier à l'Agence foncière et technique de la région parisienne.

## Sont nommés chevaliers :

M. André Barjod, commissaire-contrôleur; M. Lydia Bataille, née Loredoux, ancien chef adjoint de service dans une banque; MM. Marc Beaumont, expert-comptable; René Bouet, président de la chambre des comptes de la région Pays de la Loire; Patrice Cahari, inspecteur des finances; Jacques Chaboud, directeur des douanes à Paris; Louis Chevallier, directeur de banque; Mohamed Djiziri, contrôleur financier; Paul Dulot, directeur des impôts à Strasbourg; Paul Fabra, éditeur à Paris; Daniel Féral, trésorier-payeur général; Philippe Gounot, directeur de l'INSEE; Jean Guth, directeur d'une caisse de crédit mutuel; Raymond Lasserot, vice-président d'une société d'assurances; Georges Mauras, agent général d'assurances; Guy Millet-Corne, expert-comptable; José Pène, chef de bureau; Michel Prada, inspecteur des finances; Henri Soulié-Richard, contrôleur l'Etat; Alain Truphard, président de la chambre des comptes de Haute-Normandie; Pierre Variane, président de la chambre des comptes de Lorraine; Maurice Zimman, directeur d'une association de prévention.

## JUSTICE

Est promu commandeur : M. Pierre Vellieux, président de chambre à la Cour de cassation.

Sont promus officiers : M. Suzanne Brucieu, épouse Challe, premier président de la cour de Nîmes; MM. Hubert Cartier, conseiller à la Cour de cassation; Pierre Catin, premier président de la cour de Rennes; Henri Douteville, avocat général à la Cour de cassation; Roger Fabre, conseiller à la Cour de cassation; Sadi Fergani, conseiller à la Cour de cassation; André Kerker, conseiller d'Etat; Marc Vignon, avocat honoraire à Charleville-Mézières.

Sont nommés chevaliers : M. Micheline Annade, présidente de chambre à la Cour de cassation; MM. Jean Apollis, procureur général à Metz; Raymond Barraine, président d'honneur de la Compagnie des experts en matière commerciale; Pascal Cocaldi, conseiller à la cour de Paris; André Claudon, président de chambre à la cour de Douai; André Clavier, amonier à la Santé; M. Nicole Dupieux, conseiller référendaire à la Cour de cassation; MM. Léonard Gaudin, président du tribunal de Bordeaux; Maurice Leblanc, président de chambre à la cour de Paris; Jean Paradis-Barré, président de chambre à la cour de Toulouse; André Pigot, président du tribunal de Perpignan; Cluud Renauld, avocat général à Nancy; Roger Seray, premier président de la cour de Bastia; M. Marie-Claire Sion, épouse Charbonnier, vice-président de l'Université de Paris; MM. Mario Stasi, avocat à Paris; Victor Soulan, conseiller à la cour de Chambéry; Michel Tuppi-guez, conseiller d'Etat; Christian Terrel, premier substitut du procureur de la République à Bobigny; M. Christine Terrasson de Fougères, greffier divisionnaire à Paris; M. Jacques Wulque, président de la conférence des bâtonniers de France.

## RELATIONS EXTÉRIÈRES

### Personnel

Est promu commandeur : M. Jacques Martin, ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur.

Sont promus officiers : MM. Edouard Baude, dit François-Régis, ambassadeur de France en Autriche; Henri Dumont, ministre délégué, adjoint au chef du gouvernement militaire français de Berlin; Christian Las-sablière, docteur en médecine; Jean Ménilon, ministre plénipotentiaire, Jean Pourcel, conseil général de France à Zurich.

Sont nommés chevaliers : M. André Allemand, consul de France à Palma de Majorque; M. Marie-France Fezou, épouse de Hartingh, conseiller des affaires étrangères; MM. Michel Lévy, conseiller des affaires étrangères; Antoine Mattar, agent commercial à l'ambassade de France au Liban.

## Protocole

Est promu commandeur : M. Jean-Louis de Fauquigny-Lucinge, président des œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte.

Sont promus officiers : MM. Paul Angelier, ancien directeur du lycée de l'Alliance française d'Orsino (Chili); Philippe Greffet, secrétaire général de l'Alliance française; Jacques Joulin, directeur de la Banque ottomane; Jean-Claude Killy, conseiller d'entreprise.

## Sont nommés chevaliers :

MM. le R-P Marcel Dubois, supérieur de la maison Saint-Jacques (Jerusalem); Miguel Estrella, pianiste concertiste; M. François de Lobkowicz, née de Baurbau Parme, bienfaitrice; MM. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, maire de Lille; Bertrand Namy, ingénieur et administrateur; Pierre-Engèle Nibelle, directeur général d'une société d'appareils de chauffage; Georges Testut, vice-président directeur général de la SPAL (Société portugaïse de l'Air liquide); M. Yolande Trommeret, née Bianco, membre du laboratoire de radioactivité appliquée du centre scientifique de Mousco; MM. Gérard Valentin, administrateur des différents établissements du groupe financier Valbras (Brésil); Jean Vidau, vice-président de la société Segoka à Séoul; M. Suzanne Vieillard, née Garmy, proviseur.

## Coopération et développement

Sont promus officiers : MM. Albert Ganem, directeur de société; Roland Julien, chef de bureau; Jean Kientz, ancien ambassadeur de France au Zaïre.

## Sont nommés chevaliers :

MM. René Calais, ancien délégué de la Commission des Communautés européennes à Dakar; Jean Canat, inspecteur général agro-industriel à la Compagnie française pour le développement des filières textiles; Charles Casanova, conseiller au ministère de l'économie et des finances au Gabon; le Père Bernard Joliet, aumônier, chargé de cours à l'université de Dar-es-Salaam; René Le-Fan, conseiller technique au ministère du travail de la République unie du Cameroun; Jean Levil, chef du bureau de l'élevage et de la pêche; Jean Nemo, sous-directeur à l'administration centrale; Hugues Petit, adjoint au directeur des relations extérieures d'une compagnie aérienne.

## Affaires européennes

Sont nommés chevaliers : MM. François Fontaine, directeur général honoraire de la Commission des Communautés européennes; Henri Lelu, directeur des affaires politiques du Conseil de l'Europe.

## DÉFENSE

Sont promus officiers : MM. Bertrand, Daugny, vice-PDG d'une société; Jean Delpit, chargé de mission dans une société; François Durand de Grossouvre, docteur en médecine.

Sont nommés chevaliers : MM. Victor Astela, PDG d'une société; Roger Beau, ancien administrateur adjoint d'une institution de pension sociale; René Gardes, journaliste; Alain Gomez, PDG d'une société; Jean-Claude Labarre, maître des requêtes au Conseil d'Etat; Pierre Vecchiarelli, administrateur civil; René Walter, secrétaire administratif en chef.

## Anciens combattants

Sont promus officiers : M. Georges Béné, président de l'Association des anciens de l'armée secrète des mouvements unis de résistance de la Haute-Vienne; Arthur Lebaq, membre actif de l'Association Rhin et Danube; Marcel Linder, président d'honneur de la section du Lot-et-Garonne de l'Union nationale des combattants; Charles Roffé, président d'honneur d'une association d'anciens combattants.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Louis Amadié, ancien responsable régional du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; Maurice Berlemont, combattant volontaire de la Résistance; Eugène Bon, ancien résistant; Justin Bourdas, combattant volontaire de la Résistance; Gustave Coquin, ancien combattant de Verdun; Jean Escallier, président d'une section de la société Les médaillés militaires; M. Marie Hubert, veuve Fiches, membre d'honneur de l'Amicale des anciens du maquis de Quimper; MM. Léo Lamarre, président département de l'Union nationale des combattants du 109<sup>e</sup> régiment d'infanterie; Aloys Litzberger, administrateur de l'Union des aveugles de guerre; Raymond Marqué, ancien membre du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; René Zozes, combattant volontaire de la Résistance.

## DÉPORTÉS ET INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu officier : M. Gilbert Huan, interne-résistant.

Sont nommés chevaliers : MM. Simon Bousquet; Louis Langel; Robert Plaud; Jean-Marie Pichard; Raymond Poudroux; Yves Triller, tous internes-résistants.

## INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Est promu commandeur : M. Jacques Marcellin, ancien député de la Haute-Saône, maire de Luxeuil-les-Bains.

Sont promus officiers : MM. Abdelhamid Benhalil, sous-préfet hors cadre; Pierre Blanc, préfet commissaire de la République de l'Arizone; Max Boyer, ancien président du conseil général de la Sarthe; Daniel Déléval, président du tribunal administratif de Paris; René Feral, ancien contrôleur divisionnaire des services techniques du matériel à Versailles; Louis Fischer, ancien conseiller général de l'Aisne; Guy Maillard, préfet, commissaire de la République des Yvelines; André Martin, administrateur civil; Jean-Pierre Mandé, président de section au tribunal administratif de Paris; Guy Oberdorff, sous-préfet, commissaire

adjoint de la République de Valence; Jean Palacq, colonel du groupement mobile de sécurité; Charles Pélissier, président du conseil général de Saône-et-Loire.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Alloecle, vice-président du conseil général de la Drôme; Ivan Barbot, préfet, commissaire de la République du Var; Félien Barthelemy, conseiller général de l'Allier, maire de Bouillaves; Robert Bernard, conseiller général du Puy-de-Dôme, maire de Saint-Gervais-d'Anvergne; Yves Bertrand, commissaire de police; Roger Brossa, secrétaire administratif de police au chef; Jean-Baptiste de Casati, ancien maire de Furiani (Haute-Corse); Roger Constantini, commissaire de police; Georges Dulot, secrétaire général de la préfecture de l'Oise; Bernard Dailhard, brigadier-chef de police; Alphonse Denis, ancien député de la Haute-Vienne; Ernest Don, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence; Michel Ferry, secrétaire général de la préfecture du Rhône; Christian Fournes, commissaire de police; Roger François, ancien conseiller général de la Dordogne; M. Julien Garat, chef du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police; M. Jacques Garnier, commandant de police; Roger Gautheron, conseiller général de Saône-et-Loire, maire de Tournay; Jacques Genhial, commissaire de police; Alain Goldmann, grand rabbin de Paris; M. René Himbault, épouse Semblat, attaché d'administration; MM. Jean Hocquet, inspecteur de police; Joseph Lambert, conseiller général de la Nièvre; M. Pierre Lecomte, maire de Yvelines; Bernard Lequin, préfet, commissaire de la République de Saint-Pierre - et - Miquelon; Gilbert Magro, chef inspecteur de police; Christian Mathière, directeur de l'école de sapeurs-pompiers du centre de secours de Toulouse; Monseigneur Gabriel Matignon, évêque de Grenoble; M. Gérard Maurat, contrôleur général de la police; M. Tatiana Metzel, pasteur; M. Jean Mitagnon, conseiller de la République de la Drôme; Edmond Mouchard, inspecteur adjoint des services d'incendie de la Dordogne; Raymond Nart, commissaire de police; Bernard Paumier, ancien député, maire de Châtelleraud; Pierre Peyre, commissaire de police; Daniel Pichot, inspecteur de salubrité principal à la communauté urbaine Le Creusot - Manteau-Les-Mines; Pierre Plumas, brigadier-chef de police; Yves Prens, commissaire de police; Henri Ravaud, ancien conseiller général des Hauts-de-Seine; Michel Renault, chef inspecteur de police; Jean Respaut, contrôleur général de la police; Hugues Riet, commissaire de police; René Rieutort, conseiller municipal de Thizeux (Maroc); M. Jean-Pierre Sanguy, sous-directeur à la police nationale; René Sauvage, ancien directeur de la protection civile; M. Pierre Schmitt, directeur de service au ministère; Marcel Thibault, commissaire de police; Guy Triplet, commissaire de police; M. Denise Trouillard, secrétaire administratif à la sous-préfecture d'Issore; MM. Raymond Vaillant, adjoint au maire de Lille; Auguste Varlot, ancien conseiller général de la Côte-d'Or; Auguste Vauquolux, président du tribunal administratif de Besançon.

## DOM-TOM

Est promu officier : M. Temaril Teal, ancien capitaine de la marine marchande au Polynésie française.

## Sont nommés chevaliers :

M. Justine Berry, née Vitalis, ancienne directrice d'école en Guadeloupe; MM. Elain Julien, médecin à la Guadeloupe; Georges Far, directeur de préfecture à la Martinique.

## AGRICULTURE

Sont promus officiers : MM. Gérard de Caffarelli, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé; Jean Etchebarne, ancien directeur de l'association générale des producteurs de maïs; Rémy Garinola, président de la confédération générale des planteurs de betteraves; Jacques Mesnier, président délégué du syndicat général des vignerons des Côtes-du-Rhône; Alain Reusser, directeur de l'agriculture et de la forêt d'Alsace.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Henri Blondel, président de la Fédération des coopératives de la Manche; André Brugère, agriculteur; Jean-Marie Clément, chef de mission de liaison et de coordination pour les DOM-TOM; Jean Dauvergne, directeur des services économiques de l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales; Jean-Jacques Digeon, chargé de mission d'inspection; Marcel Fischer, vice-président du Syndicat général des cuirs et peaux bruts; Marcel Michaux, président du syndicat hippique bordelais; Jean Nanty, président de la Fédération nationale du bois; Roger Pedroni, inspecteur général de l'agriculture; Pierre Peigné, délégué général du commerce des grands vins de France; Georges Riet, directeur adjoint de l'Office national interprofessionnel des céréales; Jean-Paul Rogé, directeur de l'agriculture et de la forêt des Alpes-de-Haute-Provence; Francis Sence, président du conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales; Jean Stien, directeur de l'Ecole nationale d'industrie laitière de Surgères; Léon Vachet, président de la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

## Redéploiement industriel et commerce extérieur

Est promu commandeur : M. Robert Mitterrand, président d'honneur d'une société.

Sont promus officiers : MM. Antoine Bernheim, banquier associé; Pierre Bertrand, président d'un comité technique à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie; Paul Dupont, président de la chambre de commerce et d'industrie de Pau; M. Suzanne Gourmy, directeur délégué, chargé des relations sociales de la compagnie Oris-Industrie SA; MM. Philippe Lamirault, directeur commercial dans une société.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Boyvier, ancien directeur de société; Jean Couturier, conseil extérieur d'une société; Roger Dessaigne, ancien lampiste aux houillères de Blanz; Michel Dubois, directeur des relations extérieures dans une société; Jacques Dupuy-Castet, ancien directeur dans une compagnie pétrolière; Léon Gaillard, vice-président du directeur d'une société; Daniel Geneste, directeur d'une société; Marcel Gervais, ingénieur en chef des mines; Ivan Glinoux, PDG d'une imprimerie; Jean Gorse, ancien entrepreneur de menuiserie; André Leblond, chef du centre de production nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux à EDF; Roger Leloup, directeur adjoint à Gaz de France; René Levayer, PDG de laboratoires pharmaceutiques; Claude Levy, PDG de société; René Maréchal, directeur d'une succursale de la Banque de France; Pierre Montan-Rouss, président d'honneur de société; Pierre Mosse, ancien vice-président de l'Union nationale des syndicats d'opérateurs de France; M. Claude Nardoux, PDG d'une société de construction de matériaux; Pierre Nardoux, directeur de société; Pierre Richier, PDG d'un groupe de sociétés; Pierre Surtis, PDG de société; Michel Tardien, directeur de la rédaction du Nouvel Economiste.

## PTT

Sont promus officiers : MM. Pierre Favier, ingénieur général; Georges Galland, inspecteur général.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Jacques Allin, directeur départemental adjoint; Jean Arrive, ingénieur général; Maurice Arvo, sous-directeur; Pierre Bargaud, inspecteur général; Gérard Guillet, inspecteur général; Gérard Julien, chef technique à la direction des postes de Nantes; M. Raymond Noël, né Courrier, chef de centre à Reuilly-Malmaison; MM. Gilbert Paulin, directeur départemental; Michel Walter, chef de service des postes à Caen.

## ÉDUCATION NATIONALE

Est promu commandeur : M. Gabriel Riche, professeur à la faculté de médecine de l'université de Paris-VI.

Sont promus officiers : MM. Jacques Mironne, président de l'université de Montpellier; Louis Paoli, chef de service au ministère; Marcel Ruby, professeur au Centre national d'enseignement par correspondance; Michel Soutif, professeur à la faculté des sciences de l'université de Grenoble.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Bianchi, inspecteur général; Hubert Chambard, maître ouvrier retraité; M. Jacqueline Chateigner, conseiller d'administration scolaire et universitaire à Paris-VI; M. Gabriel Coscas, professeur à Paris-XII; M. Jeanne Cottier, épouse Denis, censeur de lycée à Paris; MM. Etienne Courty, inspecteur départemental honoraire; Bernard Frank, professeur au Collège de France; Claude Gambiez, chef de bureau au ministère; Claude Guizot, président de l'ordre des géomètres experts; Claude Jumeauville, professeur de lycée (Gironde); M. Théo Jugu, épouse Brunet, principal de collège à Blois; MM. Yves Lartigue, directeur adjoint du Centre national des œuvres universitaires et scolaires; Pierre Lubet, directeur de l'unité d'enseignement et de recherche des sciences à l'université de Caen; Georges Mailhos, président de l'université de Toulouse-II; Pierre Mazère, président de la manuelle générale de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône; Maurice Jarré, directeur de l'Académie d'Amiens; M. Françoise Mounot, épouse Prevost, maître assistant à l'université de Paris-XI; MM. Marc Nicolai, inspecteur général; Marcel Passot, professeur de collège à Bourg-en-Bresse; Roger Tribouillet, directeur d'école honoraire; André Tullier, directeur de la bibliothèque de la Sorbonne; Modeste Venturi, président des délégués de l'éducation nationale de la Corse; Jean-Paul Ziffo de Maucourdat, proviseur à Lille.

## AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Est promu commandeur : M. Roland Lebel, vice-président d'honneur de l'Union nationale des associations familiales.

Sont promus officiers : M. René Combes, médecin chef honoraire d'une caisse primaire d'assurance-maladie; M. Gladys Gaudin, épouse de Polignac, animatrice d'œuvres sociales.

Sont nommés chevaliers : M. Monique Breuil, administrateur civil hors classe; MM. Jean-Claude Ferrand, vice-président d'une association gestionnaire d'établissements médico-sociaux; René Fresia, trésorier général d'une fédération nationale d'organismes mutualistes; Louis Gaben, secrétaire général d'une œuvre caritative; le pasteur Roger Grosd, président d'un office

départemental de personnes âgées; M. Salomé Hermann, veuve Samuel, ancienne directrice générale d'une œuvre en faveur de l'enfance; M. Charles Salles, médecin; M. Joette Lartigue, épouse Claret, chargée de mission dans une direction départementale des affaires sanitaires; MM. Jacques Lemaire, dit Jacques Demarby, secrétaire général d'une société mutualiste; Jacques Lemaire, médecin conseil; François Meyze, directeur d'un centre médico-psycho-pédagogique; Emile Nieuviart, président de l'Association nationale d'entraide et de prévoyance; Pierre Noblet, président d'une union départementale d'organismes mutualistes; Marcel Ravoux, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie et maintien des travailleurs non salariés des professions non agricoles; Marcel Ribon, vice-président d'une association pour l'insertion des jeunes handicapés; Jean-Paul Schmeider, médecin conseil; Pierre Sernicay, inspecteur général de la Sécurité sociale.

## SANTÉ

Sont promus officiers : MM. René Cozier, agent supérieur; Simon Dreyfus, dit Dreyfus-Legrand, conseiller technique national; Robert Dupont, ancien président de l'Académie nationale de chirurgie dentaire; Raymond Lecoq, administrateur d'une fondation.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Gérard Bonche, directeur d'un centre hospitalier; François Emmanuel, cofondateur et vice-président de Médecine sans frontières; Guy Grapin, professeur à l'UER de Nice; Léon Kamoun, chirurgien honoraire des hôpitaux; Lucien Lange, cadre dans un laboratoire pharmaceutique; Paul Nodet, secrétaire général d'un syndicat hospitalier; René Pichard, médecin chef de service hospitalier; François Paoli, ancien secrétaire fédéral d'un syndicat hospitalier; Philippe de Peretti de la Rocca, médecin chef de service hospitalier; René Paul, médecin chef de service hospitalier; M. Jeanne Pourcin (veuve Avril), médecin inspecteur général de la santé et de la population; MM. Henri Pujol, directeur d'un centre régional de lutte contre le cancer; André Seradimign, médecin-chef de service hospitalier.

## RAPATRIÉS

Est promu officier : M. Abderrahmane Henni, imam à la Mosquée de Paris.

## RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Sont promus officiers : M. Constant Burg, professeur agrégé de biophysique et conseiller d'Etat; Jean-Pierre Serre, professeur au Collège de France.

## Sont nommés chevaliers :

M. Michel Chevalat, journaliste scientifique à l'IFI; M. Michèle Gaudier, épouse Farde, directeur de recherche au CNRS; MM. Jean-Pierre Kahane, professeur d'université; François Kourinsky, directeur de recherche à l'INSERM; Xavier Le Pichon, géologue, professeur à l'université de Paris et à l'Ecole normale supérieure; Pierre Papot, directeur général du CNRS.

## CULTURE

Sont promus commandeurs : MM. Pierre Levy, docteur de lettres, industriel; Charles Vanel, compositeur.

Sont promus officiers : MM. Henri Aulan, cinéaste; Gilbert Bécand, artiste de variétés; Guy Brat, conseiller maître à la Cour des comptes; Maurice Dutoit, président-fondateur du club du Vieux Mansoir; Alexis Rivier, dit Jean Rivier, compositeur de musique.

Sont nommés chevaliers : MM. Vincent Brugère-Trelat, vice-président du Syndicat national de l'édition; Yves de la Chavardière, de la Grandville, dit Yves Bravinville, comédien; Roger Carreau, photographe de films et portraitiste; Jacques Charpy, conservateur en chef de la région Bretagne; M. Françoise Delteil, épouse Verry, dite Françoise Verry, éditrice; MM. Jacques Des Millaud, dit Jacques Hillaud, chef d'orchestre; Robert Grégoire, conseiller spécial auprès de la Commission des Communautés européennes; Jean Hulloit, dit Jérôme Hulloit, directeur d'un théâtre parisien; Maurice Jarré, compositeur et chef d'orchestre; M. Henriette Lebusivich, épouse Gomes, directrice de galerie d'art; MM. François Lesure, musicien; André Lang, maître de Monté-lard; Jacques Sallès, conseiller référendaire à la Cour des comptes; Gérard Schneider, peintre, lithographe; Claude Solhat, directeur des services techniques et commerciaux à la Réunion des musées nationaux; M. Christine Thesmar, épouse Lacroix, danseuse étoile de l'Opéra de Paris et directrice des ballets de Monte-Carlo; M. Eric Westphal, inspecteur général des spectacles.

## Sont nommés chevaliers :

MM. Denis Raymond, président du comité olympique et sportif de la Guadeloupe; Jean-Pierre Rivier, ancien capitaine de l'équipe de France de rugby; Pierre Sarraz-Bournet, conseiller technique et juridique du secours en montagne; Claudius Velle, président d'honneur d'une fédération départementale des clubs Léo-Lagrange.

## JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus officiers : MM. Jacques Grospeiller, ancien directeur des sports au ministère; Jean Lagarde, ancien vice-président d'un comité départemental de basket-ball; Raymond Michel, inspecteur général honoraire de la jeunesse, des sports et des loisirs; Jean Sadoil, vice-président délégué de la Fédération française de football.

Sont nommés chevaliers : M. Denis Raymond, président du comité olympique et sportif de la Guadeloupe; Jean-Pierre Rivier, ancien capitaine de l'équipe de France de rugby; Pierre Sarraz-Bournet, conseiller technique et juridique du secours en montagne; Claudius Velle, président d'honneur d'une fédération départementale des clubs Léo-Lagrange.

## (A suivre.)

502 من الأصل

# JUSTICE

## LE VIOL DANS LE JUVISY-PARIS

### Train de banlieue

« Ils étaient trois », dit-elle. « Blouson bordeaux » lui avait tenu les bras. « Foulard » avait écarté ses jambes. « Crâne rasé » l'avait pénétrée très vite. Sans lui faire mal et sans aller au bout de son plaisir. Elle était écartelée sur la banquette. Son pantalon noir, sa petite culotte et ses chaussures blanches éperpillées ça et là. Il lui avait enlevé son blouson de cuir noir et son T-shirt marin qui ne les gênaient pas.

La train roulait vite. Il y avait du soleil. Et dans le wagon, sept autres voyageurs : « Un vieux monsieur de l'autre côté de l'allée, tout près, deux jeunes filles, un jeune homme, deux Nord-Africains et une silhouette encore. J'ai crié, mais personne n'est venu m'aider. C'était le mercredi 15 mai.

Deux mois ont passé. Le viol est pressé à du Juvisy-Paris, ce train des liches dont on a tant parlé est devenu un récit plein de termes techniques, de jargon juridico-policiers, sur lesquels butent les dix-sept ans de Fabienne. Un récit tant de fois répété, presque automatique, troublé seulement de temps en temps par un afflux de sang qui rose à l'extrême son teint de Normande blonde aux yeux très bleus.

Fabienne est en vacances. Elle a quitté l'Essonne où elle habitait depuis septembre dernier chez son oncle et sa tante et faisait un stage de coiffure égrémenté de cours à Paris, pour retrouver la ville où demeurent ses parents, en Normandie. Une villa de granit gris, volets blancs et hortensias roses. Elle a les mains sur la toile cirée. Le carillon égrène les heures. Un gros chien doux vient quérir une caresse. Fabienne tregard droit dans les yeux.

#### « Je pleurais »

Poésie, très calme en apparence : « Je ne me suis pas trompée : celui que la police a arrêté, c'était celui au foulard qui avait la voix grave. J'en suis sûre, je l'ai reconnu. Et quand je l'ai vu la première fois, quand les policiers ont fait un « tapage », il avait le numéro 5. Je regardais la direction d'une place. Mon oncle a battu très fort. C'était bien lui, et j'ai pleuré sur la poitrine d'un policier. »

Celui à la voix grave, c'est-à-dire Fabienne, Luc Martin, vingt-trois ans, manutentionnaire, qui habitait chez ses parents avant d'être inculpé de viol et écroué à la prison de la Santé à Paris. Et c'est grâce à l'étonnante mémoire des chiffres de Fabienne que les policiers d'Evry l'ont arrêté. Trois jours après le viol, le samedi 18 mai, Fabienne a un éclair : par bribes, un numéro de téléphone lui revient.

Montée à Arpejon ce jour-là à 11 h 47 dans le train 8406, elle arrive à 11 h 54 à Brétigny. C'est là que le train venu de Bourree-sur-Juine raccroche ses wagons à 8406. Le convoi prend alors la direction de Paris. « Les trois jeunes sont arrivés juste après Brétigny. Ils venaient du derrière moi. J'étais assise près de la fenêtre. » « Blouson bordeaux » s'essie à côté d'elle ; « Crâne rasé » juste en face, à côté de lui, celui qu'elle reconnaît ensuite comme étant Luc Martin. Il porte un foulard palestiniens autour du cou et lui demande du feu. Il fume des Camel filtre. Elle tend son briquet. Les trois garçons ont envie de bavarder, de draguer sans doute.

Un avocat obtient sa réintégration au barreau de Valence. — Un avocat, M. Michel Coste, qui avait quitté la profession pendant trois ans, vient d'obtenir de la cour d'appel de Grenoble sa réintégration au barreau de Valence après un refus du conseil de l'ordre de cette ville.

M. Coste, qui avait exercé à Lyon de 1974 à 1981, avait démissionné pour devenir animateur-juriste à la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Drôme. En 1984, il avait quitté ce poste et demandé, au mois de décembre, sa réintégration au barreau de Valence. En mars dernier, il est convoqué par l'ordre des avocats de Valence qui lui reproche essentiellement sa façon de défendre les fermiers alors qu'il n'était plus avocat : son inscription est refusée. La cour d'appel, elle, a estimé que Michel Coste « n'avait pas fait d'honneur » et qu'il « remplissait les conditions légales formelles d'inscription au barreau ».

ERRATUM. — Dans nos informations consacrées aux grâces du 14 juillet (le Monde daté 14-15 juillet), il fallait lire « Onze cents places (et non emplois), inoccupées par défaut de personnel, pourront être utilisées après l'embauche de surveillants. »

ERRATUM. — La corrida est légale dans « les villes de tradition ininterrompue » selon la loi du 24 avril 1951, et non 1851 comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde daté 14-15 juillet.

Fabienne répond à peine, regarde par la fenêtre. Les trois garçons ne cessent de l'interroger : « Où tu vas ? Qu'est-ce que tu fais ? comment tu l'appelles ? Où tu habites ? » et chuchotent entre eux. « Ils avaient l'air de bien se connaître. » Fabienne n'entend pas ce qu'ils disent, seulement, affirme-t-elle, un numéro de téléphone que le garçon au foulard répète à plusieurs reprises.

12 h 08 : On vient de passer Juvisy. Paris n'est plus qu'à treize minutes. Elle a le cœur qui bat lorsque « Blouson bordeaux » essaie de l'embrasser et de la caresser. Elle se lève aussitôt, remasse ses deux sacs — l'un est volumineux, toutes ses affaires de coiffure s'y trouvent. « Blouson bordeaux » la force à se rasseoir. « Alors ils ont été sur moi. Le vieux monsieur s'est bien approché, mais ils ont dit aux gens que s'ils bougeaient, ils les menaceraient. Ils n'étaient pas armés, mais les gens n'ont pas bougé. »

La jeune fille ne se rappelle pas la phrase exacte qu'aurait prononcée ses agresseurs. Juste avant Paris, le train arrive dans un tunnel, les lumières s'éteignent. « Ils m'ont lâchée à ce moment et sont repartis en sens inverse de la marche. Austerlitz, je pleurais. Des voyageurs m'ont demandé si ça allait. J'ai dit oui. Je suis descendue et j'ai couru vers la métro. Ils étaient tous les trois derrière moi. J'avais peur. »

Fabienne arrive à son école de coiffure. Les professeurs voient ses yeux rouges. Elle raconte ce qui lui est arrivé. « On verra ça à la fin du cours », m'a dit mon prof de techno. Puis elle m'a emmenée chez un gynécologue qui m'a prescrit des trucs, je ne sais pas quoi. Une autre prof m'a accompagnée. Mon oncle et ma tante sont rentrés vers 18 heures. On est allé chez leur médecin. Il a fait un certificat et puis on est allé au commissariat ; on nous a envoyés à la gendarmerie. C'était pas là non plus. Alors on est allé au SRPJ d'Evry. J'ai tout raconté et décrit les trois jeunes. Je suis rentrée à la maison à minuit. J'ai mangé et j'ai dormi parce que j'étais épuisée. C'est le samedi que je me suis réveillée. Mon oncle et moi, on a cherché dans l'annuaire. Avec les trois premiers chiffres on a repéré les communes de l'Essonne. On ça pouvait être, et on a trouvé. »

Le jour même, les policiers sont eu courant. Ils tiennent une piste, mais attendent le 4 juin — dix-sept jours plus tard — pour interpellé, à 6 h du matin, toute la famille Martin qui dort paisiblement dans son pavillon. Les policiers retrouvent sans mal le foulard, un blouson (dont le suspect aurait eu tout le temps de se débarrasser et qui ne correspondait pas tout à fait à la description donnée par Fabienne) et Luc, qui ressemble assez au portrait robot dressé par Fabienne. Il fume des Camel. Il reconnaît être allé travailler le 15 mai en prenant le train de Bourree qui a raccroché ses wagons à celui où se trouvait Fabienne. Mais c'est tout.

« Je ne connais pas cette fille, dit-il. Je ne connais personne correspondant au signalement de ses agresseurs. Je n'ai pas pu me trouver dans le même wagon puisque je venais de Bourree-sur-Juine et elle d'Arpejon. Il aurait fallu que je change de wagon à Brétigny et je ne l'ai pas fait. »

Certes, il en avait le temps. Mais pour quelle raison aurait-il décidé,

contrairement à ses habitudes, de changer de voiture ?

M. Yves Corneloup, juge d'instruction à Paris, l'inculpe au terme de la garde à vue le 6 juin, les charges pesant sur le jeune homme lui paraissent suffisantes.

Et on en est là. La parole de Fabienne contre celle de Luc Martin.

#### « J'ai peur qu'on ne me croie pas »

Dans leur pavillon, les parents du jeune homme ne comprennent pas ce qui leur arrive. « Et si ça échouait de tes thèses. » « Et si quelqu'un avait voulu se venger de notre fils en donnant le numéro de téléphone de chez nous ? Et si la fille se trompe ? » Leur fille, ils en sont sûrs, « n'est pas capable d'une chose pareille ». Pour preuve ils montrent ses lettres envoyées de prison qu'il signe « Vive les babs » (les babes cools) et à sème de dessins et de poèmes enfamés sur l'amour et la liberté. Il parle de son idole, Francis Lalanne, dont les posters ornent les murs de sa chambre et dont il vient de rater le concert, attendu depuis des mois, à La Rochelle.

M<sup>me</sup> Martin est infirmière, son mari chômeur depuis plusieurs années à la suite d'un grave accident de la route. Chez eux, c'est un peu l'arche de Noé. On croise une chèvre, sept chiens, un lapin, deux poulets, deux chats. La porte est toujours ouverte aux amis des enfants : « Luc nous

amenait parfois ses petites amies. Il leur arrivait de dormir à la maison. On s'entendait bien. On connaît ses copains. Il n'y a pas de crâne rasé parmi eux. »

Une première demande de mise en liberté présentée par l'avocat du jeune homme, M<sup>re</sup> George Paul-Langevin, a été rejetée. La chambre d'accusation a jusqu'au 28 juillet pour statuer sur l'appel qu'elle a aussitôt interjeté.

En attendant, aucun témoin du viol ne s'est présenté. Le certificat du médecin qui a examiné Fabienne à 18 h 45 le 15 mai note que le jeune fille ne portait aucune trace d'échymose au niveau des membres inférieurs, ni du corps et pas de trace de sperme.

« Blouson bordeaux » et « Crâne rasé » n'ont pas été retrouvés. Luc Martin, lui, ne toujours sa participation au viol. « Même si je reste dix ans en prison, je dirai toujours que ce n'est pas moi. Je n'ai rien fait. Dans le train j'ai dormi. C'est facile de montrer quelqu'un du doigt comme ça et de dire que c'est lui. Comment peut-on se défendre ? »

Fabienne a conscience de la gravité de ses accusations : « J'ai peur, maintenant, quand je prends le train. Mais j'ai surtout peur qu'on ne me croie pas. Si au moins il y avait un témoin, on saurait bien que je ne raconte pas de bêtises. »

Pes de témoin, pas de trace matérielle, pas d'aveu. Parole contre parole.

AGATHE LOGEART.

## Une dizaine de détenus tentent de se mutiner à la prison Saint-Paul de Lyon

De notre correspondant régional

Lyon. — Une dizaine de détenus — dont quatre « meneurs » — ont mis à profit, dimanche 14 juillet à 5 h 30, une altercation avec l'un des surveillants du bâtiment « F » de la prison Saint-Paul pour se retrancher dans un couloir du premier étage d'un secteur qui abrite les détenus - en difficulté psychologique - de la région.

A l'aide du trousseau de clés subtilisé au surveillant, légèrement blessé à une joue, les détenus — qui n'ont formulé aucune revendication précise — ont ouvert plusieurs cellules et saqué deux d'entre elles. Ils devaient incendier quelques objets — le sinistre a été rapidement maîtrisé — puis ils ont élevé une petite barricade à l'aide de matelas dans un couloir.

La tentative de médiation d'un médecin et d'un sous-directeur de l'établissement pénitentiaire ayant échoué, les forces de l'ordre — une centaine d'hommes — sont intervenues, et vers 11 heures, les détenus, dont l'un brandissait une hachette, se sont rendus sans opposer de résistance. De source officielle, on précise que ce mouvement n'a aucun lien avec l'annonce des grâces présidentielles du 14 juillet. Enfin, cette tentative de révolte, bien que suivie avec attention par les détenus mineurs d'un bâtiment voisin n'a à aucun moment fait tache d'huile.

C. R.

## SELON UN SONDAGE IFOP-« LE POINT »

### 52 % des Français estiment que les conditions de détention sont « mauvaises » ou « très mauvaises »

Cinquante-deux pour cent des Français estiment que les conditions de détention dans les prisons sont « plutôt mauvaises » ou même « très mauvaises », affirme un sondage IFOP-Le Point, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent soixante-huit personnes, du 22 juin au 1<sup>er</sup> juillet et publié dans le numéro du 15 juillet de l'hebdomadaire.

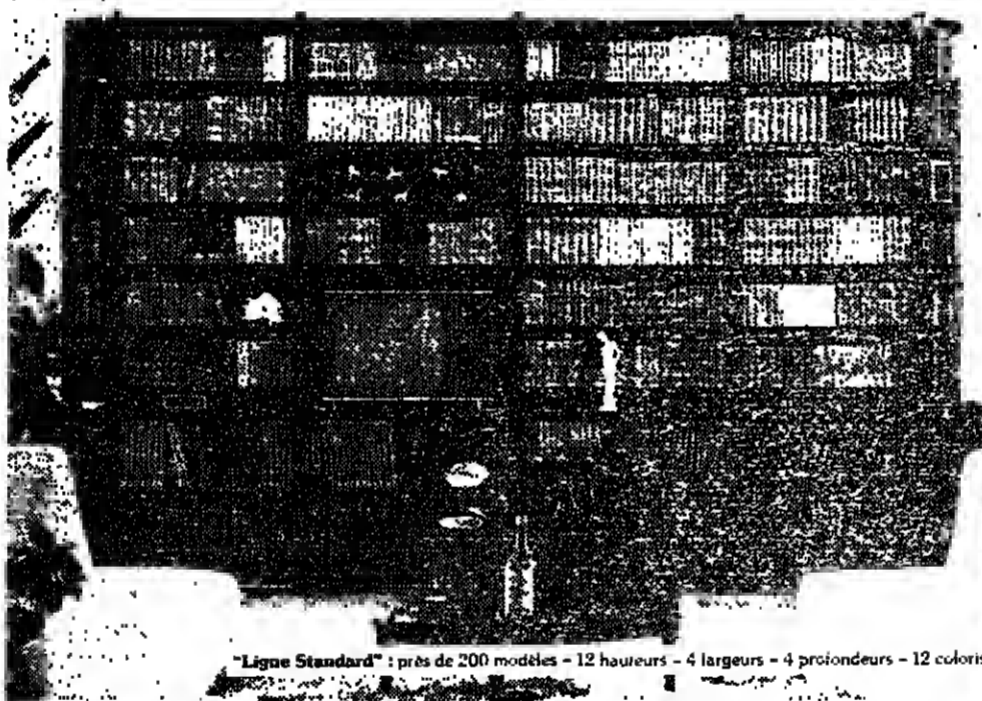
Contre la surpopulation dans les prisons, les Français se prononcent à une très forte majorité (73 %) en faveur des peines de substitution (travail d'intérêt général ou peines-amendes). Les prisons viennent en

lête (29 %) des « équipements dont doit s'occuper en priorité », avant les équipements sportifs (19 %) et les autoroutes (14 %).

Les personnes interrogées estiment également que c'est « l'augmentation de la délinquance » (44 %) qui est responsable de la surpopulation, avant les personnes en détention provisoire (30 %). Enfin, la « meilleure solution pour augmenter le budget des prisons » serait, pour les Français, « une taxe supplémentaire sur les alcools et le tabac » (34 %) et une augmentation des amendes pénales (30 %).

## La maison des BIBLIOTHEQUES

DU MEUBLE INDIVIDUEL... AUX GRANDS ENSEMBLES



"Ligne Standard" : près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 couleurs



#### Bibliothèque "Standard", 170 modèles tout décor - "Ligne Alu 50", l'architecture de notre temps

Ces 2 très beaux ensembles ont été réalisés par la simple juxtaposition de meubles individuels figurant dans notre catalogue (450 modèles - 12 lignes et styles - 53 couleurs, teintes ou essences de bois). Pour composer leurs bibliothèques, nos clients ont chacun choisi les meubles parmi l'infinité de possibilités offertes, en fonction de leurs besoins précis : nombre et format des ouvrages à ranger - dimensions et disposition de l'intérieur à aménager - harmonie de décoration - intégration d'appareils audiovisuels - protection par fermetures de certaines parties de leur bibliothèque.

Projets d'implantation gratuits et immédiats. Crédits et plans de financement. Expéditions franco. Reprise en cas de non convenance. LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES vous offre dans ses magasins ou par correspondance, tous les conseils et les services du grand spécialiste européen du meuble bibliothèque depuis plus de 30 ans, et un choix incomparable pour installer vous-même une vraie bibliothèque, comme vous le voulez, telle que vous la voulez... à des prix imbattables.



"Ligne Contemporaine Alu 50" : 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 4 couleurs

#### 20 magasins exclusifs en France

PARIS 61, rue Froidevaux, Paris 14<sup>e</sup>  
Magasin-rue (rue) du 14<sup>e</sup> à Paris du mardi au samedi de 10h à 19h. (Rue) sans motiver RER Pont de Neuilly - Métro Denfert-Rochereau - Métro Edgar-Quinet - Aubert 24 - 14<sup>e</sup> rue - S.N.C.F. Gare Montparnasse

BORDEAUX 10, rue Bouffard  
tel. (05) 44 31 42

CLERMONT-FERRAND 22, rue C. Gervais  
tel. (03) 93 97 10

DIJON 109, rue Monge tel. (03) 45 12 45

GRENOBLE 69, rue Saint-Lauron tel. (04) 42 55 75

LILLE 68, rue Esquermont tel. (03) 35 04 91

LIMOGES 67, rue Jules-Nouet tel. (05) 29 15 42

LYON 1, rue de la République (Métro Hôtel de Ville - Louis Prud'homme) tel. (7) 828 38 51

MARSEILLE 109, rue Paradis (Métro Edouard tel. (91) 37 61 54

MONTPELLIER 8, rue Sarrasin (près gare) tel. (04) 54 12 42

NANCY 5, rue Pothéon St Michel (face St Etienne) tel. (03) 332 44 24

NANTES 10, rue Gambetta (près rue C. Gervais) tel. (01) 42 55 75

NICE 8, rue de la Boucharde (Vieux-Ville) tel. (04) 93 14 39

POITIERS 42, rue du Moulin à Vent tel. (04) 41 08 46

RENNES 18, rue Emile Zola (près du Musée) tel. (02) 74 56 33

ROUEN 43, rue des Charrettes tel. (03) 71 06 22

SAINT-ETIENNE 41, rue de la Montat tel. (04) 77 51 46

STRASBOURG 11, rue des Bruchers tel. (03) 46 73 78

TOULOUSE 1, rue des Trois-Rois (près place St Sernin) tel. (05) 22 92 41

TOURS 5, rue Henri Barbusse (près des Halles) tel. (04) 11 13 28

ouvert du mardi au samedi inclus

Vente directe par correspondance dans toute la France

La maison des BIBLIOTHEQUES

CATALOGUE GRATUIT

en renvoyant ce bon à :

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

75680 PARIS CEDEX 14

MO 02

Veuillez m'envoyer sans engagement

mon catalogue complet et le TARIF

M. Mlle Mlle

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Numéro de téléphone

Profession

Catalogue par téléphone 24 h sur 24

Repondeur Automatique

(1) 320.73.33

# sports

## FOOTBALL

### Un championnat d'or et d'argent

Trois clubs devaient célébrer, mardi 16 juillet, leur retour en première division à l'occasion de la reprise du Championnat de France de football. Pour le Stade de Reims, il ne s'agit que de continuer une expérience qui avait tourné court, il y a deux ans, en se donnant cette fois de nouveaux atouts, grâce, notamment, à l'arrivée dans ses rangs de l'attaquant Eddy Vooch, en provenance de Waterschei. Tout autres seront les retrouvailles du Havre Athletic Club, doyen des clubs français, qui avait, en 1963, subi l'outrage d'être enlevé en division d'honneur régionale. Mais la première des dix-neuf journées aller et retour du championnat s'annonce plutôt élémentaire pour les « marine et ciel », qui recevront d'abord l'Olympique de Marseille, le seul des trois clubs promus la saison passée à s'être maintenu en division 1. Quant à l'OGC Nice, premier du groupe A du championnat de seconde division 1984-1985, il disputera le privilège d'affronter, à Bordeaux, les champions de France.

Les trois promus n'ignorent pas que les statistiques ne leur accordent qu'une chance sur trois de se maintenir parmi l'élite. C'est ce genre de calcul qu'ont aimé à Bordeaux, où l'on sait que peu de clubs champions de France pendant deux années consécutives ont pu dire : « Jamais deux sans trois ».

Dans l'euphorie du titre européen conquis l'an passé par l'équipe de France, M. Claude Beuz, le président des Girondins de Bordeaux, avait dépensé quelque 18 millions de francs pour s'assurer pendant trois ans les services du Portugais Fernando Chalana, une des vedettes du Championnat d'Europe des nations.

Cet investissement, record des transferts jamais réalisés en France, explique en grande partie la stabilité de l'effectif dont disposera, cette saison, l'entraîneur Aimé Jacquet. Chalana gardé à demeure, malgré quelques velléités de prendre le large (vite calmées par le président Beuz), on s'est contenté, pour l'essentiel, d'échanger un joueur allemand contre un autre : Dieter Müller, qui souhaitait partir pour des raisons familiales, a été remplacé par le solide attaquant du Werder de

Brême Uwe Reinders. La formation girondine semble promise à un nouveau titre national et paraît enfin mûre pour un destin européen, après avoir été stoppée, l'an dernier, au stade de la Coupe des champions par la Juventus de Michel Platini.

#### Aucun frémissement

Pour autant qu'on puisse en juger, les dauphins de Bordeaux n'ont guère changé depuis la saison dernière. Victorieuse de la Coupe de France, l'AS Monaco, malgré la perte de son défenseur Yves Le Roux (Nantes), voit toujours depuis son nouveau stade Louis-II l'avenir « assuré », sinon assuré. Il faudra, en revanche, attendre les premières sorties de l'équipe nantaise pour évaluer le parti que pourra tirer le champion de France 1983 des modifications apportées à sa composition. Tout porte cependant à croire que les départs de Boess (RC Paris), de Bihard et de Poullain (Paris-SG) devraient être compensés par les arrivées de Le Roux et surtout de Jorge Burruchaga, le coéquipier de Diego Maradona dans l'équipe d'Argentine, qui constituera sans doute avec José Touré un tandem de choc en milieu de terrain.

Paris SG, sous la houlette de son nouvel entraîneur, Gérard Houllier, Auxerre et Toulouse ont encore droit cette année au rôle d'outsider. Dans cette saison capitale, puisqu'elle conduira au printemps prochain à la Coupe du monde au Mexique, pour laquelle l'équipe de France a déjà engrangé suffisamment de points pour espérer se qualifier, le football français semble n'être agité d'aucun frémissement. A peine a-t-on remarqué que deux hommes, Henri Michel et le Lyonnais Jean Fournet-Fayard, ont pris discrètement fonction en lieu et place de Michel Hidalgo et Fernand Sastre, précédemment sélectionnés de l'équipe de France et président de la Fédération française de football.

Toujours solide à la présidence de la Ligue nationale de football, Jean Sadoul est les de précher la rigueur à ses ouailles. Douze nouveaux joueurs étrangers avaient franchi les

frontières françaises à la reprise du championnat l'an dernier. Ils sont déjà quinze cette année, le dernier arrivé étant l'international néerlandais Pierre Vermeulen, qui a signé un contrat de trois ans avec le Paris SG. Et la période des transferts ne sera close qu'en septembre.

Le déficit cumulé des clubs français de première division était évalué la saison dernière à près de 100 millions de francs. Jean Sadoul reconnaît qu'il doit aujourd'hui avoisiner 150 millions. Bouée de sauvetage temporaire, la publicité a fait de Jean-Claude Darmon l'homme providentiel du football français. Nommé récemment directeur national de la promotion à la Ligue et à la Fédération, il a pris sous sa coupe la plupart des clubs de la première division.

#### Les poisons de la publicité

Les panneaux publicitaires fleurissent désormais sur les stades chaque fois qu'une caméra de la télévision est mise en batterie, pour le plus grand trac de la Haute Antenne de la communication audiovisuelle. Dans son rapport annuel, celle-ci remarque que « le prix d'un emplacement publicitaire en bordure de terrain peut être décuplé à l'occasion des retransmissions télévisées », et que cette plus-value n'est à aucun moment prise en compte dans les conventions entre les organisateurs et les diffuseurs. « Il est nécessaire de donner un coup d'arrêt à cette évolution », ont conclu les rapporteurs, en suggérant que la publicité véhiculée par les retransmissions sportives soit réglementée, « votre tarif ».

Tout cela n'empêche pas les négociations entre les chaînes de télévision et les responsables du football d'aller bon train. Non plus que les stades de continuer à se vider : pertes de cent quinze mille entrées par rapport à l'année précédente. Les sondages d'opinion montrent une propension de plus en plus marquée des Français à rester devant leur poste de télévision. « La retransmission en direct d'un match du championnat nous assure une excellente écoute, comparable à celle de la première diffusion d'un film », reconnaît Charles Biétry, le

« patron » des sports de Canal Plus, qui vient de signer un contrat de trois ans portant sur la retransmission par la chaîne à péage de vingt-cinq matches de championnat par saison.

Deux autres négociations sont en cours, l'une pour la reconduction des accords « exclusifs » entre TF 1, la chaîne du football, et la Ligue, l'autre pour le partage entre les trois chaînes du service public des retransmissions des matches de Coupe d'Europe, de Coupe de France ainsi que des rencontres internationales. Christian Quidet, le chef des sports d'Antenne 2, promet de faire de « Numéro 10 », toujours animé par Michel Platini, un véritable magazine du football, dont les douze émissions prendront place le jeudi vers 22 heures, au lendemain des Coupes d'Europe. TF 1 reste fidèle au poste avec « Téléfoot », déplacé au samedi, de 12 heures à 13 heures, à partir du mois de septembre, et grâce à ses soirées « mltifoot » dont le nombre fait l'objet de délicates tractations. Jean Sadoul demeure préoccupé par le désert qui gagne les stades français.

Reste que le football a au moins trois raisons de retrouver un équilibre financier. La première est que le gouvernement s'est engagé à annuler la taxe Mazaud sur les spectacles sportifs, ainsi que le rappelle le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Cette mesure équivaudrait à une économie de quelque 30 millions de francs pour le football. En second lieu, la nouvelle formule du Loto sportif, « plus simple, plus régulière et moins cher », qui devrait débiter le 14 septembre, accordera une priorité au football. Dans cette perspective, les matches du championnat seront décalés du vendredi au samedi, et une douzaine de journées seront disputées le mercredi. Enfin, au sortir du championnat, le 19 avril, les internationaux entraveront peut-être au Mexique un nouvel élan. Ni Henri Michel, le sélectionneur national, ni Michel Platini, le capitaine des Bleus, ne sont prêts à l'oublier.

YAN LIEUTAUD.

## ATHLÉTISME

### Bubka plane à 6 mètres

La réunion d'athlétisme de Paris, samedi 13 juillet au stade Jean-Bouin, avait jusqu'à présent progressé calmement. Avec un plateau beaucoup plus riche qu'à l'habitude (Cruz, Decker ou Maree) et tenant pour une fois ses promesses, mais aussi avec son organisation très lèche et parfois abusive, une panne de courant venant par exemple priver certains athlètes d'un très bon temps en raison de la défaillance du chronométrage électronique. Et puis Sergueï Bubka, inscrit presque à la dernière minute, fit plier la barre à 6 mètres, soit 6 centimètres de plus que son record du monde du saut à la perche après avoir commencé son concours à 5,70 mètres passés au premier essai comme en se jouant.

Le jeune Soviétique échoua assez nettement à ses deux premières tentatives par manque de vitesse. La troisième fut la bonne : il plaça son immense levier de toute sa formidable puissance et s'envola à l'athlétisme. Tout à fait inconnu quand il devint le champion du monde à Helsinki en août 1983, Bubka, né le 2 décembre 1963 à Donetsk, est donc devenu le premier homme à franchir 6 mètres avec l'aide d'une catapulte un an jour pour jour après avoir été le premier à passer 5,90 mètres. « Le 13 me porte bonheur », a commenté Bubka, qui a établi son cinquième record du monde en deux ans.

Les Français Pierre Quinon et Thierry Vigneron, médaillés d'or et de bronze aux Jeux de Los Angeles, absents à Paris devaient retrouver celui que leur entraîneur, Jean-Claude Perrin, appelle « le mer-tien », mardi soir 16 juillet, à la réunion du « Nikolaï » à Nice.

DOMINIQUE SIMON.

## RAFTING

### Dix-sept radeaux sur l'Isère

De notre envoyé spécial

Les Arcs. — Naguère contestés pour leur influence sur l'aménagement de la montagne, les Arcs sont devenus sous l'impulsion d'Alain Gaimard la station phare en matière de nouveaux sports de glisse. Après le surf des neiges et le kilomètre lancé à ski, c'est le « rafting » qui a été lancé sur la haute Isère par son équipe de « skieurs-cascadeurs ». Il s'agit de descendre des rapides sur des radeaux pneumatiques. Importés des États-Unis et du Canada, cette pratique a connu un développement rapide sur toutes les rivières françaises adaptées au canoë-kayak.

C'était essentiellement l'occasion d'un défilé mouvementé pour touristes en mal de sensations. La formation d'un trîème organisateur-promoteur-commanditaire, focalisé sur cette nouvelle activité, a permis d'organiser un premier Grand Prix disputé du 12 au 14 juillet, par dix-sept équipages en une reconnaissance, une manche de qualification et la course proprement dite. Fortement promotionnelle, cette épreuve a réuni de nombreuses personnalités du « snow-business ». Toutefois, au-delà de l'aspect mondain, la qualité sportive de l'épreuve a été assurée par l'équipe de France de canoë-kayak championne du monde de descente de rivières — Zok, Ponchon, Daval, Madore et les frères Durant — qui a le mieux maîtrisé les 25 mètres cubes/seconde de débit de l'Isère sur 24 kilomètres, pour devancer de 19 secondes le bateau de l'UCPA (Union des centres de plein air) et de 27 secondes celui de l'AN Rafting qui fournissait les embarcations.

« Ce type d'épreuve, nous a dit le délégué général de l'UCPA, doit permettre au public, qui habite généralement à du mal à accéder aux berges des rivières au moment des courses, de découvrir les sensations du canoë et du kayak dans les rapides. C'est le type même de sport, comme les courses de marathon, qui est appelé à connaître un grand succès car les spécialistes et les néophytes peuvent se retrouver sur la ligne de départ avec le même plaisir ».

ALAIN GIRAUDO.

## CYCLISME

### LE TOUR DE FRANCE

### Hinault, le pathétique en plus

On avait pu craindre le pire après la chute de Bernard Hinault à l'arrivée de la quatorzième étape Autrans-Saint-Etienne remportée par le Colombien Luis Herrera. Non seulement le favori du Tour a bien réagi, mais, de plus, il s'est joué de son opposition, dimanche 14 juillet, au cours de l'étape Saint-Etienne-Aurillac marquée par une longue échappée victorieuse de l'Espagnol Chozas sur les pentes du pays Mary.

#### De notre envoyé spécial

Aurillac. — Le cours Fauriel, à Saint-Etienne, capitale de la bicyclette, est un lieu célèbre du sport cycliste, mais aussi l'un des plus redoutables. On ne compte plus les chutes qui s'y produisent : Mercier, Guinard, Michel Laurent, Bernaud, peuvent en témoigner. Bernard Hinault vient d'en faire la douloureuse expérience. Lui qui, précisément, ne tombait jamais.

Victime d'une fracture nasale, blessé de surcroît au cuir chevelu, il a néanmoins repris la route pour nous offrir l'image du capitaine courageux et non pas celle du champion diminué. Une image conforme à son tempérament, qui exprime sa qualité majeure.

#### Le sang fait peur

Il a souffert, n'en doutons pas, durant cette rude étape avaragante — 237 kilomètres, des côtes interminables et un soleil de plomb — cependant, il n'en a rien laissé paraître. Au contraire, il s'est efforcé de prendre des initiatives au lieu de subir les événements. Il a roulé en tête du peloton, il a forcé l'allure dans les secteurs difficiles et il s'est même échappé avec Joël Pelletier, le jeune qu'il avait rappelé à l'ordre quelques jours plus tôt.

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus de sa ténacité, de son intelligence de la course ou de son autorité. L'éloge de sa volonté n'est plus à faire, et sa maîtrise constitue l'un de ses principaux atouts. Mais dans cette étape décisive pour lui, il a engagé — et gagné — une partie de poker contre une opposition déconcertée, sinon résignée. Il est vrai qu'un champion digne de ce nom doit pouvoir se comporter de cette façon lorsque les circonstances l'exi-

gent : tromper l'adversaire fait partie de la stratégie du coureur cycliste. En fait, le leader du Tour n'a jamais été mis en difficulté. Il a contrôlé la course en permanence, il a su en imposer à ceux qui voulaient l'attaquer, bref, il est resté maître de la situation et, s'il a laissé partir Chozas, c'est que l'Espagnol ne le menaçait pas directement au classement général.

La manière dont il a analysé son comportement aussitôt descendu de bicyclette, sa lucidité et la pertinence de ses propos confirment son triomphe. Cet homme, qui ne craint rien, sauf la faule et les micros, n'a sans doute jamais été aussi bon que dimanche à Aurillac face aux journalistes devant les caméras de la télévision. On lui demande ce qu'il a pensé lorsqu'il est tombé : « J'ai pensé que je ne perdrais pas de temps puisque le dernier kilomètre est fort heureusement neutralisé. Cela ne m'a permis de me ressaler. Je n'avais pas besoin de me presser. Si la chute s'était produite avant la flamme rouge, j'aurais repris immédiatement mon vélo pour terminer la plus vite possible ».

N'a-t-il pas trop appréhendé la traversée du Massif Central ? « Non, car les soins que j'ai reçus, et notamment un rayon laser, m'ont fait beaucoup de bien. J'ai pu respirer à peu près normalement. C'était l'essentiel ».

Le public lui a-t-il témoigné de la sympathie et l'a-t-il encouragé tout au long de la route ? « Cela se comprend. Les images de mon accident et de mon visage couvert de sang l'ont impressionné. Le sang fait peur... », répond un Hinault qui demeure, désormais, dans le pathétique.

JACQUES AUGENDRE.

## ESCALADÉ

### Les « premiers » après les « premières »

Les premières compétitions d'escalade d'Occident viennent de se dérouler à Bardonecchia, dans la province de Turin. De telles épreuves sont organisées régulièrement depuis plus de dix ans en Pologne, en Tchécoslovaquie et surtout en URSS. A l'est, l'escalade est un sport comme les autres. Mais cette idée se heurte à de nombreuses oppositions dans les pays où l'on grimpe en « libre ».

Depuis sa naissance, voilà une centaine d'années, l'alpinisme acrobatique entendait se détacher des lois sportives et sociales communes. L'activité musculaire se doublait d'une recherche spirituelle ou se voulait telle. De la communion avec Dieu ou la Nature ou passant par celle avec soi-même, chacun a inscrit ce qu'il entendait dans cette pratique : la seule règle était la réussite et la sensation de victoire, la preuve d'excellente écoute, comparable à celle de la première diffusion d'un film », reconnaît Charles Biétry, le

années 30, après ses grandes premières, écrit un livre intitulé *Alpinisme et compétition*, ouvrage qui fit scandale mais recueillit un large courant de sympathies ? Les Alpes, juste avant la deuxième guerre mondiale, n'ont-elles pas été le théâtre de compétitions nationales acharnées auxquelles participèrent des Français ? Le problème, même excellent, a toujours existé. Mais à la notion de « première » d'un sommet, d'une face, d'une voie, ou hiver, en « solo » — s'est substituée celle de « premier ».

Cette volonté de hiérarchisation est une des principales pierres d'achoppement pour la majorité des grimpeurs français. Si les Italiens n'ont pas connu de problèmes éthiques pour organiser une compétition très officielle, soutenue notamment par la région alpine, c'est de même dans l'Hexagone. Les compétitions prévues le 12 mai 1985 au Saussou, dans la région parisienne, et le 21 juin à Chamonix ont été annulées. Après trois ans de débats, sondages et études qui auraient dû lever les obstacles, les commanditaires — grands magasins et revues spécialisées — ont renoncé au dernier moment. Pourquoi ? Parce que dix-neuf des meilleurs grimpeurs nationaux se sont élevés avec virulence dans un manifeste contre le caractère « inévitable » de la compétition. Pour eux l'escalade devait rester un « refuge face à certains archétypes de notre société, une

opposition à tous ces sports jugés, arbitrés, chronométrés, officiels et trop soumise à l'étatisme (...) car grimper est, avant tout, une recherche personnelle ».

Les signataires du manifeste reprochaient aussi aux instances officielles — la Fédération française de la montagne, et M. V. Ballu, « M. Moutat » auprès du gouvernement — un manque de concertation. Ces derniers n'ont en effet recensé qu'une petite minorité favorable à la compétition, mais avaient estimé qu'ils ne pouvaient la leur interdire.

Après ces problèmes éthiques, différents problèmes d'ordre pratique ont aussi fait reculer les organisateurs confrontés à la protection des sites concernés et à l'élaboration des critères de classement. Le plus difficile à contourner est celui de l'argent. A-t-on le droit d'en gagner grâce à l'escalade, activité vouée à « la conquête de l'infini » ? Dans un dernier numéro, le *Revue du Club alpin français*, s'est interrogé : ne s'agit-il pas là d'une « marche forcée imposée de l'extérieur sous la pression d'intérêts particuliers et commerciaux » ? Pourtant certains grimpeurs, et non des moindres, tels Patrick Edlinger ou Eric Escoffier, sont favorables à la compétition alors même qu'ils n'ont aucun besoin pour vivre, faisant fructifier leur talent par ailleurs. Leur souhait est notamment de rétablir une certaine objectivité au sein du microcosme des grimpeurs, où chacun

peut se prétendre le meilleur sans qu'on puisse le contredire.

De plus, selon eux, la compétition permettrait aux jeunes grimpeurs de se consacrer à plein temps à leur passion sans consentir à des sacrifices financiers.

Bref l'opposition des deux camps est telle qu'en France il faudra se contenter — en attendant une nouvelle évolution — de simili-épreuves, sans enjeu, et affabliées de noms tels que « rassemblement » ou « démonstration ».

#### Un acrobate allemand

La compétition de Bardonecchia n'aura pas connu ces vicissitudes. Rares auront été les contestataires. Des appuis officiels, un gros budget bouclé par de grandes marques d'articles sportifs, auront permis une organisation sans faille quoique bon enfant, et l'inscription de soixante-dix-sept grimpeurs de différents nationalités. Parmi eux soixante ont été sélectionnés, les personnalités invitées ayant été retenues d'office. On notait hélas ! la quasi-absence des pays de l'Est, représentés simplement par un figurant yougoslave. Les quatre épreuves se sont déroulées dans des voies non reconnues, sur deux jours : trois épreuves de difficultés croissantes (maximum 7 B), « à vie », dans un temps limité de quarante minutes par 30 mètres, avec une importante note de style, plus une épreuve de vitesse pure (en 5+) sur le modèle soviétique.

Un prix était attribué pour chaque discipline par un jury présidé par le prestigieux Riccardo Cassin, vainqueur de la Walker, grand prix pour le classement général. Un homme aura accaparé tout les honneurs, y compris celui de la catégorie des moins de vingt ans : Stefan Glowacz, un Allemand de l'Ouest. Ce jeune prodige s'est même permis le luxe en plein passage, de sortir une brosse à dents pour nettoyer — un peu de poussière !

Quant aux Français, bien que leur participation ait été relativement réduite, ils ont obtenu le reste du podium et bon nombre des places d'honneur. Jacky Godoffe 2<sup>e</sup>, Thierry Renault 3<sup>e</sup>, Didier Rabou-ton, un jeune inconnu, 4<sup>e</sup>, Alexandre Dubocq, 6<sup>e</sup> : un beau tir groupé. Et chez les dames, Catherine Destivelle, qui avait pourtant signé le manifeste des dix-neuf, s'est imposée. C'est dire que, en dépit de toutes les résistances, la compétition est bel et bien partie.

STÉPHANE DEWEZE.

## Automobilisme

### CHAMPIONNAT DU MONDE

#### D'ENDURANCE

1. Hans-Joachim Stuck (RFA), 2. Derek Bell (Ang.), Porsche-962, 5 h 23 m 0 s 68 ; 2. Massimo Sigala (Ita.), et Oscar Larrauri (Arg.), Brn-Porsche, à deux tours ; 3. Klaus Ludwig (RFA) et Paolo Barilla (Ita.), Kremer-Porsche, à quatre tours ; 4. Bob Wollek (Fra.) et Mauro Baldi (Ita.), Lancia, à quatre tours ; etc.

#### Cyclisme

### TOUR DE FRANCE

Quatorzième étape : Autrans-Saint-Etienne (179 km). — 1. Luis Herrera (Col., Varis), à 4 h 56 m 32 s ; 2. Ludo Peeters (Bel.), à 47 s ; 3. Greg Lemond (E-U), m. t. ; 4. Robert Forst (Fra.), à 5 s ; 5. Eddy Schepers (Bel.), m. t. ; 6. Paul Wellens (Bel.), m. t. ; 7. Pedro Delgado (Esp.), m. t. ; 8. Robert Millar (G-B), m. t. ; etc.

Quinzième étape : Saint-Etienne-Aurillac (237,5 km). —

## LES RÉSULTATS

### 1. Eduardo Chozas (Esp., Reynolds), 7 h 8 m 42 s ; 2. Ludo Peeters (Bel.), à 9 m 51 s ; 3. Sean Kelly (Irl.), à 9 m 54 s ; 4. Greg Lemond (E-U), m. t. ; 5. Jean-Philippe Van den Brande (Bel.), m. t. ; 6. Leo Van Vliet (P-B), m. t. ; 7. Adrie Van der Poel (P-B), m. t. ; 8. Bernard Hinault (Fra.), m. t.

Classement général provisoire. — 1. Bernard Hinault (Fra.), 77 h 49 m 59 s ; 2. Greg Lemond (E-U), à 3 m 32 s ; 3. Stephen Roche (Irl.), à 6 m 26 s ; 4. Sean Kelly (Irl.), à 7 m 26 s ; 5. Steve Bauer (Can.), à 8 m 23 s ; 6. Phil Anderson (Aus.), à 8 m 33 s ; 7. Eduardo Chozas (Esp.), à 8 m 55 s.

### TOUR DE FRANCE FÉMININ

Deuxième étape : Serrières-Saint-Etienne (65,5 km). — 1. Jeannie Longo (Fra., A.), 2 h 7 m 6 s ; 2. Maria Canins (Ita.), 2 h 7 m 35 s ; 3. Carol Rogers-Dunning (E-U, A.), 2 h 7 m 39 s ; 4. Petra Stueber (RFA), à 1 m 38 s ; 5. Wang Li (Chi.), m. t. ; 6. Janelle Parks (E-U,

« B »), m. t. ; 7. Phyllis Klines (E-U, « B »), m. t. ; etc.

### Classement général à la fin de la première partie. — 1. Maria Canins (Ita.), 23 h 32 m 9 s ; 2. Jeannie Longo (RFA), à 13 m ; 3. Phyllis Klines (E-U, « B »), à 22 m 6 s ; 4. Céline Odin (Fra., « A »), à 23 m 1 s ; 5. Dominique Damiani (Fra., « A »), à 24 m 25 s ; etc.

## Escrime

### CHAMPIONNATS DU MONDE

#### (A Barcelone)

Fleuret masculin. — 1. Mauro Numa (Ita.) ; 2. Andrea Cipressa (Ita.) ; 3. Harald Klein (RFA) ; etc.

Fleuret féminin. — 1. Cornelia Hanisch (RFA) ; 2. Sabine Buschoff (RFA) ; 3. Patricia Isparraciari (Ita.) ; 4. Pascale Triquet-Hachin (Fra.) ; etc.

## Tennis

### TOURNOI DE GTAAD

Finale. — Yessy (Sud) b. Maurer (RFA), 6-4, 1-6, 7-5, 6-3.

## reprises

Le jeune Soviétique échoua assez nettement à ses deux premières tentatives par manque de vitesse. La troisième fut la bonne : il plaça son immense levier de toute sa formidable puissance et s'envola à l'athlétisme. Tout à fait inconnu quand il devint le champion du monde à Helsinki en août 1983, Bubka, né le 2 décembre 1963 à Donetsk, est donc devenu le premier homme à franchir 6 mètres avec l'aide d'une catapulte un an jour pour jour après avoir été le premier à passer 5,90 mètres. « Le 13 me porte bonheur », a commenté Bubka, qui a établi son cinquième record du monde en deux ans.

## PARCOURS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Le jeune Soviétique échoua assez nettement à ses deux premières tentatives par manque de vitesse. La troisième fut la bonne : il plaça son immense levier de toute sa formidable puissance et s'envola à l'athlétisme. Tout à fait inconnu quand il devint le champion du monde à Helsinki en août 1983, Bubka, né le 2 décembre 1963 à Donetsk, est donc devenu le premier homme à franchir 6 mètres avec l'aide d'une catapulte un an jour pour jour après avoir été le premier à passer 5,90 mètres. « Le 13 me porte bonheur », a commenté Bubka, qui a établi son cinquième record du monde en deux ans.

## Une «rév

Le jeune Soviétique échoua assez nettement à ses deux premières tentatives par manque de vitesse. La troisième fut la bonne : il plaça son immense levier de toute sa formidable puissance et s'envola à l'athlétisme. Tout à fait inconnu quand il devint le champion du monde à Helsinki en août 1983, Bubka, né le 2 décembre 1963 à Donetsk, est donc devenu le premier homme à franchir 6 mètres avec l'aide d'une catapulte un an jour pour jour après avoir été le premier à passer 5,90 mètres. « Le 13 me porte bonheur », a commenté Bubka, qui a établi son cinquième record du monde en deux ans.

502 من الأصل

## Le Monde ECONOMIE

### Entreprises françaises contre entreprises allemandes : un match inégal

LES résultats des sociétés se sont redressés au cours des dix-huit derniers mois. Cependant cette spectaculaire remontée s'accomplit après une éboute non moins spectaculaire, avec un creux que l'on peut qualifier d'historique en 1981. Pour les chefs d'entreprise, le mieux constaté à partir de 1984 ne peut leur servir, dans un premier temps, qu'à combler un retard considérable. Ils invoquent volontiers la situation de leurs concurrents étrangers qui n'ont pas eu à remonter une telle pente.

Pour vérifier la valeur de ces comparaisons, le CNPF, en la personne de son vice-président, M. Guy Brana, a demandé à la Banque de France et à la Bundesbank de lui fournir une étude

sur l'évolution des résultats et des structures de financement des entreprises françaises et allemandes de 1978 à 1983.

L'analyse a porté sur 5 600 entreprises françaises et 9 000 entreprises allemandes à structures comparables. L'élément déterminant qu'elle fait apparaître, et que l'on découvre dans les tableaux que nous publions, a trait aux charges financières. Les entreprises françaises ont dû recourir beaucoup plus massivement que leurs concurrentes aux emprunts. Alors que leur endettement représentait déjà 71,6 % du passif en 1978, il progressait de 7,5 % en cinq ans. Pendant ce temps, il diminuait de 5,3 % en Allemagne, où ce ratio ne repré-

**Livrées de plus en plus à la concurrence étrangère, les entreprises françaises ont souffert de leur trop grand endettement. Ce n'était pas le cas des entreprises allemandes.**

sentait pourtant que 51,9 % en 1978. A cela s'est ajouté le poids des taux d'intérêt qui, en moyenne, ont été deux fois plus élevés en France. De façon corrélatrice, les fonds propres ont diminué de 27,7 % contre seulement 6 % en Allemagne.

L'investissement ne pouvait que suivre cette pente : il baisse de 22,7 % en France en cinq ans, et seulement de 8,4 % en Allemagne, toujours selon le panel des deux banques centrales.

Pourquoi de tels écarts ? On peut avancer deux explications. La première est que les deux pays n'abordaient pas le second choc pétrolier de 1979 dans les mêmes conditions. A la fin des années 70, la RFA bénéficie d'un excédent extérieur structurel qui va lui permettre, à terme, d'équilibrer sa balance courante, bien que sa facture pétrolière ait augmenté de 45 % en un an. La France, au contraire, a vu ses exportations se ralentir du fait du tassement de la demande extérieure. Parallèlement, c'est la deuxième explication, l'Allemagne restreignait sa demande intérieure, ce que la France ne parvenait pas à faire valablement avant 1983, et encore, dans une moindre mesure. En fin de compte, le pouvoir d'achat des ménages français a augmenté de 4,6 % au

cours des trois dernières années (1981-1982-1983) alors qu'il chutait de 3,6 % outre-Rhin. Un écart de 8 points.

Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (% par rapport à l'année précédente)

	France	Allemagne
1979	+1,6	+3,8
1980	-0,2	+1,7
1981	+2,8	-0,4
1982	+2,5	-2,7
1983	-0,7	-0,5
1984	-0,7	+0,8

Bénéficiant d'une meilleure intégration à l'environnement international, s'étant resaisie à temps et en meilleure concordance avec les autres pays industrialisés, l'Allemagne a su réagir plus vite à la crise. Or, le retard pris par la France est d'une grande importance. L'industrie est en effet l'élément déterminant de l'équilibre de son commerce extérieur. Les comptes de la nation pour 1984 montrent que le solde positif de l'industrie a été trois fois et demie plus important que celui de l'agro-alimentaire (tandis que le solde énergétique était négatif de 187,3 milliards de francs).

Mais ces résultats, pour aussi satisfaisants qu'ils soient, restent

fragiles. La forte progression du solde industriel en 1984 (+63 % en valeur par rapport à 1983) s'explique en grande partie par les biens d'équipement professionnels (32,9 milliards de francs) et par le matériel militaire (31,3 milliards). Et parmi les biens d'équipement professionnels, on note le poids d'Airbus, 44 appareils ayant été vendus contre 33 l'année précédente (1). L'INSEE note enfin que l'excédent tient aussi au peu de progrès de nos importations

en bien d'équipement, ce qui revient à dire que la reprise des investissements est restée modeste, la raison principale étant que les entreprises ont préféré, jusqu'à maintenant, se désendetter.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Le solde des biens d'équipement a augmenté de 10 milliards de francs en 1984, et les ventes d'Airbus ont rapporté à milliards de plus qu'en 1983.

#### STRUCTURES DU PASSIF (En pourcentage du passif)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Fonds propres	25,9	25,7	24,3	22,5	19,7	18,7
Provisions	2,5	2,5	3	3,2	3,6	4,3
Capitaux empruntés	71,6	71,8	72,7	74,3	76,7	77

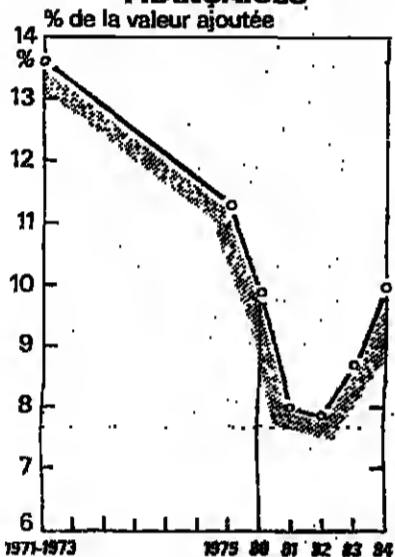
#### STRUCTURES DE L'ACTIF (En pourcentage de l'actif)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Equipements	23,8	22,7	21,7	20,4	19,2	18,4
Immobilisations financières	10,5	10,3	10,6	10,3	9,7	9,8

#### RÉSULTATS D'EXPLOITATION (En pourcentage de la production)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Charges financières	2,8	2,6	2,9	3,3	3,4	3,3
Excédent de l'exercice	+2,3	+0,1	-0,3	+0,9	-2	-1,9
Capacité d'autofinanc.	6,6	5,7	5,3	4,8	4,1	4,5

#### ÉPARGNE BRUTE DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES



L'épargne brute est ce qui reste à l'entreprise, après paiement des charges salariales, des dividendes, des intérêts et des impôts directs d'Etat, pour assurer ses actifs physiques ou financiers. Selon M. Guy Brana, vice-président du CNPF, au taux de 12 à 14 % est nécessaire pour assurer convenablement des investissements. Le graphique montre bien l'effacement des capacités d'investissement en 1981 et en 1982. En 1984, le taux d'épargne revient tout juste au niveau de celui de 1980.

(Source : comptes de la nation)

## Une « révolution verte » en Afrique noire ?

« TROP, c'est trop. » En une quinzaine d'années, malgré une aide étrangère considérable, deux états africains ont frappé de nombreux pays au sud du Sahara. Ne pourraient-ils donc pas faire leur révolution verte comme les Asiatiques ? Chez ces derniers, à quelques exceptions près, les greniers sont pleins (1), et permettent d'éviter les désastres du passé, même si la sous-alimentation n'a pas disparu partout.

Il existe certes des différences entre les deux continents. Ainsi les étendues de type sahélo-saharien sont peu répandues en Asie. L'Afrique tropicale abrite une plus large proportion de sols pauvres et anciens, en général des plateaux, et moins de ces belles plaines alluviales qui constituent les greniers du sous-continent indien, de l'Asie du Sud-Est et de la Chine. Néanmoins, ces différences ne répondent pas à notre question.

#### Un système traditionnel dépassé par la population

Prenez des plateaux géographiquement comparables en Inde et en Afrique (Zimbabwe, Zambie, Katanga...). Sur les premiers, l'agriculture fait vivre des populations d'environ 200 habitants au kilomètre carré, contre quelques dizaines ou moins sur les seconds (2). Il tombe sous le sens que, mis à part les territoires à haut risque comme au Sahel (pluies très faibles et incertaines), d'immenses étendues pourraient nourrir une population très supérieure à celle d'aujourd'hui, et c'est ici qu'interviennent les techniques.

L'essartage demeure très important en Afrique noire. Le paysan brûle un coin de forêt ou de savane, cultive à la houe pendant un an ou deux, puis va plus loin. Cette technique itinérante sur brûlis n'a rien de « primitif ». Les paysans n'agissent pas au hasard, ils tiennent compte des sols, cultivent différentes plantes

en mélange. Seul inconvénient, lorsque la densité au kilomètre carré approche les 50 habitants, le système s'effondre : les temps de jachère (dix à vingt ans dans le passé) se réduisent avec risque d'appauvrissement des sols. De plus, la houe ne permet d'attaquer que des sols relativement légers, ce qui réduit les possibilités de manœuvre.

Autre handicap, le manque de traditions dans les techniques d'irrigation par canal ou par puits. Les récoltes ne dépendent que des pluies, parfois décevantes. Elles ne sont pas possibles en saison sèche.

En comparaison, les Asiatiques jouissaient, avant leurs récents progrès, de techniques traditionnelles beaucoup plus productives, qui expliquent, entre autres facteurs, les densités de 100 à 300 au kilomètre carré déjà dans les temps anciens ou au dix-neuvième siècle. L'arsaire renforcé d'une tige métallique et tiré par des bœufs est utilisé depuis des millénaires. Il s'accompagne d'un outillage assez élaboré : planche traînante, sarcluse, semoirs... Les techniques hydrauliques ne sont pas moins anciennes : puits avec outre de cuir et poulie actionnée par des bœufs, roue persane (à godets). De solides systèmes administratifs ont permis d'irriguer de vastes périmètres depuis les temps des pharaons jusqu'aux Khmers et aux empereurs de Chine, admirés par les jésuites. En Extrême-Orient, les techniques de fumure des sols ont atteint très tôt un haut degré d'efficacité. Moins poussées, elles sont cependant très répandues dans le monde indien, ou en Afghanistan, alors qu'elles sont peu pratiquées au sud du Sahara.

Les techniques d'encadrement des hommes et d'organisation de l'espace, pour reprendre les idées chères à Pierre Gourou, se développent dans le cadre d'Etats relativement bien structurés, dotés de services publics, de finances,

**Des terres suffisantes pour nourrir la population. Mais il faudrait modifier les techniques et, surtout, changer les mentalités.**

recourant à l'écriture, ici aussi bien avant l'ère coloniale.

Finalement, le monde asiatique s'enrichit de longue date par les échanges culturels et techniques. Est-ce un hasard si, aux deux extrémités de la route de la Soie, à Hama en Syrie et à Lanebow en Chine, on peut voir ces grandes roues à eau entièrement en bois ? Est-ce un hasard si, aujourd'hui, le paysan du Gange emploie le

même semoir fixé à l'araire que l'on trouve sur les bas-reliefs de Mésopotamie vers 1500 av. J.-C. ?

Sur ces bases techniques, culturelles et sociologiques, il était relativement aisé de greffer la « révolution verte ». Remplacer l'outre de cuir et les bœufs par une pompe sur le puits n'est pas très compliqué. Ajouter quelques poignées d'engrais chimiques aux

nouvelles variétés de céréales non plus, de même que le recours à un pulvérisateur manuel ou à petit moteur pour lutter contre les parasites. Quant au reste des techniques : l'araire, le sarclage, la moisson, le battage... il n'a pas besoin de changer. Cette combinaison des innovations techniques décisives et de plusieurs pratiques culturelles anciennes constitue un nouveau mode de production dans l'histoire.

Un très bon rendement de blé ou de riz (décorréqué) irrigué dans un système traditionnel se situait autour de 1 000 à 1 500 kg/ha. En Inde, en Chine, à Java, il n'est pas rare aujourd'hui de noter de 3 000 à 4 000 kg/ha par récolte et plus de doubles récoltes annuelles sur le même

soi. Quant au tracteur, il n'est pas indispensable et sa diffusion connaît des rythmes variables selon les régions.

Ces changements ont été véhiculés dans des Etats dont les structures administratives et les infrastructures (routes, chemins de fer) ont passablement progressé durant ces dernières décennies.

GLBERT ÉTIENNE.

(Lire la suite page 15.)

(1) Cf. le précédent article de G. Etienne, *Le Monde* du 15 janvier.

(2) Selon Pierre Gourou, géographe, spécialiste des pays tropicaux, ancien professeur au Collège de France. Voir aussi son livre *Terres de bonne espérance*, Paris, Plon, coll. Terre humaine, 1982.

#### BIBLIOGRAPHIE

Le riz, qui nourrit un milliard et demi d'hommes, est-il le reflet d'une civilisation ? Le géographe Pierre Gourou, spécialiste depuis plus d'un demi-siècle des pays tropicaux, cherche à répondre à cette question (1). Les systèmes de culture sont si différents, reflétant des techniques, des aptitudes, des choix volontaires, que le riz ne peut, à lui seul, être l'élément constitutif d'une civilisation, explique Pierre Gourou. Exemples : le passage du brûlis et des longues jachères à la rizière irriguée sédentaire ne s'explique pas seulement par l'accroissement des densités de population ; les habitudes alimentaires des populations, déplacées par les guerres notamment, l'apportent souvent sur l'aptitude des sols ou des climats.

L'option du riz et la permanence de sa culture dépendent en large part de la qualité des encadrements, notion qui recouvre l'ensemble des structures sociales, militaires ou religieuses. Elle est, pour le géographe, la clef du développement ou de la stagnation. La diversité des rizières indiennes serait le reflet des différences dans la qualité des encadrements de ce pays ; la disparition de l'admirable système riziériste d'Angkor serait plutôt due à la décadence angkorienne qu'à l'épuisement des sols.

#### Riz et développement

La maîtrise de l'eau, nécessaire au riz, suppose une gestion et des travaux collectifs que seules les sociétés ayant un minimum d'encadrement sauraient exercer.

En Afrique, au sud du Sahel, cette inaptitude à maîtriser l'eau est flagrante : les seules vraies rizières sont établies en arrière de la côte, un écart-refuge entre le rivage et l'intérieur, où les peuples se protégeaient de l'esclavage.

A la différence de l'Inde, la Chine, par l'intérêt que leur porta le fondateur de la dynastie Ming au XIV<sup>e</sup> siècle et par la présence des mandarins, a su réaliser de grands systèmes d'endiguement. Mais le riz, note Pierre Gourou, n'a pas fait la Chine, de même qu'il n'a pas fait le Japon, où cette céréale régnait encore il y a cent ans. D'ailleurs, les Japonais ne firent pas tant l'emprunt du riz à la Chine du Yang-tsé et à la Corée que le choix d'une civilisation du végétal, qui, au

détriment de l'animal, peut nourrir sept à huit fois plus de personnes par hectare. Dans un raccourci saisissant, Pierre Gourou explique comment Chine et Japon ont divergé. La première, riche d'encadrements divers, est demeurée une société agricole, avec un surcroît de main-d'œuvre. Les élites du second ont accepté les apports extérieurs. Pour le géographe, la notion de contact, avec celle de l'encadrement, représente la seconde condition du développement.

Dans le Japon d'aujourd'hui, les groupes (familles restreintes, amicales en tout genre, entreprises) sont les héritiers des *buraku*, ou groupes des villages de campagne. Ce groupisme, selon Pierre Gourou, n'est d'ailleurs pas issu des strictes disciplines de l'irrigation car il préexistait à la culture du riz.

La leçon de géographie permet de conclure qu'il n'y a pas de déterminisme matérialiste : aux mêmes défis techniques posés par le riz, il n'y a que des réponses différentes. Leçon à méditer pour une politique du développement d'aujourd'hui.

J.G.

(1) *Riz et civilisation*, éditions Fayard, 299 p., 89 F.

## Les distorsions de la « flexibilité »

UNE deuxième enquête nationale fait ressortir que la « flexibilité » a gagné du terrain et qu'elle a introduit davantage de souplesse dans l'aménagement du temps de travail : la durée hebdomadaire du travail a sensiblement diminué, les horaires « non fixes » sont plus fréquents, on commence à travailler plus tard, et, en moyenne, on finit plus tôt. Le contrôle des horaires s'est fait moins contraignant, et même le travail de nuit accuse une légère baisse, ainsi que le fait de travailler le samedi ou le dimanche.

### Le type d'horaire

Une analyse plus attentive montre cependant que l'introduction de cette flexibilité a aggravé une série de distorsions. Dans bien des cas, en effet, la population ouvrière est bien moins touchée par ces changements que les autres catégories socio-professionnelles. Dans bien des situations également, la même constatation peut être faite pour les femmes. Ce sont en fait les ouvrières qui bénéficient le moins de cette évolution, et qui voient au contraire s'élargir l'écart entre leurs conditions de travail et celles des autres catégories socio-professionnelles.

De 1978 à 1984, les horaires « identiques tous les jours » ont en effet diminué de 10,1 %. Mais, comme le montre le tableau ci-dessous, ce sont d'abord les cadres qui ont été touchés par cette mesure, alors que les ouvrières étaient peu affectées.

Même horaire tous les jours (taux d'évolution entre 1978 et 1984)

Cadres supérieurs	- 15,6 %
Cadres moyens	- 15,9 %
Employés	- 12,3 %
Ouvriers	- 4,8 %
Pers. de serv.	- 7,6 %

La situation n'est pas, à première vue, du même ordre pour les femmes : elles sont en effet légèrement plus nombreuses que les hommes à voir diminuer les « horaires identiques tous les jours » (- 11,9 % contre - 9,6 %). Mais encore faut-il voir au profit de quel type d'horaires se fait cette évolution. Or c'est dans le type d'horaires le plus contraignant - horaires différents selon les jours, mais fixes par l'entreprise - que la différence d'évolution entre la population masculine et la population féminine est la plus sensible.

Le taux de progression chez les hommes qui y sont soumis est en effet de + 10,8 %, alors qu'il est de + 21,5 % pour les femmes. Une partie non négligeable de celles-ci ont donc quitté le domaine du « même horaire tous les jours », mais pour se retrouver dans celui des « horaires différents selon les jours, mais fixes par l'entreprise » : il n'est pas établi qu'elles aient gagné au change (1).

### La journée de travail

De manière générale, l'heure de début du travail a reculé : il y avait en 1978 12,4 % des hommes et 6,4 % des femmes à commencer leur travail avant 7 heures du matin, il n'y en a plus respectivement que 11,8 % et 6 %. Mais ce n'est guère aux ouvrières qu'a bénéficié cette évolution : la proportion d'entre elles qui commencent le travail avant 7 heures du matin reste, de 1978 à 1984, rigoureusement identique : 17,1 % pour les hommes, 13,9 % pour les femmes.

Est-ce à dire que l'évolution entre 1978 et 1984, pour ce qui concerne l'heure de début du tra-

L'évolution des conditions de travail entre 1978 et 1984 a introduit davantage de « souplesse ». Mais elle s'est effectuée largement au détriment des femmes, et notamment des ouvrières.

vail, aurait été semblable pour les hommes et pour les femmes ? L'examen de la population ouvrière qui commence son travail entre 7 heures et 8 heures amène à nuancer cette appréciation : le taux de diminution pour les ouvrières qui entament leur travail entre 7 heures et 8 heures est en effet de - 23,2 %, alors qu'il n'est que de - 2,8 % pour les ouvriers.

Cette évolution n'est en rien compensée par une évolution en sens inverse au niveau des heures tardives de fin de travail : parmi ceux qui terminent leur travail après 19 h 30, le taux de diminution, entre 1978 et 1984, est, pour les ouvrières, de - 8,4 % et, pour les ouvriers, de - 8,2 %.

Le discours sur le rôle familial - et maternel - de la femme, que le patronat tient volontiers quand il s'agit, par exemple, de justifier le recours au temps partiel, devrait logiquement conduire à une évolution en faveur d'horaires moins matinaux pour le début du travail et moins tardifs en fin de journée. En fait, ce discours semble bien s'effacer devant les impératifs de la rentabilité : qu'il s'agisse de commencer son travail tôt ou de le finir tard, l'évolution est au contraire plus lente chez les ouvrières que chez les ouvriers.

Quant à la proportion des ouvrières ayant une journée de travail de plus de 11 heures (sans temps de trajet mais pauses et temps de repas inclus), elle diminue de - 26,2 %, mais la proportion des ouvrières qui sont dans ce cas augmente, elle, de + 17,6 %.

En fin de compte, si l'on ajoute le temps de transport - qui a d'ailleurs en moyenne légèrement

augmenté entre 1978 et 1984, - c'est la proportion de cadres quittant leur domicile avant 6 heures qui a, elle, sensiblement diminué, tandis que celle des ouvrières reste stable chez les ouvrières et les employés : 14 % et 4 %. Et la même différenciation se retrouve entre sexes : la proportion d'hommes quittant leur domicile avant 6 heures a ainsi diminué (de 10,6 % en 1978 à 9,6 % en 1984), mais la proportion de femmes est restée stable (4,4 %).

### La nuit, le dimanche, le samedi...

Entre 1978 et 1984, la proportion des salariés travaillant « au moins une nuit » dans l'année a augmenté (taux de progression de + 9 %). Cette progression est encore plus nette pour ceux qui travaillent plus de cent nuits (taux de progression + 68,4 %). Dans l'ensemble, ce sont les femmes qui supportent l'essentiel de cette augmentation (taux de progression de 19,5 % contre 11 % pour les hommes) malgré la législation qui leur interdit le travail de nuit (entre 22 heures et 5 heures du matin) (2). Ce phénomène est particulièrement sensible dans la catégorie « ouvrières », où le taux de progression du travail de nuit chez les ouvrières hommes est de 6,5 %, tandis qu'il est de 46,6 % chez les ouvrières.

Le travail le dimanche (occasionnel ou permanent) le dimanche a également augmenté de 18,8 % à 19,9 %. Le taux de progression est ici plus sensible chez les hommes (8 % contre + 4,5 %

chez les femmes), mais le constat est différent si l'on considère ceux qui travaillent « plus de 41 dimanches » : leur proportion diminue légèrement (taux de diminution de - 3,2 %).

La « flexibilité », telle que la souhaite le patronat, aurait-elle des difficultés à s'appliquer en ce qui concerne le week-end ? Globalement, le travail du samedi connaît en effet une légère diminution : il ne concerne plus que 45,7 % des salariés, contre 46,7 % en 1978. Cette diminution ne profite qu'aux hommes, la proportion de femmes travaillant au moins un samedi augmentant au contraire légèrement.

Enfin, le recours à la forme la plus contraignante de contrôle des horaires, l'horloge pointeuse, donne les mêmes indications. Il diminue globalement de 12,7 % et encore plus nettement (- 17,4 %) là où il était le plus usité, c'est-à-dire dans la population ouvrière. Mais le taux de diminution est là aussi sensiblement plus faible chez les femmes que chez les hommes (- 9,1 % contre - 15,7 %).

### Une société à deux vitesses

Il n'est pas possible, dans le cadre de l'enquête effectuée par le ministère, de repérer ce qui était acquis dans les trois premières années (1978-1981) et ce qui doit être attribué aux trois années du gouvernement de la gauche. Il semble bien cependant que les gouvernements Mauroy n'aient guère freiné l'évolution vers la « flexibilité » : petit à petit, et en continuant pour le moment l'habitude des grandes négociations avec les organisations syndicales, la politique patronale a commencé à s'appliquer.

Cette application comporte certes à la fois des avancées et des reculs.

Mais cette mise en place discrète de la flexibilité aggrave de manière préoccupante une série de distorsions au sein de la com-

munauté des salariés. Loin de rapprocher les conditions de travail des ouvriers de celles des ingénieurs et des cadres, la « flexibilité rampante » accroît encore les distorsions.

De la même manière, l'évolution entre 1978 et 1984 se fait largement au détriment des femmes. Quand celles-ci détenaient, dans un domaine quelconque - les heures de début de travail, par exemple - quelques avantages objectifs par rapport aux salariés masculins, ces avantages sont peu à peu gommés. Quant aux handicaps et retards - qui constituaient déjà en 1978 l'essentiel de leur situation - ils vont en s'aggravant.

De ces évolutions, un chiffre apparaît symbolique : il y avait encore en 1978 un pourcentage plus important d'hommes que de femmes soumis à l'horloge pointeuse : 19,1 % contre 18,5 %. Les femmes étaient aujourd'hui le maillon jaune de cette spécialité : 16,8 % contre 16,1 % chez les hommes (37,6 % chez les ouvrières contre 21,9 % chez les ouvriers).

Ainsi se dessine le visage d'une société « à deux vitesses », qu'il est toujours possible de feindre d'ignorer : une lecture des seuls chiffres globaux peut aboutir à la conclusion que, après tout, tout le monde avance. L'essentiel, pourtant, est que l'écart se creuse.

JACQUES KERGOAT.

(1) Si l'on observe l'évolution entre 1978 et 1984, la « souplesse des horaires », que l'air du temps associe volontiers au travail à temps partiel, ne va pas en s'accroissant, du moins pour les femmes. Pour les femmes à « temps partiel », le type d'horaires « le même tous les jours » a au contraire connu un taux de progression de + 45 %, de même que les horaires « différents selon les jours, mais fixes par l'entreprise » (+ 30,7 %). Par contre, les « horaires libres » connaissent un taux de diminution de - 12,4 %.

(2) Il existe bien entendu des dérogations à la règle de la présence d'un personnel féminin peu qualifié apparaît fort utile, les hôpitaux, par exemple. Ainsi l'interdiction ne s'applique pas aux « femmes occupées dans les services de l'hygiène et du bien-être n'exécutant pas normalement un travail manuel ».



## La tentation du libre-échange avec les Etats-Unis

JAMAIS encore le Canada et les Etats-Unis n'ont été si près de réussir à éliminer leurs frontières communes. Malgré leurs traditions libérales, les deux pays ont jusqu'ici évité un accord bilatéral qui isolerait le continent et confondrait les deux voisins. Les derniers obstacles semblent levés, et les Canadiens croient aujourd'hui possible la conclusion d'un « libre-échange » à l'américaine.

Au début de juillet, le ministre canadien du commerce extérieur, M. James Kelleher, a demandé au premier ministre, M. Mulroney, le feu vert pour préparer les négociations qui doivent s'ouvrir avec les Américains au début de l'automne. « Et ils nous attendent », affirmait M. Kelleher, interrogé au cours de sa récente visite à Paris. Déjà en mars, à Québec, le président Reagan déclarait conjointement avec M. Mulroney : « Nous sommes aujourd'hui convenus d'accorder la priorité (...) à l'élimination des barrières douanières existantes, de façon à maintenir et à faciliter le flux des échanges et des investissements ».

En effet, la frontière entre les deux pays a beau être poreuse, les droits de douane n'en affectent pas moins 35 % des exportations américaines vers le Canada et 13 % des ventes canadiennes aux Etats-Unis. Des experts ont calculé que leur élimination permettrait une amélioration de 5 % à 10 % du coût de la vie, le prix des chaussures et des vêtements diminuant même de 20 %. Et du fait de l'allongement des chaînes de production, les gains de productivité pourraient atteindre 30 %.

Les deux pays s'accusent mutuellement de protectionnisme : le Canada se plaint de contraintes imposées à son aërier, son bois ou ses pommes de terre. Les Etats-Unis rejettent sur l'autre la faute de leurs 15 mil-

liards de dollars de déficit commercial avec le Canada en 1984. Leurs exportations, déjà pénalisées par le taux de change (un dollar canadien ne vaut plus que 0,75 dollar américain quand il était à parité en 1976), sont parfois lourdement taxées, notamment les meubles, l'informatic, les brevets ou les droits d'auteur.

Les deux gouvernements considèrent que le développement des échanges assure la croissance, mais ils ne font pas pour en convaincre leurs opinions publiques respectives. Aux Etats-Unis, M. Reagan doit obtenir du Congrès qu'il vote l'ouverture des négociations, avant que les élections législatives d'automne n'établissent une majorité encore plus favorable aux thèses des industriels protectionnistes. Ceux-ci s'appuient sur l'exemple du déficit global des échanges dans le cadre du Pacte automobile - le seul secteur avec la défense dans lequel s'applique un accord de libre-échange (voir encadré).

Des deux partenaires, le Canada, le plus demandeur, est paradoxalement le plus réticent : sans mesures douanières, le pays aurait de devoir l'atelier et l'entrepôt d'un voisin dix fois plus puissant, et qui possède déjà les deux cinquièmes de son économie. C'est sur ce thème de « frontière-protection », rebaptisée « politique nationale », que le premier chef du gouvernement a été élu au dix-neuvième siècle et que, en 1911, le Parti libéral a perdu le pouvoir.

Mais le Canada peut-il continuer à payer le prix de son individualisme économique ? Il a déjà dégringolé du cinquième au huitième rang des puissances commerciales depuis 1960. M. Kelleher se plaint de ce que, à force de se protéger des Etats-Unis, le Canada se soit affaibli, au point d'être inondé de produits asiatiques.

Ottawa ne peut se couper des Etats-Unis qui achètent les trois quarts de sa production. Mais le libre-échange ne lui serait-il pas fatal ?

Le pays doit surtout tirer les conclusions de l'importance de ses échanges avec les Etats-Unis, essentiellement responsables du taux de croissance de 4,5 % de l'année dernière. Ces exportations représentent désormais 76 % du total canadien, contre 65 % il y a six ans. Une dépendance dont le pays reconnaît déjà les avantages, comme il vient encore de le montrer en libérant les investissements étrangers, à 80 % d'origine américaine : c'était la seule mesure susceptible de réduire un échec qui frappe toujours 11 % de la population active.

### Prudence

M. Kelleher exclut de négocier la moindre concession sur la culture ou l'identité du peuple canadien, qui ne pourrait que renforcer du libéralisme économique. « Si un pays est fort économiquement, il sera fort culturellement, parce qu'il pourra se le payer », dit-il.

Le ministre d'en est pas moins prudent. Il s'interdit de parler d'un libre-échange qui impliquerait « une élimination totale des barrières de douane ». Il préfère la notion d'« accord commercial global » sur les biens et sur les services qui laisse subsister - au moins intellectuellement - plus de protections en cas de dumping ou de subventions.

Les résultats semblent encourageants. Les provinces consultées - maîtres de leur commerce extérieur - ont préféré la solution glo-

bale aux autres options présentées par le gouvernement fédéral : le statu quo, un accord sectoriel (déjà tenté en 1983 et abandonné) ou un accord-cadre, institutionnalisant un comité consultatif chargé de résoudre les contentieux cas par cas. « Aucune solution n'est sans risque », avait prévenu M. Kelleher.

Même le Québec et l'Ontario se sont rendus aux raisons traditionnelles de l'Ouest canadien. En effet, la Prairie, producteur de

produits bruts ou semi-finis, ne peut que bénéficier de la réduction des prix des produits manufacturés consécutifs à l'abaissement des barrières douanières, tandis que l'Est, industrialisé, souffrirait de la concurrence américaine.

Les autres pays, par principe opposés au libéralisme, observent les deux puissances commerciales resserrer encore leurs liens. L'accord, s'il est conclu, affecterait 6 % du commerce mondial - le plus grand commerce bilatéral du monde - mais même les effets de détournement de trafic que produit un tel rapprochement.

M. Kelleher entend respecter scrupuleusement le GATT (1), qui, dans son article 24, prévoit une dérogation aux règles de non-discrimination dans le cas d'une union douanière. « Non seulement

le libre-échange multilatéral reste une priorité pour le Canada, mais encore l'accord global avec les Etats-Unis serait-il un pas dans la bonne direction », ajoute-t-il dans un appel du pied aux pays qui, aujourd'hui, bloqueraient une négociation commerciale dans le cadre du GATT. Le pays ne veut surtout pas s'aliéner des partenaires dont il a besoin pour diversifier ses échanges. Le Canada peut bien s'unir économiquement aux Etats-Unis, la marée tient à son indépendance.

DOMINIK BAROUCHE.

(1) Le GATT (initiales anglaises pour désigner l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) organise des négociations multilatérales entre ses douze Etats membres. Elles ont pour but de libéraliser le commerce mondial.

### Un exemple sectoriel, le Pacte automobile

JAMAIS le Canada ne sera devenu le septième constructeur mondial d'automobiles sans le Pacte de 1985 sur l'automobile. Avant, l'érosion du marché élevait les coûts, et l'industrie canadienne, pourtant une pionnière, ne survivait que grâce aux protections douanières. Le Pacte a permis d'ouvrir les frontières sur un marché dix fois plus vaste.

Les économies d'échelle réalisées ont fait bondir la productivité à tel point qu'il coûte désormais moins cher de construire un véhicule au Canada qu'aux Etats-Unis. L'industrie a grandi et réalise 60 % des exportations de produits manufacturés du Canada à 20 % de l'activité de l'Ontario.

Ces résultats ne se seraient pas produits sans les garanties dont le Canada s'est entouré. Le Pacte est en effet dissymétrique : alors que les Etats-Unis n'importent en franchise que les voitures canadiennes - en dérogation aux règles du GATT - le Canada, lui, importe librement les voitures de toute origine, mais à condition d'assembler une partie des véhicules sur place et d'utiliser un minimum de composants nationaux.

La crise récente a confirmé la solidité de ces garanties. Pour continuer à vendre en franchise, les constructeurs américains ont fait tourner leurs usines canadiennes, même à perte. De plus, pendant que les usines américaines se reconver-

saient vers de plus petits modèles, l'industrie locale a profité de la reprise inattendue de la demande de gros modèles, sa production principale pour laquelle elle bénéficie d'un avantage comparatif.

Mais le pays a eu de la chance. La situation était moins favorable de 1973 à 1982, quand, frappé de plein fouet par la désaffection pour les voitures gonflées à essence, le Canada enregistrait de graves déficits dans ses échanges en matière d'automobiles avec les Etats-Unis, en même temps que le marché était inondé de voitures japonaises plus compétitives.

« Impossible de prévoir l'évolution fantasmagique de la demande », disent les constructeurs, qui se défendent d'avoir laissé au Canada la production des modèles dépassés. Et d'ajouter que s'y construisent désormais la petite Ford Escort et la Magic Van, une camionnette à succès de Chrysler. Il n'empêche que certains Canadiens regrettent d'avoir perdu le contrôle sur les décisions de l'industrie. Les Etats-majors ne sont qu'à 400 kilomètres de leurs usines canadiennes, mais à Detroit, aux Etats-Unis. Car si la voiture canadienne existe, elle s'appelle Ford, Chrysler ou GM.

D. B.

1250 من الأصل

## La chronique de Paul Fabra

### Le tournant

**B** IEN que les métaphores soient dangereuses en économie, car elles brouillent encore un peu plus les concepts de cette science peu exacte et invitent à raisonner par analogie (avec toutes les erreurs que cela implique), on est tenté d'en risquer une au spectacle qu'offre aujourd'hui un marché des changes désorienté par la baisse du dollar, la relance de l'activité aux États-Unis et la persistance du marasme ailleurs : l'économie mondiale ressemble à un immense sac privé d'armature et dont les éléments dispersés qu'il renferme ne tiennent ensemble que parce que le tout a été ficelé à la hâte par une corde qu'on a serrée dans tous les sens. Les fortes pressions qui s'exercent ainsi à l'intérieur endommagent les parties les plus fragiles d'un contenu qui comporte très peu de pièces dures et résistantes. Cependant, la corde vient-elle à se relâcher, le paquet risque de se défaire avant qu'on ait eu le temps d'en profiter pour le disposer de façon plus harmonieuse et pour renforcer le contenant.

Le rôle de la corde pourrait bien avoir été joué par le dollar. Son niveau élevé était pourtant considéré, non sans raison, comme un facteur négatif dans la mesure où il ne reflétait pas les vrais rapports de prix entre, d'une part, les biens et services produits aux États-Unis et, d'autre part, ceux qui sont produits dans les autres pays.

Cependant, le dollar fort a contribué à sa manière, au cours des dernières années, à maintenir un semblant de cohérence dans un monde menacé de dislocation par la faillite des débiteurs et la montée du chômage, pour ne parler que des deux aspects les plus graves de la « crise ».

La surévaluation du billet vert a pour effet d'abaisser sur le marché américain, de loin le plus important de tous, le coût des marchandises étrangères. Il en est résulté, dans tous les pays fournisseurs des États-Unis, un boom parfois tout à fait extraordinaire des exportations vers ce pays. Parmi les quelques 20 % d'entreprises françaises qui marchent très bien, on compte d'abord et presque ex-

clusivement celles qui fabriquent des biens de consommation vendus aux États-Unis, disait-on jusqu'à l'automne dernier au siège du CNPF (Conseil national du patronat français).

A cause du tassement des affaires de l'autre côté de l'Atlantique, la remarque n'est plus tout à fait aussi justifiée, mais elle demeure en gros valable, comme en témoigne le déficit record de la balance commerciale américaine.

**E** N T R E la moitié et les deux tiers de l'augmentation des exportations constatées l'an dernier dans de nombreux pays, dont la France, est imputable à l'accroissement de leurs ventes sur le marché américain.

Un fait qui prend toute sa signification si l'on précise que, à en croire des études économétriques (traitement des données statistiques par des méthodes mathématiques reposant, bien sûr, sur un certain nombre d'hypothèses sur le fonctionnement de l'activité économique) émanant de l'OCDE, de la BRI (Banque des règlements internationaux) et de certaines firmes privées, c'est l'exportation qui a constitué le principal, et parfois quasiment unique, moteur de la croissance. Les pays d'Amérique latine, pour leur part, ont trouvé dans leurs recettes d'exportation accrues les moyens de payer une partie importante des intérêts relatifs à leurs énormes dettes contractées en dollars.

Si depuis la fin de la seconde guerre mondiale, pour ne pas remonter plus loin dans le temps, le dollar est au centre du système monétaire international, il faut se souvenir que pendant une longue période, allant de 1959 à 1979, il n'a, sauf de courtes interruptions, cessé d'être une monnaie soutenue par les banques centrales d'Europe occidentale et du Japon. Les achats de soutien auxquels celles-ci procédaient se sont d'abord

faits à un taux déterminé par avance (régime des taux de change fixes), puis, à partir de 1973, à un taux libre (régime des taux de change flottants).

Mais, quelles qu'aient pu être les modalités de ces opérations, elles avaient pour conséquence d'alimenter puissamment l'inflation. Quand par exemple, en 1977 et 1978, la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Bundesbank, la Banque du Japon, la Banque nationale suisse, rachetaient d'énormes quantités de dollars pour en freiner la chute, ces instituts d'émission émettaient respectivement en contrepartie qui des francs, qui des livres sterling, qui des marks, qui des yens, qui des francs suisses.

Après vingt ans de fonctionnement quasi ininterrompu, ce processus a été brusquement stoppé, dès avant l'arrivée de M. Ronald Reagan à la Maison Blanche, par la politique monétaire du célèbre et austère Paul Volcker, nommé président du Système de réserve fédérale (institut d'émission des États-Unis) en octobre 1979 par Jimmy Carter.

Ca n'est donc pas qu'aux États-Unis que la remontée du dollar est indissociablement liée à la cure de désinflation. Il s'agit d'un phénomène beaucoup plus général. N'oublions pas non plus les avantages qu'en ont tirés les pays, telle l'Allemagne, qui possèdent de très importantes réserves de change libellées en cette devise. Les plus-values encaissées par la Bundesbank ont servi à éponger une partie du déficit du budget fédéral.

**E** S T - C E à dire qu'une baisse durable du dollar s'accompagnerait nécessairement d'un retour en force de l'inflation ? Rien n'est moins sûr. Le motif n'en est pas seulement qu'une grande marge existe avant que les banques centrales éprouvent la nécessité d'intervenir massivement.

Marge qui tient à l'ampleur de la surestimation que l'Institut for International Economics que dirige à Washington Fred Bergsten (ancien conseiller de Carter), chiffre pour sa part à 40 % - mais les analyses de l'institut en question sont souvent hasardeuses.

Il y a de sérieuses raisons de penser que le mouvement de désinflation se poursuivra, indépendamment de l'évolution du dollar. C'est que ce mouvement tient au fait que de puissantes forces déflationnistes sont à l'œuvre pour s'opposer aux pressions inflationnistes, liées notamment aux déficits budgétaires, toujours agissants.

Si ce phénomène est vraiment ou jamais mentionné dans les documents officiels, c'est que la majorité des économistes continuent de refuser l'idée que le concept de déflation puisse s'appliquer au monde moderne lous au monde d'après la grande dépression des années 30.

**D** A N S un article publié il y a quelques semaines dans le bimensuel américain *Fortune* (numéro du 13 mai), on peut lire sous la plume de l'analyste John Rutledge un article publié sous le titre « Risque de déflation aux États-Unis ». Le texte, écrit dans un style assez maladroit, a le mérite d'attirer l'attention sur un certain nombre de faits trop souvent négligés. « À la fin de 1983, les investisseurs américains détenaient un volume d'actifs estimé à 24 000 milliards de dollars, soit plus de sept fois le PNB de 1983. Même si l'on ne tient pas compte des marchés de valeurs mobilières, le public détenait encore plus de 11 000 milliards de dollars d'actifs corporels, tels que logements, terrains agricoles, etc. » Et l'auteur de poursuivre : « La longue période de hausse des prix des années 70 a incité les Américains à accroître la part de leur

patrimoine constitué de biens immobiliers, métaux et autres actifs servant de refuge contre l'inflation au détriment des actions, obligations et autres valeurs mobilières. »

Rutledge explique ensuite que, lorsque la hausse des prix s'est ralentie et que les possesseurs de biens refuges ont voulu les vendre pour acheter des valeurs mobilières, ils ont trouvé peu d'acquéreurs, de sorte que les prix des biens sur lesquels ils avaient compté pour se prémunir contre l'inflation ont baissé. « Malheureusement, pour les détenteurs de ces biens qui se déprécient, il leur reste à rembourser les crédits contractés pour les acquérir, majorés des intérêts. Voilà pourquoi la désinflation telle que nous la vivons depuis quatre ans a pour effet d'accroître la part de l'endettement dans les comptes des ménages et les bilans des entreprises. »

Cela amène l'auteur à constater que « la structure de l'endettement d'une économie doit nécessairement finir par s'aligner sur la valeur des actifs ». Conséquence : tôt ou tard, la diminution de la valeur des actifs entraîne les défauts de paiement de toute nature. « Toute reprise tirée par des éléments de flux (déficit budgétaire, formation des stocks, etc.) sera finalement interrompue par les réductions de dépenses qu'opéreront ceux qui souhaitent épargner davantage pour pouvoir rembourser leurs dettes. »

Pour l'instant, les consommateurs américains continuent... d'emprunter au rythme de 20 % par an pour acheter des biens de consommation plus ou moins durables. Mais une partie de plus en plus grande de ces biens sont importés : l'industrie nationale ne pousse donc que très partiellement de cette demande, ce qui explique que le rythme de l'expansion s'est beaucoup affaibli depuis l'été dernier. Qu'arrivera-t-il le jour où la consommation, qui est plus que jamais le moteur de la reprise, s'essouffera ? Peut-être faudra-t-il pousser plus loin le raisonnement de John Rutledge et se demander si ce qui est arrivé aux actifs corporels n'arrivera pas à son tour aux valeurs mobilières.

## Une « révolution verte » en Afrique noire ?

(Suite de la page 13.)

Revenons à l'Afrique. Les seules techniques à atteindre représentent des opérations longues et assez compliquées. Au moment du repas, dans la savane, dans la forêt, à l'ouest, comme à l'est, les femmes s'affairaient autour du foyer fait de trois pierres. Aujourd'hui, le bois se fait rare sous la pression démographique.

Ces paysans du sud du Tchad se plaignent que leurs femmes doivent marcher des kilomètres pour chercher du bois. Alors dirait-on : « Il n'y a qu'à leur apprendre à utiliser les foyers en terre cuite utilisés en Asie depuis des siècles. Ils économiseront la moitié du combustible. » En fait le passage à cette technique n'est pas simple. Il faut trouver la bonne terre, le temps adéquat de cuisson, le tour de main, puis propager le prototype.

Autre exemple : améliorer la rentabilité des puits en faisant passer la corde par une poulie. Dans des pays qui n'ont pas connu la roue jusqu'à une période récente, le changement n'est pas si aisé.

En matière de techniques agricoles, le saut de la houe à la charrue est énorme. En Asie, un seul homme pousse l'araire et conduit les bœufs comme un enfant de chez nous sa trottinette ! En Afrique, il faut domestiquer les bœufs. Au début, un à deux hommes tiennent la charrue, d'autres guident les bœufs, et cette innovation perturbe, dans plusieurs régions, l'ancienne division du travail entre pasteurs et agriculteurs ou entre hommes et femmes.

Quant à la mise en valeur de vastes périmètres irrigués, elle ne va pas sans peine faute d'héritage historique, d'où tant de déboires depuis 1960 ou avant.

### De larges espoirs

La fragilité politique de nombreux États, la minceur de la couverture administrative, ne facilitent pas non plus les innovations techniques. Il en va de même de l'éparpillement des villages et surtout de ces déplorables voies de communication.

Tous ces obstacles ont été sous-estimés à l'heure des indépen-

dances, vers 1960, ce qui ne doit pas nous conduire à l'erreur inverse du catastrophisme. Les difficultés peuvent être surmontées moyennant le temps, des dirigeants et des cadres décidés.

Malgré la forte augmentation de la population, qui creuse chaque jour davantage l'écart entre les besoins traditionnels et les besoins, plusieurs facteurs positifs pèsent sur la balance. Le paysan africain a su innover dans le passé comme de nos jours. Pensons à la propagation des plantes américaines (maïs, arachide, pinsons...) bien avant la période coloniale. Plus tard le cacao a progressé de manière spontanée au Ghana et les petits planteurs du Kenya et de l'Ouganda n'ont pas été long à se lancer dans le café.

Même illettrés, les paysans savent compter. Des politiques plus avisées en matière de prix, comme celles suivies en Asie, ne manqueraient pas d'avoir des effets positifs. Des efforts beaucoup plus massifs dans la recherche s'imposent, de même que dans la construction de bonnes routes. Rappelons que, au Pend-

jab indien, ce champion agricole, tous les villages sont accessibles par des routes en dur.

### Juguler les famines

Les Africains détiennent en revanche un avantage sur les Asiatiques. Ceux-ci ne peuvent s'en sortir qu'au prix de très fortes hausses de rendement, processus qui devient complexe en matière de gestion de l'économie nationale, alors que les premiers peuvent se contenter d'augmentation assez modestes de la production par hectare grâce aux réserves de terres à mettre en valeur en même temps.

Toutes les tâches évoquées ci-dessus relèvent de l'art du possible à moyen et à long terme. Dans l'immédiat, l'objectif numéro un consiste à juguler la famine. Le système suivant serait relativement simple à propager :

1) Constituer dans chaque pays un réseau de silos grâce au soutien extérieur.  
2) Assurer par un contrôle conjoint des nationaux et des bailleurs de fonds étrangers que les

silos sont renouvelés en permanence, au besoin avec l'aide alimentaire.

3) Assurer d'un commun accord une politique judicieuse des prix à l'achat des céréales locales et à la vente du grain importé ou du cru.

Ainsi, en cas d'alerte, les pays menacés auraient le temps de réagir : lâcher les stocks sur le marché pour enrayer l'envolée des prix, organiser d'éventuels secours, importer des céréales de manière progressive, ce qui éviterait le présent gâchis : ports

encombrés, sacs de grain qui pourrissent sur les quais dans la vaine attente de camions ou de trains.

Pour éviter que cette politique constitue un oreiller de paresse, elle devrait être revue périodiquement et liée à une véritable politique de développement. Un tel système comporterait bien sûr des failles et des abus, mais ne serait-ce pas un moindre mal en face des réalités actuelles ?

GILBERT ÉTIENNE.

### La Faculté des sciences économiques de l'Université Aix-Marseille-II

propose aux titulaires d'une maîtrise ou équivalent  
1) Une formation doctorale (DEA + thèse) à la planification, la gestion des ressources, les choix de projet et l'aide à la décision  
2) Une formation de cadres des secteurs agro-alimentaires et para-agricoles (DESS)  
Candidature, CV détaillé + projet de recherche avant le 30 septembre 1985  
CEDEC-CELTE, Château Lafarge  
route des Milles, 13290 Les Milles - Tél. : 27-42-66

(Publicité)  
RÉPUBLIQUE TUNISIENNE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA  
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP 2223  
TERRASSEMENTS GÉNÉRAUX A KEF EDDOUR

La Compagnie des phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres international pour la réalisation des travaux de terrassements généraux pour les ouvrages suivants :  
- Services généraux et carreau mine;  
- Maintenance de la carrière à la laverie (convoyeur);  
- Laverie et expédition.  
Les entreprises spécialisées dans ce genre de travaux peuvent, dès la parution de cet avis, retirer le dossier d'appel d'offres auprès de notre service général, au 9, rue du Royaume d'Arabie-Saoudite, Tunis, contre le versement de la somme de 30 dinars tunisiens.  
Les offres, établies sous peine de nullité, en langue française, devront être adressées en deux parties bien distinctes :  
- Une enveloppe « A » dûment fermée comprenant les spécifications techniques relatives à l'offre, à savoir :  
o Moyens matériels à mettre en œuvre;  
o Références du personnel d'encadrement.  
- Une enveloppe « B » dûment fermée comprenant les documents suivants :  
o Soumission établie conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres;  
o Bordereau de prix et devis estimatif.

Ces deux enveloppes seront placées dans une troisième enveloppe dûment fermée et scellée, à adresser par voie postale sous pli recommandé au nom de : M. le directeur des achats 2130 Metlaoui (Tunis) avec la mention suivante au coin supérieur gauche :  
« A.O. NP 2223 - Terrassements généraux à Kef Eddour, ne pas ouvrir avant le 21 août 1985, à 10 heures ».

L'ouverture des plis publics aura lieu le 21 août 1985 à 10 heures au siège de la direction achats à Metlaoui.

Toute offre nous parvenant par télex, ou après cette date ou ne respectant pas les conditions ci-dessus stipulées, sera automatiquement rejetée sans recours.

(Publicité)  
RÉPUBLIQUE TUNISIENNE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA  
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP 2224  
CHARPENTE MÉTALLIQUE DU PROJET KEF EDDOUR

La Compagnie des phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres international pour la réalisation de la charpente métallique du projet Kef Eddour, à savoir :  
- Ateliers et hall d'entretien;  
- Dépôt de gazon;  
- Magasin de pièces de rechange;  
- Carreau mineur;  
- Portique;  
- Clôtures des dépôts.  
Les entreprises spécialisées dans ce genre de travaux peuvent, dès la parution de cet avis, retirer le dossier d'appel d'offres auprès de notre service général, au 9, rue du Royaume d'Arabie-Saoudite, Tunis, contre le versement de la somme de 30 dinars tunisiens.  
Les offres, établies sous peine de nullité, en langue française, devront être adressées en deux parties bien distinctes :  
- Une enveloppe « A » dûment fermée comprenant les spécifications techniques relatives à l'offre, à savoir :  
o Moyens matériels à mettre en œuvre;  
o Références du personnel d'encadrement.  
- Une enveloppe « B » dûment fermée comprenant les documents suivants :  
o Soumission établie conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres;  
o Bordereau de prix et devis estimatif.

Ces deux enveloppes seront placées dans une troisième enveloppe dûment fermée et scellée, à adresser par voie postale sous pli recommandé au nom de : M. le directeur des achats 2130 Metlaoui (Tunis) avec la mention suivante au coin supérieur gauche :  
« A.O. NP 2224 - Charpente métallique Kef Eddour, ne pas ouvrir avant le 23 août 1985, à 10 heures ».

L'ouverture des plis publics aura lieu le 23 août 1985 à 10 heures au siège de la direction achats à Metlaoui.

Toute offre nous parvenant par télex, ou après cette date ou ne respectant pas les conditions ci-dessus stipulées, sera automatiquement rejetée sans recours.

(Publicité)  
RÉPUBLIQUE TUNISIENNE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA  
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP 2225  
GÉNIE CIVIL - PROJET KEF EDDOUR

La Compagnie des phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres international pour la réalisation des travaux de génie civil à Kef Eddour, à savoir :  
- Services généraux;  
- Maintenance;  
- Laverie.  
Les entreprises spécialisées dans ce genre de travaux peuvent, dès la parution de cet avis, retirer le dossier d'appel d'offres auprès de notre service général, au 9, rue du Royaume d'Arabie-Saoudite, Tunis, contre le versement de la somme de 30 dinars tunisiens.  
Les offres, établies sous peine de nullité, en langue française, devront être adressées en deux parties bien distinctes :  
- Une enveloppe « A » dûment fermée comprenant les spécifications techniques relatives à l'offre, à savoir :  
o Moyens matériels à mettre en œuvre;  
o Références du personnel d'encadrement.  
- Une enveloppe « B » dûment fermée comprenant les documents suivants :  
o Soumission établie conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres;  
o Bordereau de prix et devis estimatif.

Ces deux enveloppes seront placées dans une troisième enveloppe dûment fermée et scellée, à adresser par voie postale sous pli recommandé au nom de : M. le directeur des achats 2130 Metlaoui (Tunis) avec la mention suivante au coin supérieur gauche :  
« A.O. NP 2225 - Génie civil - Kef Eddour, ne pas ouvrir avant le 28 août 1985, à 10 heures ».

L'ouverture des plis publics aura lieu le 28 août 1985 à 10 heures au siège de la direction achats à Metlaoui.

Toute offre nous parvenant par télex, ou après cette date ou ne respectant pas les conditions ci-dessus stipulées, sera automatiquement rejetée sans recours.

# culture

« LIVE AID », VINGT-QUATRE HEURES POUR L'AFRIQUE

## « Feed the world », nourrissez le monde

Le samedi 13 juillet les concerts du « Live Aid » en faveur de l'Afrique ont réuni simultanément à Wembley et à Philadelphie cinquante-deux groupes de rock qui ont joué bénévolement. Au total, vingt-quatre heures de musique (dix en Angleterre, quatorze aux USA) et le plateau transatlantique le plus prestigieux de tous les temps. Le stade de Wembley a accueilli soixante-douze mille personnes, ils étaient quatre-vingt-dix mille au stade John F. Kennedy de Philadelphie. L'événement a été retransmis par quatorze satellites dans cent quarante pays. On estime à un milliard et demi le nombre des téléspectateurs, soit plus de trois cent cinquante millions de foyers : un record historique.

A Wembley, à partir de 17 heures (heure locale), les satellites ont permis d'alterner le direct avec les prestations américaines sur écran géant, et inversement à Philadelphie. A Sydney et à Cologne, des manifestations du même type ont également été relayées. De Moscou, on a pu voir le groupe de rock Autograf, qui a joué Live dans un studio devant deux cents étudiants sélectionnés. Dépassant toutes les prévisions, les recettes, dimanche, étaient évaluées à 480 millions de francs.

L'opération a coûté 3,5 millions de francs. D'un bout à l'autre de la chaîne, tout le monde a travaillé bénévolement. En Angleterre, les donations ont atteint au cours de la journée un rythme de 50 000 livres par heure. L'émir

Hamdan Al-Maktoum a fait un don de 1 million de livres.

L'argent collecté par les « Live Aid », à l'instar du disque américain (USA for Africa), est destiné à des actions de développement à plus long terme. M.M. Garret Fitzgerald, premier ministre irlandais, et Tom Torney, député travailliste anglais, ont proposé, pour le prochain prix Nobel de la paix, la candidature de Bob Geldof, le chanteur des Boomtown Rats, qui est à l'origine des disques et des concerts. Cette proposition a été officiellement reprise par M<sup>me</sup> Sissel Roenbeck, députée norvégienne.

Mais, on le sait, l'une des grandes difficultés de l'aide à l'Afrique est la distribution aux populations elles-mêmes. Le reportage de notre envoyé spécial à Addis-Abeba en témoigne.



## Rock au pouvoir, rock au sommet

De notre envoyé spécial

Londres. — Sur Oxford Street, la veille du concert, dans les bureaux de Harvey Goldsmith — le plus important promoteur de concerts qui a aidé Bob Geldof à organiser l'événement — la standardiste répondait inlassablement aux appels téléphoniques : « Non, nous n'avons plus de billets à vendre, non, il n'y en aura pas sur place. » Mis en vente dans plusieurs villes, il y a quelques semaines, les soixante-douze mille tickets sont partis en moins de quatre heures. Afin de contourner les taxes, qui avaient été pour le disque la cause de négociations difficiles avec le gouvernement, le prix de base des billets était de 5 livres (1 livre = 12 F), plus une donation imposée de 20 livres pour le public, de 95 livres pour les journalistes (c'est la première fois qu'aucune invitation n'a été délivrée pour un concert), et de 245 livres pour les tribunes réservées aux personnalités.

Pour limiter les spéculations du marché noir, des encarts annonçaient, dans les pages des petites annonces des hebdomadaires musicaux, que toutes les propositions d'achat ou de vente passeraient obligatoirement par le journal. « 7 000 livres pour deux tickets », titrait le *Sun* sur la moitié de sa première page, à la suite d'une vente aux enchères organisée officiellement et emportée par un millionnaire anglais. Le *Sunday*, lui, préférait la photo des premiers spectateurs qui campaient devant le stade. La plupart des quotidiens nationaux se disputaient la « une ». C'était à qui donnerait les chiffres les plus extravagants ; là, l'électricité utilisée à Wembley pourrait alimenter toutes les lumières d'Oxford Street pendant une semaine pour les fêtes de Noël ; ici, on enregistrait sur la vente de cassettes vidéo vierges un « boom » plus important que pour le mariage de Lady Di.

### L'important c'est d'y être

Plus sérieusement, aux accusations qui lui ont été faites d'avoir écarté de l'affiche les musiciens noirs, Bob Geldof répondait que la question ne se posait pas en termes de couleur ou de goûts musicaux, mais de façon pragmatique : de la popularité des groupes dépendait la vente du programme aux chaînes de télévision du monde entier. Il n'en reste pas moins vrai que, à l'exception de Sade, les groupes africains et de reggae ont fait défaut à Wembley. A Philadelphie, où le métissage a mieux réussi, Michael Jackson et Lionel Richie (qui ont écrit la chanson *We Are the World*) n'ont pas répondu à l'invitation, et l'on n'a pas su pourquoi. Stevie Wonder, prévu à l'origine, s'est désisté. Martin Meissonnier,

le producteur de King Sunny Adé et de plusieurs groupes africains — qui avait pris contact avec la société de Harvey Goldsmith pour proposer leur participation — attend toujours une réponse. Il serait pourtant mal venu de faire un procès d'intention à Bob Geldof, qui se dévoue corps et âme sur tous les fronts pour la cause éthiopienne depuis six mois.

Sous un ciel sans nuages, les portes du stade se sont ouvertes à 10 heures, avec la ruée habituelle des premiers arrivés vers le devant de la scène. Ensuite, l'entrée s'est faite calmement : les membres du service d'ordre, qui travaillaient gratuitement, fouillaient les sacs derrière les barrières. Debout, les places coûtaient entre 80 et 250 livres au marché noir. Quand on demandait le prix, prudemment les vendeurs annonçaient 25 livres, si on voulait acheter un billet, ils révélaient à la hausse. Une dizaine de trafiquants ont été interpellés.

Prêt pour le concert du siècle, conscient du privilège mais sans montrer d'impatience, à 11 h 30 tout le monde avait trouvé sa place dans une ambiance bonhomme sous le soleil qui commençait à taper sérieusement. Sur le terre-plein central, on préparait déjà les pique-niques. En face, une banderole au-dessus de la scène : « Feed the World July 13th 1985 at Wembley Stadium ». De chaque côté, le symbole du Live Aid : le continent africain surmonté d'un manche de guitare. Tout en haut le sigle du disque « Feed the World : Nourrissez le monde » : une mappe-monde entourée d'une fourchette et d'un couteau. Le tout, gigantesque et à gauche et à droite : deux écrans géants.

A midi, au milieu des gradins, dans la tribune d'honneur, lady Diana et le prince Charles, dooent sous les acclamations le signal de la cérémonie d'ouverture. A leurs côtés, Bob Geldof. Derrière eux, Elton John et David Bowie. Sur scène, la fanfare des gardes de la reine entonne le *God Save the Queen*. Dans la foulée, avec un titre de circonstance (*Rockin' All Over the World*), Status Quo prend le départ d'un marathon qui va durer dix heures, à raison d'un groupe toutes les vingt minutes. A peine arrivé, le Style Council de Paul Weller l'a remplacé pour laisser la place à son tour aux Boomtown Rats, le groupe de Bob Geldof, initialement prévu plus tard. Héros du jour, le chanteur répond aux ovations en déclarant : « Vous faites de ce jour, le plus beau de ma vie. » Le couple prioritaire quittera le stade après sa prestation.

Très vite, sur place, on comprend que l'important c'est d'y être. Pas de voir ni d'entendre. Pour cela, la télévision remplit sûrement mieux sa fonction. La qualité d'écoute est approximative et noyée dans l'écho, et si l'on ne suit pas les groupes sur les grands écrans, il faut un minimum d'imagination pour distinguer les uns des autres. Comme tous les événements de cette importance, le frisson est au cœur de l'action mais aujourd'hui c'est le petit écran qui paradoxalement lui donne son relief, son ampleur.

Sans les 72 000 personnes à Wembley, les 90 000 à Philadelphie, mais surtout sans la télévision, les concerts auraient été impossibles. Un tel plateau est trop coûteux pour voir le jour dans d'autres circonstances : une cause ne suffirait pas pour mobiliser tant de musiciens. Il lui fallait un retentissement mondial.

Woodstock a existé parce que l'époque était aux grands espoirs et que le rock allait refaire le monde. A ce prix, les groupes

acceptaient de baisser les leurs et de jouer dans des conditions sombres. Quand on s'est aperçu que le rock se contentait de générer le dollar, les illusions se sont évaporées et le show-business a repris ses droits.

A Wembley comme à Philadelphie, on s'est servi du star-system mais on a oublié le temps d'un concert la loi du marché. Certains ont reproché aux groupes de vouloir se faire de la publicité sur le dos du tiers-monde mais il n'y a pas de publicité quand on défille les uns après les autres. Noyé dans le nombre, on fait partie d'une mouvance où chacun range son ego. Quinze ans après, la vedette de Woodstock, c'est Woodstock : trois jours de paix et d'amour. Celles du *Live Aid* seront peut-être la générosité et la solidarité.

### Une masse, une force, une émotion

Ainsi ce sont des noms qu'on a vus se succéder sans avoir vraiment le temps d'une communion. L'espace de deux à quatre chansons, le contact est infime entre l'artiste et le public. Parfois, il cède même à l'incompréhension : les sifflements du public qui n'entendait pas Paul McCartney pendant les premiers couplets de *Let It Be* ; les hurlements de joie en plein milieu d'un morceau de *Paul Young* ; le chanteur n'avait pas vu le Concorde qui passait au-dessus du stade transportant Phil Collins de Wembley — où il avait joué avec Sting — à Philadelphie, où il allait accompagner Eric

Clapton. Et là encore, l'événement n'était pas ce que Phil Collins allait chanter mais qu'il allait le chanter à la même heure grâce au décalage en Angleterre et aux Etats-Unis.

Ce qu'on peut retenir de la programmation anglaise, c'est que les groupes des années 80 comme Spandau Ballet, Ultravox, Adam Ant, pèsent peu de poids comparés aux David Bowie, Bryan Ferry qui les ont inspirés. Chez les nouveaux venus, seul U2 en impose. Issus de la nouvelle vague anglaise, Sting et Elvis Costello — seul à la guitare électrique, il a eu la formidable idée de chanter *All You Need Is Love* des Beatles, repris par la foule comme un hymne — sont aujourd'hui à la hauteur de leurs aînés.

Mais au fond, il n'était pas l'important : Queen, Elton John, Paul McCartney (ou même le plaisir de voir les Who reformés à Wembley), Crosby Stills and Nash, Neil Young, Dylan, Jagger (ou même le plaisir de voir Led Zeppelin reformé à Philadelphie), tous, aussi grands soient-ils, étaient au même niveau, musiciens, à peine visibles, tout à bas sur la scène au-dessus de l'immense banderole « Feed the World ». Tous réunis pour le final à Wembley, ils ont chanté *Do They Know It's Christmas?* Alors, de loin, on a vu une masse d'hommes et de femmes, et cette masse représentait une force, une émotion. A 22 heures, le stade de Wembley s'est vidé. Dehors dans les files de voitures, les radios chantaient : Philadelphie avait pris le relais.

ALAIN WAIS.

## Le langage d'une planète

Le lever de rideau de ce spectacle planétaire unique, aussi imprévu et aussi incapable de se répéter que n'importe quel acte de la vie, a eu lieu à Wembley en présence du prince Charles, de la princesse Diana et de Bob Geldof, l'initiateur du premier 45 tours en faveur de l'éthiopie (*Do they know it's Christmas?*).

Las Who, la plus célèbre groupe de rock avec les Beatles et les Rolling Stones, s'est reformé pour l'occasion. Elton John a été flamboyant et Phil Collins a commencé sa prestation avant de prandre un Concorde spécialement affrété par British Airways pour la terminer au stade de Philadelphie, où les rock-stars anglaises et américaines se sont succédées, l'âme bouillante de grandeur et d'invention contradictoire, instinctive et éternelle.

Les deux-dieux de la musique sont aussi des êtres humains, désespérément humains : des retours sur scène ont été à la frontière du tragique (Jimmy Page et surtout Crosby, Stills, Nash and Young, réunis pour la première fois depuis 1974). Mais les plus grands guitaristes étaient là, lumineux, Mick Jagger, en duo avec Tina Turner, a été impérial. Comme Bob Dylan, présenté par Jack Nicholson, et qui a chanté quatre titres dont *Blowin' in the wind*, accompagné

à la guitare sèche par deux Rolling Stones : Keith Richards et Ron Wood. En guise de final, les participants de Philadelphie, entraînés par Harry Belafonte et Lionel Richie, ont repris *We are the world*.

Toutes les voix se sont fondues littéralement pour faire jaillir le résultat, la densité d'un concert qui ne s'est pas appuyé sur un discours constitué et n'a renvoyé à aucun. Le rock, qui a été autrefois l'envie, le désir, c'est-à-dire la force de vie qui transfigure tout, a vécu dans l'ennui depuis des années. Il s'est plié aux mécanismes économiques, il a été inséré dans toutes les musiques populaires, dans l'imagerie des jeunes du monde entier. Trente années après son apparition, il est, avec l'image cinématographique et télévisuelle, le langage commun de la planète.

Le royaume, par miracle à un moment où on n'a jamais autant parlé de civilisation et de culture, tandis que des dizaines de milliers d'hommes, des femmes et d'enfants meurent de faim sur le sol africain. La musique populaire de notre temps retrouve une fonction et une raison d'être. Avec toutes les ambiguïtés qui découlent de la charité d'ad riches.

CLAUDE FLÉOUTER.

## Autour d'une piscine à Addis-Abeba

De notre envoyé spécial

désir d'aider se heurte constamment aux contraintes administratives ou politiques.

Les pilotes, eux, n'ont pas d'état d'âme. Saupés dans leurs combinaisons impeccables, les Italiens profitent de la fraîcheur de l'air climatisé et du moelleux des fauteuils. Ils ne sont là que pour quarante-huit heures. Une mission qui ressemble fort à un tour de piste diplomatique ! Les trente Belges, en revanche, prennent leur mission très à cœur.

Chaque jour, à tour de rôle, deux équipages de sept hommes partent au petit matin rejoindre leurs Hercules C-130 de la Croix-Rouge et de l'armée belge. Ils quittent Addis-Abeba de semences, des médicaments, du lait en poudre et vont se poser à Asmara, capitale de l'Erythrée, pour faire le plein de céréales laborieusement acheminées du port de Massawa. Ils distribuent ensuite leur cargaison dans les aéroports aléatoires : Gondar, Axum, Makele, comme les trois C-130 américains basés à Asmara. L'un des avions américains, après avoir cassé son train sur la mauvaise piste, a fait un atterrissage sur le ventre. L'USAID n'a déjà plus que deux appareils en service... « Ici, ça tourne très bien, explique un pilote belge. Ça n'est pas comme au Zaïre ! Les Ethiopiens déchargent le zinc en chantant. En vingt minutes, tout est empli. » Quant aux aviateurs anglais de la RAF, ils se félicitent de leur collaboration avec leurs collègues polonais, qui, de leurs hélicoptères, guident les délicates opérations de largage de blé et de rase-mottes. « Ils sont très complaisants, dit un jeune Ecossais aux joues roses. Ils acceptent toujours de transporter à la dernière minute un infirmier-secouriste ou une pièce de rechange. »

Les pilotes belges font des périodes de vingt jours sur le terrain — Ethiopie, Soudan, Mali, Niger, etc. — et se reposent ensuite une semaine chez eux. Ils apprécient le Hilton et son confort, même s'ils sont deux par chambre, mais ils aiment surtout voler. « La montagne éthiopienne, c'est dangereux, mais c'est fantastiquement beau ! », avoue un jeune commandant de bord. Ils se plaignent d'ailleurs de l'état des pistes que des contrôles imposés par le gouvernement éthiopien — un officier de liaison à bord de chaque appareil (« l'œil de Mengistu »). « Parfois, il nous laisse prendre des photos, parfois non, dit un mécanicien de bord. Mais il n'aime pas qu'on vole à basse altitude... »

Le Hilton d'Addis sera aussi de lieu de rendez-vous à tous ceux qui, désespérément, cherchent à mettre sur pied une filière d'aide. « C'est une véritable course d'obstacles, constate un tout jeune logisticien français en mission au Soudan pour le compte de Médécine sans frontières-Belgique. « D'abord, il me faut trouver du sucre pour nourrir les gosses du Darfour. Le Soudan ne produit, mais il préfère l'exporter pour les devises. Ensuite, il me faut de l'essence pour mes camions. J'ai fini par en trouver en pleurant chez AGIP — je parle italien. Mais, maintenant, je n'ai plus d'argent pour le payer ! »

### Déception et colère

Certains ont dû déclarer forfait, tel ce jeune Français de Pau qui avait réussi à collecter 2 millions de francs dans sa région en projetant un film-choc sur les affamés de Kordofan. Le hut : offrir l'argent, des camions et des volontaires pour aider une mission catholique implantée dans le Sidamo, au sud de l'Ethiopie. « J'ai attendu la réponse des autorités pendant quatre mois, raconte-t-il. C'est long, pour des secours d'urgence ! Et voilà maintenant que la Relief and Rehabilitation Commission (RRC), organisme éthiopien qui coordonne l'aide, me refuse tout net l'opération parce que je n'apporte pas assez d'argent, que mes camions sont d'occasion et que j'arrive avec moi trop de monde ! Déception et colère. Comment expliquer à ses amis polonais que les Ethiopiens refusent leur aide parce qu'elle est... trop pauvre ? »

« Seules les grosses associations arrivent à mettre sur pied un projet, explique le chef de mission de l'Action internationale contre la faim (AICF). Ne serait-ce que parce qu'il faut passer quatre ou cinq mois à Addis pour prendre des contacts et négocier. » Ce qui n'empêche pas, après, les contre temps. L'AICF a un camion bloqué en douane depuis un mois pour d'obscures raisons administratives.

L'aide d'urgence, collectée en un temps record en Europe et en Amérique, s'enlise aux portes de l'Afrique. Au lieu de remplir les greniers des paysans éthiopiens, elle engorge les entrepôts de la mer Rouge et emplit les salons du Hilton. Sous l'œil indifférent de la statue géante de Lénine et du portrait et du portrait-chromo du président Mengistu, plantés au carrefour d'en face.

ROGER GANS.

### Gouvernement télé

Jusqu'ici, seul le foot arrivait à rassembler un milliard de téléspectateurs dans le monde ! Un milliard d'hommes agglutinés dans leur fauteuil devant un petit poste, applaudissant ou jurant au même moment, en français, en chinois, en espagnol ou en russe, il y a de quoi rêver et rêcher. Record battu, chiffres pulvérisés : un milliard et demi de téléspectateurs ont regardé, dans la nuit du samedi au dimanche, les concerts de Wembley et de Philadelphie. Ce formidable événement médiatique, fusé à plusieurs étages, grand-massa, oblige à reconsidérer le rock, la télévision, son pouvoir, la culture...

La télévision fait effet de loupe en même temps qu'elle fait effet de révélateur. Le rock, comme la foot, est à la fois plus qu'à la musique ou un sport : c'est un rituel (sauf en communie), une patrie — et la télé est son gouvernement. — C. H.

ALS  
SIMON  
Honor  
COMI  
LES LUTTES DE  
Le conseil d'autorité de

50 من الأصل



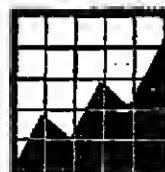


	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITALUX	204,00	241,94

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Directeurs commerciaux tournez la page, entrez dans la presse

370 000+

Vous n'y avez jamais pensé. Mais à bien y réfléchir, un journal c'est un produit grand public, à consommation répétitive, distribué dans des milliers de points de vente, vendu par correspondance. En plus, un journal, ce n'est jamais le même produit, il a un contenu informatif et culturel, il influence l'opinion, il irrigue la vie civique et politique du pays, c'est un produit passionnant car à la fois quotidien et unique. Rattaché à la Direction Générale, vous participerez à la politique commerciale, en liaison étroite avec la Direction du Marketing, vous coordonnerez et stimulerez les ventes France et Etranger ainsi que les abonnements. Gestionnaire, vous définirez et contrôlerez les objectifs de vente et grâce à l'outil informatique, optimiserez la diffusion. Animateur vous dirigerez l'action d'une trentaine de collaborateurs.

Pour ce poste, basé à Paris, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la Direction Commerciale, possédant une expérience réussie d'une dizaine d'années dans la vente de produit ou service grand public et l'animation d'équipes opérationnelles. De formation commerciale supérieure, nous leur demanderons de nous convaincre de leur talent de leader et d'homme de développement. Et si en plus vous connaissez la presse et sa diffusion, venez tourner la page avec nous. Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 713/1 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Julhiet  
Psycom**

Membre de Syntec

### Directeur des relations humaines et sociales

LA BANQUE POPULAIRE DE SAONE ET LOIRE ET DE L'AIN (300 personnes - MACOM) recherche, pour son Etat-Major, le Directeur des relations humaines et sociales.

Dans le cadre du projet de l'entreprise et de son plan à 3 ans, ses missions :

- perfectionner la gestion prévisionnelle du personnel,
- coordonner les actions du département formation,
- participer aux négociations avec les partenaires sociaux,
- poursuivre les actions de communication interne,
- maintenir le bon fonctionnement des services administratifs du personnel.

Nous serons heureux d'étudier votre candidature si : diplôme de l'enseignement supérieur, vous faites la preuve d'une très expérience réussie (gestion et animation directe et indirecte des hommes), de préférence dans une fonction personnelle ou sociale tenaire.



Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. TC a Hommes et Structures, Chambre Syndicale des Banques Populaires 131 avenue de Wagram 75647 PARIS Cedex 17.

### Directeur des ventes / France d'un quotidien national

260 000+

Rattaché au Directeur de la Diffusion, et en collaboration étroite avec le marketing la rédaction et l'imprimerie, nous vous confierons le management du réseau national de nos ventes.

Homme d'organisation et de prévision, vous définirez les objectifs et assurerez le réglage des ventes.

Homme d'animation, vous formerez, stimulerez et contrôlerez l'action des commerciaux sur le terrain.

Hommes de promotion, vous suscitez et animez les actions promotionnelles et exploitez sur le terrain les événements rédactionnels.

Homme de gestion, vous élaborerez les budgets, les gèrerez et les contrôlerez.

Pour ce poste basé à Paris, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la diffusion d'un quotidien et de l'animation des hommes. De formation commerciale ou de gestion (BAC + 2 ou 3), le talent de l'animation commerciale, le sens de l'organisation, une grande disponibilité et l'esprit d'équipe, autant d'atouts que nous exigeons.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 714/1 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

SUD-EST 500.000/an

La filiale d'un groupe international, leader dans un secteur de haute technologie recherche un directeur général, motivé par des objectifs d'expansion et de rentabilité.

Profil du candidat :

- Solide formation dans l'ingénierie mécanique et électrique.
- 40 ans environ.
- Anglais courant.
- Forte personnalité, à l'esprit ouvert, ayant le goût de la communication et prêt à voyager.
- Expérience réussie dans la direction d'usines, dans les domaines de l'électronique ou de l'ingénierie mécanique.
- Compétences personnelles dans les achats, la gestion de stocks et la maîtrise des prix de revient.
- Expérience de la gestion et de l'animation d'équipes de ventes, sur les marchés nationaux et internationaux.

Ce poste est situé dans une région attractive du Sud-Est de la France. Salaire : environ 500.000 F/an et voiture de fonction.

Adresser c.v., détail + photo à : Régie et Développement, 63 bis, rue Joffroy, 75017 Paris, réf. JCM 1607.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



### emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

### emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

### emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

#### LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

pour la réalisation de programmes dans le domaine de la recherche, organise des sélections devant permettre l'établissement d'une réserve de recrutement d'agents temporaires de catégorie B (régime contractuel) dans les domaines suivants :

- Programme scientifique et/ou participation aux travaux de recherche en laboratoire ;
- Physique et chimie nucléaire ;
- Sécurité, normes et standards ;
- Electrotechnique, électronique, mécanique, informatique ;
- Technologies de l'information ;
- Télécommunications.

La description des fonctions à exercer et les qualifications requises pour les différents postes à pourvoir, ainsi que le formulaire de candidature obligatoire, peuvent être obtenus à l'adresse suivante en indiquant la référence COM/R/B/1 :

Commission des Communautés Européennes, Secrétariat du Comité de sélection Recherche, SDME R2/85D, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Date limite pour le dépôt des candidatures : le 10/09/85 (le cachet de la poste faisant foi).

Lieu de travail : Tout lieu d'activité des services de la Commission

p. ex. : • Bruxelles (B), Luxembourg (L) ;

• Centre Commun de Recherche Ispra (I), Karlsruhe (D), Geel (B), Petten (NL) ;

• JET, Culham (UK).

- Age : maximum 45 ans ;
- Formation de niveau technique supérieur ;
- Expérience professionnelle dans des fonctions correspondantes au poste sollicité ;
- Connaissance d'au moins deux des langues suivantes : Allemand, Anglais, Danois, Espagnol, Français, Grec, Italien, Néerlandais, Portugais.

□ Nationalité d'un des 10 Etats Membres ou espagnole ou portugaise.

Rémunération appropriée au niveau de chaque emploi (contrat temporaire). Les agents sélectionnés figureront sur une liste de réserve : les premiers engagements pourront avoir lieu fin 1985.

#### LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

pour la réalisation de programmes dans le domaine de la recherche, organise des sélections devant permettre l'établissement d'une réserve de recrutement d'agents temporaires de catégorie A (régime contractuel) dans les domaines suivants :

- Gestion de programme de recherche et/ou exécution des programmes de recherche en laboratoire ;
- Chimie, Biochimie, Bioinformatique, Technologie chimique ;
- Physique, Physique des Plasmas, Physique nucléaire ;
- Ingénierie civile, électronique, mécanique ;
- Mathématique-informatique appliquées ;
- Technologies de l'information ;
- Télécommunications ;
- Information scientifique.

La description des fonctions à exercer et les qualifications requises pour les différents postes à pourvoir, ainsi que le formulaire de candidature obligatoire, peuvent être obtenus à l'adresse suivante en indiquant la référence COM/R/A/1 :

Commission des Communautés Européennes, Secrétariat du Comité de sélection Recherche, SDME R2/85D, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Date limite pour le dépôt des candidatures : le 10/9/85 (le cachet de la poste faisant foi).

Lieu de travail : Tout lieu d'activité des services de la Commission

par ex. : • Bruxelles (B), Luxembourg (L) ;

• Centre Commun de Recherche Ispra (I), Karlsruhe (D), Geel (B), Petten (NL) ;

• JET, Culham (UK).

- Age : maximum 45 ans ;
- Formation de niveau universitaire ;
- Expérience professionnelle dans des fonctions correspondantes au poste sollicité ;
- Connaissance d'au moins deux des langues suivantes : Allemand, Anglais, Danois, Espagnol, Français, Grec, Italien, Néerlandais, Portugais ;

□ Nationalité d'un des 10 Etats Membres ou espagnole ou portugaise.

Rémunération appropriée au niveau de chaque emploi (contrat temporaire). Les agents sélectionnés figureront sur une liste de réserve : les premiers engagements pourront avoir lieu fin 1985.

OFFRES D'EMPLOIS		ANNONCES ENCADRÉES	
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	OFFRES D'EMPLOI	59,00
IMMOBILIER	31,00	DEMANDES D'EMPLOI	17,00
AUTOMOBILES	89,00	IMMOBILIER	45,00
AGENDA	68,00	AUTOMOBILES	45,00
PROP. COMM. CAPITALX	204,00	AGENDA	45,00
	123,34		53,37

## ANNONCES CLASSEES



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

**LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**  
organise un concours général sur épreuves, en vue de constituer une réserve de recrutement d'**ADMINISTRATEURS** (m/f)

dans le domaine DOUANIER (tarif douanier commun - législation douanière et fiscale).

**Principales conditions d'admission:**

- posséder la nationalité d'un État membre des Communautés européennes;
- être né après le 27 juin 1948;
- justifier avoir accompli des études universitaires complètes;
- avoir une expérience professionnelle post-scolaire d'une durée minimale de deux ans dans le domaine du concours;
- posséder une connaissance approfondie d'une langue des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais) et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

La Commission met en œuvre une politique dans le but de garantir l'égalité des chances des femmes et des hommes dans toutes les professions.

L'avis de concours ainsi que le formulaire obligatoire de candidature sont publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes qui peut être demandé, avant le 1<sup>er</sup> août 1985, en écrivant de préférence sur carte postale et en rappelant la référence COM/A/442, aux adresses suivantes:

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES;
- BUREAU DE PRESSE ET D'INFORMATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 61 rue des Belles-Feuilles, F-75782 PARIS Cedex 16.

**DATE LIMITE POUR L'INTRODUCTION DES CANDIDATURES: 14 AOÛT 1985.**

Nous sommes une société de **CONSEIL EN MANAGEMENT** en pleine expansion.

Nos interventions, principalement en France, ont pour but d'amener les responsables des affaires pour lesquelles nous travaillons à améliorer la performance de leur secteur.

Nous recherchons des **CONSULTANTS JUNIORS** (m/f)

**Leur mission:** - obtenir sur le terrain des résultats mesurables en utilisant, sous la responsabilité du chef de projet, la méthodologie d'intervention.

**Leur profil:** - 27 à 33 ans;  
- ESC ou ingénieur avec une formation en gestion;  
- connaissance variée de l'entreprise;  
- première expérience de conseil appréciable si elle s'accompagne de résultats tangibles;  
- disponibilité totale (déplacements hebdomadaires);  
- adaptabilité;  
- rigueur de pensée et pragmatisme;  
- goût des contacts humains, capacité à convaincre et persévérance.

Une carrière exigeante et passionnante pour ceux qui aiment voir aboutir leurs entreprises.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre C.V. avec photo et lettre manuscrite, sous la référence 273, au Bureau ANTOSI, avenue de l'Echevinage 18, B-1180 Bruxelles, qui se chargera du recrutement.

ANNONCES CLASSEES  
TÉLÉPHONÉES  
**555-91-82**

**emplois régionaux**

**IBM**  
recherche pour ses agences de  
**TUNISIE, CAMEROUN et GABON**

des candidats ayant la nationalité de ces pays pour occuper des postes d'**ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux**

Ces postes de haut niveau sont proposés à de jeunes diplômé(e)s de cycles longs universitaires, de gestion, scientifiques ou grandes écoles

Après une formation de base, la Compagnie leur confiera la responsabilité du développement d'une part importante de ses affaires locales.

Les candidats devront pouvoir prétendre à une activité de premier plan alliant dans un rôle de conseil auprès des Administrations et des entreprises, une excellente technicité à des qualités de contact à haut niveau.

Ils enverront lettre et C.V. détaillé à Mme WINTER - Division des Opérations Extérieures  
IBM - 68 76, Quai de la Rapée - 75592 PARIS Cedex

**ELAS DAT**

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
DIRECTION DES ARMEMENTS TERRESTRES  
ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS  
recherche

**1) INGENIEUR SYSTEME**

**MISSION:**  
Au sein du Centre de Calculs Scientifiques et Techniques, cet ingénieur sera chargé:

- de l'organisation et de l'administration des systèmes en place; de l'élaboration des recommandations au maintien et à l'évolution des logiciels de base, des équipements et réseaux de transmissions;
- des études, du développement et de la mise au point de systèmes temps réel appliqués à l'automatisation de bancs d'essais.

**PROFIL:**  
Ingénieur Grande Ecole ou équivalent.  
Formation système et connaissance langage FORTRAN indispensables.

**2) INGENIEUR EN INFORMATIQUE DE GESTION**

- pour conduire ou réaliser des projets en particulier dans les domaines de la comptabilité, de la gestion et du personnel;
- connaissant les langages COBOL et BASIC à maitriser en œuvre sur Mini 6, Micro MBC Alcyon (MMS) et Micro 90 - 50 et 90 - 20.

Nationalité française exigée.

Envoyer lettre + C.V. avec photo à  
Monsieur le Directeur de l'Établissement Technique d'Angers  
Route de Laval - Montreuil-Juigné - BP 4107 - 49041 ANGERS Cedex

**COMPAGNIE MINIERE D'AKOUTA**  
Exploitation d'un gisement uranifère au Nord du NIGER, dans la région d'Arta.

recherche pour son usine de traitement un **CHEF DE SERVICE ENTRETIEN**

(100 personnes réparties entre méthodes, mécanique et instrumentations).

Il assure et améliore la disponibilité et la conservation des installations.

Il organise la mise en œuvre du personnel et veille à l'accroissement de ses compétences.

Cette offre s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école de formation générale à dominante mécanique et électricité, ayant assumé la charge de la maintenance d'une usine à feu continu.

Son expérience de la gestion informatisée de l'entretien sera appréciée.

Les personnes ayant fait acte de candidature, sous référence CK/ELI, C.V. explicite à l'appui obtiendront plus amples informations auprès de CETAGEP, 30, avenue Amiral Lamourier 78160 MARLY LE ROI Tél.: (3) 958.06.09.

Importante Société de Services Pétroliers, nous recherchons pour notre établissement de POINTE NOIRE (République Populaire du Congo) un

**Comptable Congolais**

Titulaire au minimum d'un BTS ou d'un DUT de Gestion et Comptabilité. Il aura la responsabilité de:

- la comptabilité
- les déclarations sociales et fiscales
- la paye
- la trésorerie

Il supervisera l'ensemble des travaux administratifs et comptables et assistera la direction dans les rapports avec les administrations locales.

Merci d'adresser vos candidatures au Service du Personnel de FLOPETROL SA - BP 557 - 77006 MELUN Cx.

FLOPETROL JOHNSTON  
Schlumberger

**Ingénieur AM, IDN, INSA...**  
Promoteur de notre outil de production de l'an 2000.  
Sud-Alsace

Filiale française réputée (700 personnes) d'un groupe US de renommée mondiale, nous produisons pour 420 Mf de produits techniques destinés aux Industries électromécaniques.

Ingénieur diplômé, vous avez aujourd'hui, de préférence, une première expérience de la mise en place d'équipements de production, intégrant mécanique, automatisme, électronique; et en connaissez les paramètres financiers et techniques.

Après de notre Direction Technique et en liaison avec les chefs de services concernés, vous étudiez, réalisez et mettez en route les installations nécessaires à l'élaboration de nos produits, dans un esprit de réduction des coûts et de gain de productivité.

Vous parlez anglais et voyagez à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. 410LM à notre Conseil - Alain LEROUX

SODERHU  
22 rue de Augustins  
75002 Paris

**Soderhu**  
MEMBRE DE SYNET

**emploi**

**etf**

**MATHEMATIQUES**

**LES POSSEDES**

**LES SOUSHAITEZ**

**IRA**

**UNE FORMATION DE L'AGRO-ALIMENTAIRE AUX REALITES D'UN SECTEUR EN PLEIN**

**ETAT METEOROLOGIQUE**

**PHARMACIE**

**PRODUITS**

هكذا من الأصل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux


**elf aquitaine**

recherche

**INGENIEURS  
MATHEMATIQUES APPLIQUEES**
**SI VOUS POSSEDEZ :**

- un diplôme d'ingénieur grande école scientifique ou équivalent, option mathématiques appliquées,
- plusieurs années d'expérience dans l'un des domaines suivants :
  - analyse numérique
  - probabilités, statistiques, géostatistiques,
  - informatique scientifique,
- une bonne connaissance de l'anglais.

**VOUS NOUS INTERESSEZ :**
**SI VOUS SOUHAITEZ :**

- conduire des projets de modélisation mathématique dans le domaine de l'exploration production pétrolière,
- mettre en valeur vos aptitudes à l'animation de travail en groupe, votre sens du concret et votre pragmatisme,
- bénéficier au cours de votre carrière de nombreuses opportunités d'orientations, avoir une première affectation à PAU.

**NOUS VOUS INTERESSONS.**

 Adresser C.V. et prétentions sous n° 13597 à SNEAP - DC Recrutement  
20, avenue des Lilas - Bat. Mestresat - 64018 PAU Cedex.

Ce groupe industriel de réputation internationale, fabriquant et commercialisant des biens d'équipement lourd, a d'ambitieux projets de développement de ses systèmes d'information. Son service informatique travaille sur IBM 3085-309 terminaux et emploie près de 40 personnes. Dans le cadre de son développement, il recherche :

 • **Un ingénieur système** pour compléter une équipe de 3 personnes et participer à la conception et à l'installation des systèmes d'exploitation : rationaliser les procédures d'utilisation des moyens mis en place ; conseiller les autres services de la direction informatique. Une formation supérieure : diplôme d'ingénieur ou Maîtrise d'Informatique ; et cinq ans d'expérience sont indispensables pour ce poste ainsi que la connaissance des grands systèmes d'exploitation : VM, DOS, MVS, VTAM, NCP. Réf. A 6314M

 • **Un responsable des études** pour assurer sous l'autorité du directeur informatique, la réalisation et la maintenance des applications prévues au plan informatique et respectant les délais, le coût et la cohésion des systèmes d'information, avec l'aide d'une équipe d'une douzaine de personnes, dont : chef de projets. Ce poste nécessite une formation de type MAGE, une expérience d'une dizaine d'années en milieu industriel et d'excellentes capacités relationnelles avec les utilisateurs et les professionnels. Une participation préalable à un projet de GFAO serait appréciée. Réf. A 6314M

Ces deux postes sont basés en Alsace. Ecrire à D. HATT en précisant la référence choisie

**PA**

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 688.22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse


**GROUPE D'ASSURANCES  
MUTUELLES DE FRANCE  
à Chartres**

recherche pour son service immobilier

**un juriste de droit privé**

notamment baux d'habitation et commerciaux,

 Evolution vers la responsabilité du service de gestion. Minimum 30 ans  
Résidence CHARTRES. Facilités logement.

 Adresser C.V. photo et prétentions à GAME - Direction du Personnel  
7 avenue Marcel Proust 28032 CHARTRES.

**I.A.A.I.**

Institut Agro-Alimentaire International

propose en 1 AN

**UNE FORMATION DE CADRES SUPERIEURS  
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE OUVERTE  
AUX REALITES INTERNATIONALES  
D'UN SECTEUR EN PLEIN DEVELOPPEMENT**

Une collaboration permanente avec les entreprises du secteur agro-alimentaire.

 20 semaines d'études, 10 semaines d'application en entreprises  
de NOVEMBRE à JUIN.

 ADMISSIONS : avec ou sans expérience professionnelle : diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce,  
Ecoles de Gestion, Ecoles d'Ingénieurs (Agri, Agri), Ecoles Vétérinaires, Maîtrise de Sciences Économiques.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 31 JUILLET 1985.

 RENSEIGNEMENTS : I.A.A.I. - ESCAE Bretagne  
2, avenue de Provence - B.P. 214 - 29272 BREST Cedex.  
Téléphone : (98) 03-25-01.

**Institut Français  
du Pétrole**

 recherche pour son CENTRE D'ETUDES et de  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIELS  
à SOLAIZE (15 Kms Sud de LYON)

**Ingénieur**

 Formation ENSAM, INSA Génie Méca-  
nique ou équivalent.  
Poste à pourvoir au sein d'une équipe  
orientée vers le Génie Chimique et  
le soutien aux procédés en cours de  
développement.

 Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo  
à : CEDI - BP 3 - 69390 VERNASION.

**CONCEPTEUR DU RESEAU LOCAL LAC**

 La croissance de ce secteur d'activité et l'adaptation de  
nos produits au marché, nous amènent à rechercher des

**INGENIEURS  
TECHNICO-COMMERCEAUX**

 bénéficiant d'une expérience en informatique temps  
réel, chargés des relations avec la clientèle et des  
propositions techniques

 Basés à ANNECY, ces postes, à large autonomie  
d'action, s'adressent à des candidats dynamiques,  
compétents et motivés, et sont à pourvoir rapidement

 Envoyer votre C.V. à  
COMPEX - 2, av. Bouvard  
74003 ANNECY.

**COMPEX**
**INGENIEUR METHODES**

Adjoint au Chef de service

 L'Atelier de Construction de ROANNE - Etablissement industriel de 3200  
personnes dépendant du Ministère de la Défense - recherche un ingénieur  
Méthodes.

- Encadrement de la section de préparation mécanique, pignonnage et char-  
dronnerie.
- Élaboration des devis des produits fabriqués.
- Assistance des ateliers de production dans l'implantation de robots et ins-  
tallations flexibles d'usinage.
- Promotion de l'emploi de la FAO (dessin, gammes automatiques et program-  
mation MOCN).

 Profil :  
• Diplômé Ingénieur AM, INSA, ENI - 2 à 3 ans d'expérience souhaitée -  
nationalité française exigée.

 Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions à :  
ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE  
B.P. 504 - 42320 ROANNE cedex.

**RECHERCHE  
ANIMATEUR PROFESS.**

 de secteur possédant OUT,  
CAPASE, DEFA ou équivalent.  
Adresser C.V. à FOL, Orme  
B.P. 133, 28001 VALENCE  
Cedex, avant le 31 juillet.

 Cabinet RECHARD  
Expertise comptable, commis-  
sariat aux comptes RECRUTE  
COLLABORATEURS et STA-  
GIAIRES 3<sup>e</sup> ANNEE NORD  
(75021) 26, rue Bouffier

 Laboratoire universitaire  
situé en Alsace  
recherche pour le rentrée 85/86,  
chimiste ou physico-chimiste  
pour la préparation d'un thème  
de doctorat-Ingénieur.  
Bourse d'un montant élevé.  
Ecr. s/n° 7 555 le Monde Pub.  
services ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**URGENT**

 RESPONSABLE DU SERVICE  
COMMUNICATION DE  
LA VILLE DE ROMANS (281)  
LA VILLE DE ROMANS  
recrute

**LE RESPONSABLE DE  
L'ÉDITION DES  
PUBLICATIONS, DE  
L'ACCUEIL DES  
RAPPORTS AVEC  
LA PRESSE ET DES  
CAMPAGNES DE  
COMMUNICATIONS  
EXTERNES**

 Profil : journaliste ayant une an-  
née de plusieurs médias. Poste  
à pourvoir si poss. dès sept.

 Adresser lettre de candidature  
CV et prétentions à M. le Maire  
de Romans, place Jules-Nadi  
28102 ROMANS Cedex.

 Recherches pour missions  
d'expertise de 1 à 2 mois  
CADRE TRES EXPERIMENTE  
Conn. parfaitement les pro-  
blèmes de gestion et de com-  
mercialisation de l'imprimerie  
de labeur. Disponibilité immé-  
diate. Tél. à Agn. Régionale de  
développement. CLERMONT-  
FERRAND. T. (75) 55-03-03.

**OFFRES D'EMPLOIS**
**POUR UN LEADER EN CAO,  
UN COMMERCIAL QUI LUI RESSEMBLE**

 Filiale française d'un puissant groupe américain, nous sommes reconnus comme étant  
le leader dans le domaine de l'ingénierie mécanique.  
Notre activité en Europe du Sud (France, Italie, Espagne) est orientée autour de 3  
marchés principaux : automobile, aéronautique, défense.

 Ingénieur commercial, vous avez déjà vendu des systèmes ou des logiciels CAO-CFAO et  
vous êtes en mesure de développer et d'augmenter notre prestigieuse base de clients.  
L'anglais (et si possible l'italien) est nécessaire pour mener à terme des négociations  
de haut niveau.

 Une rémunération de l'ordre de 400 000 F ainsi que de nombreuses oppor-  
tunités de développement de carrière, tant en France qu'à l'étranger vous  
seront offertes.

 Adressez votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) s/réf 733 à notre  
Conseil.

**ALPHA CDI**, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

**ALPHA-CDI**
**UN PHARMACIEN  
DE PRODUCTION**

 Rattaché au Directeur de production vous serez responsable de nos  
différentes fabrications.  
Vous disposerez d'un outil moderne de production et d'une équipe  
performante parfaitement rodée aux normes G.M.P.S.  
Nous souhaitons rencontrer un pharmacien expérimenté ayant dirigé  
avec succès pendant 3/4 ans un service de fabrication de préférence de  
produits stériles.  
Se connaître des B.P.F., son dynamisme, son goût du travail en équipe  
seront aussi déterminants que sa capacité à coordonner son secteur avec le  
planning, la maintenance et le contrôle qualité.

 Une rémunération motivante sera à la hauteur de la valeur du candidat.  
Ce poste sera à pourvoir à partir de Septembre.

 Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à  
PIERRE LUCAS S.A. - sous réf. 6885 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02  
qui transmettra.

**Fairmarrel**  
division de BENNES MARREL S.A.

 notre terrain : les aéroports...  
votre zone : le monde...

 Votre formation de Technicien DUT ou BTS de Génie Mécanique, Maintenance ou équivalent, une première  
expérience réussie de 2 ans minimum dans un secteur mettant en oeuvre la mécanique (mécanique ou électrique),  
votre parfait bilinguisme en ANGLAIS, votre volonté de faire partie d'une équipe gagnante, marquée par  
dynamisme, une forte personnalité et des aptitudes pour convaincre : telles sont les qualités que nous recherchons de  
notre futur jeune

**Inspecteur S.A.V. International**

 Effectuer la mise en place des matériels livrés dans les aéroports du monde entier, former les utilisateurs et le  
personnel d'entretien sur place, promouvoir les pièces de rechange, dépanner lorsque c'est nécessaire, conseiller les  
clients sur des problèmes techniques : cela exige une très bonne mobilité (70 % de déplacements de courte et  
moyenne durée), de l'adaptabilité et une véritable ardeur au travail. Votre point d'arrivée : PARIS

 Ecrivez en anglais la lettre d'accompagnement de votre CV et indiquez votre niveau de  
rémunération actuelle sous réf. M716 (les entretiens seront en partie menés en ANGLAIS)  
132, avenue de Villiers 75017 Paris.


ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# INGENIEURS

CENTRALE

MINES

A et M

+ 1ère EXPERIENCE

## FUTURS DIRECTEURS D'USINE

Important groupe industriel Français - 11 usines en France et aux Etats-Unis - recherche ses futurs directeurs d'usines.

Agé d'environ 30 ans, Ingénieur de formation Centrale, Mines ou Arts et Métiers, vous avez acquis une première expérience de 3 ans minimum dans l'industrie de préférence.

Une formation complémentaire en gestion serait un atout supplémentaire. Mais, au-delà de vos compétences c'est votre fort potentiel qui déterminera votre réussite au sein de notre groupe.

Après une courte période d'intégration, vous prendrez, en liaison directe avec la Direction Générale, des responsabilités

opérationnelles importantes au niveau de la direction d'une usine.

Puis, vous saurez saisir les réelles opportunités de carrière qui se présenteront à vous, en France ou à l'étranger, dans un groupe tourné vers l'avenir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions sous-ref. 3668 à

**Top Executive**

9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS

## Adjoint de direction financière

Nous sommes un important groupe financier et nous créons un poste d'adjoint de Direction Financière. Vous participerez à la recherche, à l'étude et à la mise au point d'opérations de financement. Vous assurerez les relations entre notre service et les banques, les investisseurs institutionnels, les professionnels de la Bourse d'une part, et les différentes sociétés du groupe d'autre part. Votre formation I.E.P., E.S.C. ou équivalent, 5 à 7 ans d'expérience (banque, agent de change...), votre connaissance de l'analyse financière et boursière feront de vous le professionnel que nous recherchons. Des connaissances en informatique, la pratique de l'anglais et des aptitudes à rédiger sont également souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7086 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## Fiscaliste : une évolution dans un cabinet international.

Agé d'au moins 30 ans, vous avez acquis une expérience de fiscaliste dans un cabinet de conseil, une grande entreprise ou dans un service public. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et le cas échéant vous parlez l'anglais.

Vous souhaitez à la fois un environnement qui vous permette de conduire vos missions avec autonomie mais aussi d'enrichir votre expérience au sein de l'équipe de

spécialistes complémentaires et de haut niveau.

Nous sommes un des plus importants cabinets de conseil juridique et fiscal à l'échelon international. Notre clientèle, la nature et la complexité des missions qui nous sont confiées vous offrent la possibilité d'élargir vos compétences et vos responsabilités dans notre structure.

**COFROR**, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 510/20 M (en indiquant votre rémunération actuelle).



Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Defense

## Responsable administratif et comptable

Région lyonnaise

**DECS**  
+ 3 ans d'expérience

P.M.E. - 100 personnes, C.A. 70 MF - filiale d'un important groupe industriel français recherchant son responsable administratif et comptable.

Agé de 30 ans minimum et titulaire du DECS, vous avez une expérience similaire de 3 années (au moins) en entreprise.

Rattaché au Directeur de la Filiale, vous prendrez la responsabilité complète de la comptabilité et de l'administration de l'entreprise.

La connaissance de l'utilisation de la mini-informatique sera particulièrement appréciée.

Poste basé à 15 minutes de Lyon dans une région très agréable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (exigée) et prétentions, sous la référence 3664/LM à

**Communiqué**  
9, rue des Italiens 75002 PARIS qui transmettra

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD

RECHERCHE RESPONSABLE SYSTÈME

Pour son service informatique de gestion, Mission : assurer la direction du service, veiller au fonctionnement optimal d'un système composé de deux réseaux et d'un réseau d'environ 80 consoles (GCOS 6 mode 400) - planifier et contrôler la charge du matériel, assurer l'assistance technique du personnel et des utilisateurs. Expérience souhaitable de 3 ans minimum d'encadrement d'une équipe informatique. Lieu de travail :

CAMPUS D'ORSAY (91)  
Diplôme nécessaire : INGENIEUR ou MAÎTRISE. Recrutement sur emploi agent contractuel de catégorie INGENIEUR 2 A type CNRS. Ces fonctions sont à pourvoir au plus tard le 1<sup>er</sup> 10-1986. Env. C.V. au président de l'Université, Paris-Sud-Orsay (91405).

SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATION PROFESSIONNELLE recherche

## Ingénieur responsable service contrôle-tests

Dans notre usine de La Verrière 78 (proximité de TRAPPES), nous étudions, développons et fabriquons des matériels et systèmes de télécommunication.

Vous aurez la charge de concevoir, de réaliser et de mettre en œuvre les moyens de tests avec une équipe de 12 techniciens.

Vous devrez définir et évaluer les processus de tests appliqués aux cartes et sous-ensembles électroniques intégrant souvent des microprocesseurs. Vous serez responsable des procédures de contrôle et de « réception usine ».

Rattaché au D.G., vous assurerez la coordination entre le Laboratoire d'Etudes et la Fabrication.

Ingénieur Electronicien, vous avez une première expérience dans l'électronique au sein d'un service Etudes, Fabrication ou Contrôle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Secrétaire Général

**SEGMA INDUSTRIES**  
14, rue Gabriel-Péri  
92120 MONTROUGE

## LDC/Milton Roy

LEADER MONDIAL EN CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE A HAUTES PERFORMANCES

recrute IMMÉDIATEMENT

### UN INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Le candidat aura une expérience INDISPENSABLE de la CLHP et de la NÉGOCIATION COMMERCIALE. Le secteur à couvrir comprend l'est de l'Île-de-France, la Champagne et l'Alsace-Lorraine.

UNE FORTE MOTIVATION EST IMPÉRATIVE ainsi qu'un bon niveau d'anglais.

Salaire attractif + intéressement au C.A. + véhicule.

Adr. lettre de candidature, C.V., photo et présent. à :

**LDC S.A.** 15, rue Gayton-de-Morveau, 75013 Paris.

## cadre comptable

de formation DECS ou équivalent, possédant quelques années d'expérience d'audit ou du poste de Chef Comptable.

Le candidat retenu devra être disponible pour des missions en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s'réf. 157 à AXIAL Publicité - 27, rue Talbot - 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE PARIS

recherche

pour sa DIRECTION COMPTABLE

### SECOND ADJOINT AU DIRECTEUR

- DECS min. exigé + certificat supérieur informatique.  
- Expérience de quelques années dans poste similaire.

Adr. C.V. manuscrit + photo + prétentions à : ICLA, 36, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra. Discretions assurées.

## Ingénieurs et Maîtrises

débutants ou ayant quelques années d'expérience dans le domaine des réseaux ou des protocoles de télétransmissions.

Ils participeront à l'étude et au développement de logiciels temps réel sur des structures multiprocesseurs à architecture répartie.

Adressez CV manuscrit et photo à

**SAGEM**

Direction du Personnel et des Relations Sociales  
6, Avenue d'Iéna 75783 PARIS CEDEX 16.

## Rejoignez L'EQUIPE de FORMATION d'un cabinet d'expertise comptable d'implantation nationale

Vous :  
- êtes diplômé d'une école de commerce ou équivalent, et avez quelques années d'expérience dans un cabinet d'expertise comptable,  
- voulez évoluer vers un poste de communication qui vous permette de mettre en valeur vos qualités pédagogiques et d'animateur de groupe tout en utilisant vos compétences techniques.

**NOUS VOUS PROPOSONS :**  
- de vous former aux techniques et méthodes de l'animation de groupes,  
- de participer à la conception pédagogique de nos stages,  
- d'animer sur le terrain des stages dont vous aurez l'entière responsabilité,  
- de maintenir et développer continuellement vos connaissances techniques professionnelles,  
- une évolution de carrière au sein de notre groupe,  
- une rémunération très motivante.

Si vous êtes intéressé, adressez C.V., photo et rémunération actuelle à Monsieur GOMIER, 2 bis, rue de Villiers, 92309 Levallois-Perret Cedex.

CABINET D'AUDIT et de COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

### AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESCP, IEP  
Pratique 2 à 4 ans dans des fonctions similaires.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3662 à PROJECS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra votre dossier.

## L'espace de notre croissance

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE croît au rythme moyen de 48% l'an, cela se traduira cette année par le recrutement de 500 nouveaux collaborateurs. Notre Service Immobilier est chargé de prévoir et de réaliser l'espace qui les accueillera.

### Le Chef de Projet Immobilier

que nous recherchons sera chargé d'élaborer les plans de développement à long terme et d'établir les projets correspondants. Puis il négociera en France et aux Etats-Unis ses propositions auprès des Directions concernées.

Enfin, il réalisera les projets acceptés.

Vous avez une formation d'ingénieur bâtiment ou d'architecte complétée par des connaissances de gestion, votre expérience de la Maîtrise d'Œuvre ainsi que de la Maîtrise d'Œuvre est nécessaire.

Bien entendu, vous parlez l'anglais couramment.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. MON 083 à Anne CHEVALLIER, Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY Cedex.

**Bougez, Vivez...**

N° 2 mondial de l'informatique  
**digital**

OFFRES

## Fonction

Conseiller

Responsable

Agence d'audit et d'évaluation...  
recherche un conseiller...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...  
et de la santé...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

**PA**

Les services...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## RESPONSABLE

CIVIC FRANCE...  
recherche un responsable...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

## 2 Ingénieurs

recherche 2 ingénieurs...  
pour l'audit...  
de la comptabilité...  
et de la gestion...  
des entreprises...  
et des administrations...  
publiques...  
et des organismes...  
de la santé...  
et de l'éducation...  
et de la culture...  
et de la jeunesse...  
et de la famille...  
et de la vieillesse...  
et de la handicap...  
et de la justice...  
et de la sécurité...  
et de la défense...  
et de la coopération...  
et de la solidarité...  
et de la paix...  
et de l'environnement...

50 من الأصل

erci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à





# économie

## REPÈRES

### Dollar : en baisse.

Alors que le dollar n'est pas coté la 15 juillet à Paris — où bourse et banques sont fermées — la devise américaine a continué de baisser lundi à Tokyo comme à Francfort. A Tokyo, le billet vert a terminé la séance de la matinée à 238,40 yens contre 242,50 yens vendus en clôture, tandis qu'à Francfort, il s'échangeait contre 2,8780 DM (2,8840 vendus). Le cours du franc face au mark allemand restait inchangé.

### Bâtiment : les signes d'une reprise.

Les artisans du bâtiment interrogés en juin par l'INSEE signalent un important accroissement de leur activité ainsi que du volume des travaux prévus. L'enquête de l'INSEE confirme la tendance à la reprise déjà observée en février.

Les difficultés de trésorerie diminuent chez les artisans du bâtiment et les investissements sont nettement en hausse. Les effectifs employés ont augmenté.

### Electronique : enquête de Washington sur les puces japonaises.

L'administration Reagan a ouvert une enquête sur les importations américaines de composants électroniques à semi-conducteur en provenance du Japon. Elle avait été demandée par les fabricants américains qui accusent les Japonais de dumping. Si l'enquête conclut positivement, l'administration devrait recommander à M. Reagan de prendre des mesures protectionnistes. Une telle décision serait d'importance puisqu'elle concernerait pour la première fois un secteur de pointe. Le protectionnisme américain s'est jusqu'ici limité aux industries en déclin. En réalité, les prix de dumping sont un prétexte pour les industriels américains qui se plaignent surtout de la fermeture des frontières japonaises à leurs produits. Les Américains ne détiendraient que 11 % du marché nippon des semi-conducteurs, alors que les Japonais contrôlent 15 % du marché américain et 70 % du seul marché des mémoires. Cet échange inégal serait responsable de la perte progressive de la suprématie américaine sur les « puces » que l'on observe depuis plusieurs années.

### Investissements étrangers : nouvelles règles en Espagne.

Trois conditions vont être fixées prochainement pour autoriser les investissements étrangers en Espagne, vient d'affirmer le nouveau ministre de l'Industrie M. Joan Majo. Les sociétés devront s'engager à exporter un grand pourcentage de leur production, procéder à un réel transfert de technologie, enfin les produits fabriqués devront être des produits dont l'Espagne est déficitaire : en 1984, les investissements étrangers en Espagne ont atteint 2 milliards de dollars, soit un quasi doublement par rapport à 1983. — (AFP.)

## AGRICULTURE

### LE SCANDALE DU VIN AUTRICHIEN FRELATÉ

#### Vienne défend son vignoble

Vienne. — Le scandale du vin autrichien frelaté, exporté vers la République fédérale d'Allemagne, a suscité une émotion qui pourrait assombrir les relations traditionnelles entre Vienne et Bonn. Pour limiter les dégâts, le chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a jugé bon de contacter personnellement le chancelier Kohl, notamment pour exprimer son inquiétude à la suite des « accusations sommaires » formulées en Allemagne de l'Ouest contre les viticulteurs autrichiens, dont la réputation risque d'être sérieusement atteinte par des agissements de quelques « brebis galeuses ».

L'initiative diplomatique est appuyée par une campagne d'annonces publicitaires dans la presse allemande sur le thème : « Ne punissez pas tout un pays à cause de quelques malfaiteurs ». Des représentants des viticulteurs autrichiens seront dépêchés en République fédérale pour expliquer leur point de vue.

De notre correspondant

Les producteurs et les responsables politiques autrichiens, notamment le ministre de l'Agriculture, M. Günther Heiden, qui avait informé les autorités ouest-allemandes immédiatement après le découverte du scandale au mois d'avril dernier, s'irritent de la manière dont les autorités et la presse ouest-allemandes ont agité, avec trois mois de retard, la mise en garde du ministre de la Santé ouest-allemand à l'encontre des vins blancs d'Autriche et l'attitude de la presse à l'égard de ce « vin empoisonné » ont été ressenties comme une généralisation injuste, d'autant plus que les vins incriminés ne comptent pas parmi les grands crus du pays.

Les responsables autrichiens comprennent mal pourquoi les autorités de Bonn et des Länder ont tant tardé à faire le nécessaire après avoir

## AFFAIRES

### LA BATAILLE DES LOGICIELS

#### Longtemps en pointe, le « génie français » est menacé

Les PDG français n'en revenaient pas. Sous le choc. Remontant Ginza, la grande entreprise commerciale de Tokyo, ébahi méditait sur les conséquences de ce qu'il venait de découvrir : 400 millions de francs par an pendant cinq ans consacrés au génie logiciel ! Dix-neuf sociétés de services informatiques et treize banques s'étaient regroupées dans Japan Software Development (JSD). Les Japonais mettaient vraiment le paquet. En voyage d'études au Japon pour nouer des contacts, ces patrons français venaient de se faire expliquer par le menu et avec le sourire comment ils allaient, en cinq ans, se faire balayer. C'était à la fin 1984.

Faisons comme eux. — Sitôt rentrés à leur hôtel, ils signaient un accord de Ginza : la mise dans un pot commun de leurs capacités de recherches. L'idée de la Société française de génie logiciel (SFGJL), calquée sur la JSD, était née (1). L'enjeu ? Rien de moins que l'indépendance technologique française sur les logiciels. La survie d'un secteur employant 46 000 personnes et représentant 19 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 20 % réalisés à l'étranger.

L'information recueillie à Tokyo était en effet d'une importance considérable. Le génie logiciel est le moyen de passer en ce qui concerne l'écriture de programmes informatiques, de la truelle au bulldozer. Des outils — programmes informatiques eux-mêmes — qu'utilisent à leur gré les analystes et les programmeurs pour écrire, plus vite et mieux, les milliers de lignes d'instructions nécessaires pour chaque application informatique. Les experts sont formels : dans les cinq ans à venir, ces outils permettront de multiplier la productivité des informaticiens par 3 ou 4. Par 10 en dix ans.

Jusqu'ici les gains ont été lents, de 15 % par année, et ils ont été compensés par une hausse continue des salaires. Le coût des logiciels est devenu en conséquence un problème

préoccupant, car il commence à ralentir la diffusion des ordinateurs, malgré la baisse de 20 % par an du prix des matériels. Le tassement du marché observé actuellement aux Etats-Unis s'expliquerait en partie pour cette raison. Demain, le génie logiciel pourrait provoquer une véritable révolution en ramenant le coût d'une ligne de programme de 500 F aujourd'hui à quelque 150 F en 1990 et à 50 F dans dix ans. On imagine l'avantage d'une société qui dispose de tels outils. Le voyage au Japon avait joué le rôle de révélateur.

Nous n'avons pas tardé à découvrir que les Américains étaient pas en reste, raconte M. Jacques Arnould, PDG de la SESA, présent à Tokyo. Une association, la Software Productivity Company, a été créée dès 1984 par Boeing, Ford Aerospace, TRW, Lockheed... bref, tous les grands noms de l'aéronautique aux Etats-Unis. Son budget est de 30 millions de dollars par an dans un premier temps. De son côté, le Pentagone, premier utilisateur d'ordinateurs du monde, a lancé en avril dernier le programme STARS, doté de 292 millions de dollars pour la période 1985-1990. Deux programmes connus, mais il y en a d'autres, notamment chez IBM qui, à côté des télécommunications, a décidé de faire un effort massif sur les logiciels dans les années à venir.

#### Inhabituel

Face à ses concurrents, la France est prise de court. Endormies sur leurs lauriers, les grandes sociétés de services informatiques ont, ces dernières années, déjà raté l'événement des micro-ordinateurs. Cette fois-ci, le cœur de leur activité est visé : l'écriture de programmes complexes à la demande de grands utilisateurs. Sans les outils de génie logiciel nos coûts vont devenir rapidement prohibitifs, explique M. Arnould. La première solution serait alors de les acquérir au Japon ou aux Etats-

Unis. Mais c'est se placer en situation dangereuse, avec tous les risques commerciaux, voire d'embargo, que cela implique. Nous risquons en clair de perdre notre indépendance technologique.

La seconde solution est de les développer nous-mêmes. La création de la SFGJL est un premier pas, ajoute-t-il. Mais cela ne suffit pas. L'ampleur des crédits de recherche nécessaires dépasse les capacités des seules entreprises privées. L'un des cinq thèmes du programme ESPRIT mis en place par la CEE concerne précisément le génie logiciel. Mais le budget, 80 millions de francs, est trop faible. De même que celui (50 millions) du « projet national » lancé en France dans le cadre de la filière électronique. Affaire d'écouille, selon M. Arnould. Il faut mettre en place un plan d'urgence de 300 millions de francs, de 1 milliard de francs. Les entreprises acceptent de participer pour 25 % à cet effort, mais pour l'essentiel elles se tournent vers l'Etat.

La procédure est inhabituelle pour les sociétés de services informatiques françaises, qui ont toujours refusé jusqu'ici d'appeler aux pouvoirs publics. Et certaines d'elles d'expliquer que c'était là, précisément, depuis dix ans la raison de leur succès. Pour vivre heureux, vivons cachés. Leur politique change donc aujourd'hui complètement, au moment où l'idéologie ambiante est plutôt au mépris de l'Etat. Mais l'enjeu est de taille. Les logiciels seront demain la clé de l'industrialisation et de la modernisation du pays. La France y occupe une position encore solide. Mais son « génie » est en péril.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) La Société française de génie logiciel a été créée officiellement en mai dernier par Sull, CERCI (groupe Schneider), Stéria, Sysca (groupe Thomson), Eurosoft et SESA (groupe CGE).

## ENTREPRISES

### International Harvester va supprimer 700 emplois

Reprise par le groupe américain Case Tenneco (le Monde du 2 mai), la société International Harvester France a présenté, le 12 juillet, son plan de restructuration au comité d'entreprise. Il prévoit 1,3 milliard de francs d'investissements d'ici à 1989 et la suppression d'environ 700 emplois. L'effectif du groupe serait ramené à 2 500 personnes fin 1986 pour croître ensuite à 3 300 avant la fin de la décennie. La réduction des effectifs est due à la fermeture, attendue, de l'usine d'Angers (moteurs-bouteilles) et à la spécialisation de l'usine de Crée (Nord) dans les tracteurs. En revanche, l'usine de Saint-Dizier (Haute-Marne) qui fabrique des transmissions, sera renforcée et devrait fabriquer ces équipements, pour l'ensemble du groupe.

#### American Motors : concessions des ouvriers

Per un vote largement majoritaire (80 %) les quelque 4 500 salariés de l'usine de Kenosha (Wisconsin) d'American Motors, filiale à 46 % de Renault, ont accepté pour trois ans une baisse de 4,5 % de leur salaire horaire et la suppression de neuf jours de congé annuel. La direction d'AMC menaçait de fermer l'usine si elle n'obtenait pas satisfaction sur une baisse de la masse salariale et sa remise au niveau des autres fabricants américains d'automobiles. AMC, qui a perdu 29 millions de dollars au premier trimestre, a vu ses ventes d'Encore et d'Alliance (dérivées des R 11 et R 9) reculer d'environ un tiers par rapport à l'an passé. Forte de ses concessions salariales, la direction a déclaré poursuivre la fabrication de ces modèles aussi longtemps qu'ils se vendront. Mais pour la suite et l'assemblage de nouveaux modèles, elle estime que les ouvriers devront faire

d'autres sacrifices pour ramener les coûts au niveau des usines les plus récentes des concurrents, comme celle de General Motors Toyota, à Fremont en Californie.

#### Le rechange de la Lyonnaise des eaux

La Lyonnaise des eaux a acquis les 50 % de la société américaine General Waterworks détenus par le groupe IU International, portant sa participation dans cette affaire de distribution d'eau à 100 %. General Waterworks a réalisé l'an passé un profit net de 15,9 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 90 millions de dollars. La Lyonnaise poursuit ainsi le rechange de ses activités (le Monde du 29 mai) autour de l'eau, l'énergie-chaleur et le traitement des déchets. Le groupe de M. Monod confirme, par ailleurs, sa volonté de céder sa participation (53,3 %) dans Centrala Sicil (extincteurs), société dont la cotation est suspendue depuis la semaine passée.

## ÉNERGIE

### Le Venezuela pourrait réduire le prix de son pétrole lourd

Le Venezuela baissera de 2 dollars le prix de ses bruts lourds à l'exportation après la réunion de l'OPEP le 23 juillet prochain. C'est ce qu'a déclaré le président vénézuélien, M. Jaime Lusinchi, à un groupe de syndicalistes, selon le quotidien pro-gouvernemental *El Nacional*. De son côté, l'Égypte, qui n'est pas membre de l'OPEP et fixe ses prix en fonction de l'évolution du marché, pourrait baisser incessamment le tarif de son brut de 1 dollar par baril.

La décision du Mexique, la semaine dernière, de réduire le prix de son pétrole risque donc de faire tache d'huile et d'accroître les difficultés de l'OPEP. D'autant que les

producteurs non membres de l'Organisation continuent de pousser leurs exportations : au premier semestre, la Chine a exporté 14,27 millions de tonnes de pétrole brut, soit 45 % de plus qu'au premier semestre de 1984.

A une semaine de la 74<sup>e</sup> conférence de l'OPEP, l'hebdomadaire algérien *Révolution africaine*, organe du FLN, accuse l'Arabie saoudite de « complétié biennellante » avec les pays consommateurs pour attaquer l'OPEP de l'intérieur et dénonce « les pressions du pseudo marché libre » sur la structure des prix de l'organisation.

## CONJONCTURE

### LA FRANCE SE TROUVE DANS UNE SITUATION DE BLOCAGE

estime M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce de Paris

On peut émettre quelques doutes sur la pertinence et la probabilité du cycle « vertueux » que décrivent volontiers les experts officiels pour les mois à venir : de la désinflation à la croissance par le réajustement des comptes extérieurs, si possible grâce au coup de pouce heurteux que constituerait une baisse modérée du dollar sans récession américaine, a déclaré M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Je crains malheureusement que nous ne nous trouvions plutôt dans une situation de blocage : une compétitivité insuffisante bloque à court terme notre croissance et la reconstitution des marges des entreprises ; des marges insuffisantes et l'éviction du secteur productif par le secteur public sur le marché financier bloquent la croissance à moyen terme.

Face à cette impasse, a ajouté M. Clément, la tentation se profile à nouveau d'une modification du partage de la valeur ajoutée plus favorable aux salariés. Ce serait ignorer délibérément qu'une relance du marché intérieur exige principalement sur la consommation professionnelle et presque exclusivement à nos concurrents.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en millions de francs)

ACTIF	Au 4 juillet
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	422 473
dont :	
Or	246 371
Disponibilités à vue à l'étranger	84 819
ECU	73 130
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 151
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	27 089
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	168 990
dont :	
Effets escomptés	85 915
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉCOM	71 552
5) DIVERS	9 362
Total	899 444
PASSIF	
1) BILLETTS EN CIRCULATION	205 854
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	13 093
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 292
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	96 793
dont :	
Comptes courants des établissements assésés à la constitution des réserves	31 606
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	73 130
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 150
7) CAPITAL ET FONDUS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	9 139
Total	899 444

[La situation hebdomadaire, arrêtée au 4 juillet 1985, est affectée par la réévaluation au 30 juin de l'or, des devises, des ECU et des DTS.]

Les avoirs en or ont été comptabilisés au prix de 96 809 francs le kilogramme d'or fin, au lieu de 100 951 francs à fin décembre 1984.

La moins-value dépréciée, augmentée de celle des avoirs en or du Fonds de stabilisation des changes, s'est élevée à 10 546 millions de francs et a été imputée au compte réserve de réévaluation des avoirs publics en or.

Les devises ont été comptabilisées sur la base des cours cotés sur le marché des changes de Paris le 26 juin 1985, soit, pour le dollar : 9,33 F contre 9,58 au 26 décembre 1984.

Les postes ECU à l'actif, et ECU à livrer au FÉCOM au passif ont été réévalués sur la base du cours en francs de l'ECU au 26 juin 1985, soit 1 ECU = 6,84572F contre 6,82233F le 26 décembre 1984.

Les avoirs en DTS, les concours au FMI de même qu'un passif à contrepartie des allocations de DTS ont été comptabilisés en fonction de la valeur en francs, le 26 juin 1985, du droit de tirage spécial : soit 9,30713F contre 9,42910F le 26 décembre 1984.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● **Salut-Gobaia et Coca-Cola.** — Au cours d'un « Grand jury RTL-le Monde », dont il était l'invité, M. Roger Fauroux, président de la Compagnie de Saint-Gobain, a pu, dans une réponse, laisser croire que Coca-Cola produisait elle-même ses bouteilles. La Compagnie de Saint-Gobain, tenant à dissiper tout malentendu, précise qu'elle fait partie des « fournisseurs agréés par Coca-Cola et livre chaque année des millions de bouteilles aux concessionnaires de cette marque en France et dans le monde. Le cahier des charges imposé par The Coca-Cola Company est particulièrement exigeant et confère à ces bouteilles une qualité au-dessus de la moyenne ».

### Conjoncture

● **Matières premières :** baisse de 7,7 % en un an. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 3,1 % en juin. Par rapport à juin 1984, la baisse en francs est de 7,7 %.

Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 3,4 % en un mois et de 13 % en un an, ceux de matières industrielles (métaux précieux exclus) de 2,9 % en un mois et de 3,7 % en un an.

### Transports

● **Projet de règlement amiable dans l'affaire Laker.** — Un nouvel avatar de règlement du contentieux ouvert entre Sir Freddie Laker et ses créanciers, d'une part, et dix compagnies aériennes et un constructeur aéronautique, d'autre part, vient d'être rendu public. Seize mille créanciers se verraient proposer 48 millions de dollars (430 millions de francs), et Sir Freddie 8 millions de dollars (70 millions de francs). Après la faillite de Laker Airways, en février 1982, le liquidateur de l'affaire avait attaqué, aux Etats-Unis, pour concurrence déloyale, British Airways, British Caledonian, TWA, Panam, KLM, Lufthansa, Sabena, UTA, SAS, Swissair et McDonnell Douglas. Il leur réclamait 1 milliard de dollars (9 milliards de francs) de dommages et intérêts.

ERRATUM. — Hors taxe, le prix moyen du litre de super dans la CEE était, le 8 juillet, de 0,261 dollar (2,33 F environ) et de 0,246 dollar en France (2,20 F environ) et non comme une erreur de virgule nous l'a fait écrire dans le Monde du 13 juillet (« Tous furieux ») de 2,61 dollars et de 2,46 dollars. Il en allait de même pour le prix de l'essence ordinaire. C'était l'essence, mais tout de même...

### La crise de l'Europe verte

#### LA RFA REFUSE TOUJOURS D'ABAISSE LE PRIX DES CÉRÉALES

L'impasse demeure entre les ministères de la Communauté au sujet de la baisse de 1,8 % du prix des céréales et du colza, à laquelle le ministre de l'Agriculture ouest-allemand a opposé son veto, le 12 juin.

M. Frans Andriessen, commissaire européen à l'Agriculture, n'est pas parvenu, à la fin de la semaine dernière, à convaincre les Allemands d'accepter cette mesure destinée à limiter les excédents, à équilibrer les crédits de la Communauté et à réduire les subventions à l'exportation. M. Ignaz Kieckhefer, ministre ouest-allemand de l'Agriculture, ne s'est pas laissé convaincre par les assouplissements proposés par M. Andriessen pour compenser partiellement le préjudice que subiraient les agriculteurs d'outre-Rhin.

Les ministres de l'Agriculture de la CEE se réunissent les 15 et 16 juillet, à Bruxelles, pour trouver une solution à cette crise de l'Europe verte. Dans l'attente de cette éventualité, la Commission européenne a décidé de baisser de 1,8 %, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, le prix du colza et du blé dur.

WALTRAUD BARYLI.

سكوا من الأصل

## SOCIAL

### Le d

une loi qui vise à la fois à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.

La loi vise à améliorer la situation des salariés et à renforcer la protection de l'emploi.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. DÉFENSE : « Dépasser Eureka », par Alain Bloch ; « Une idée qui fait son chemin », par Philippe Sorret et Gérard Duchêne.  
11. Écrits pour évangéliser, de Pedro Arrupe.

### ÉTRANGER

3. EUROPE  
4. AFRIQUE  
- ANGOLA : Pretoria propose des pourparlers directs à Luanda.  
5. DIPLOMATIE  
- La visite de M. Nakasone en France.  
6. PROCHE-ORIENT  
- Des officiers syriens chargés de superviser l'accord de Damas sont arrivés à Beyrouth.  
6. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

7. Les déclarations de M. Mitterrand à TF 1.  
8. Le 14 juillet.  
- La crise municipale de Brest.

### SOCIÉTÉ

9. L'hommage de M. Mitterrand à la Police nationale.  
10. Légion d'honneur.  
11. JUSTICE

### SPORTS

12. FOOTBALL : la reprise du championnat de France.

### LE MONDE ÉCONOMIE

13. Entreprises françaises contre entreprises allemandes : un match inégal ; Une « révolution verte » en Afrique noire ?  
14. Les distorsions de la « flexibilité » ; Canada : la tentation du libre-échange avec les États-Unis ; La chronique de Paul Fabra.

### CULTURE

16. Live Aid, vingt-quatre heures de rock pour l'Afrique.  
17. FESTIVALS : Simon Bocanegra à Orange.  
- COMMUNICATION : les luttes de pouvoir au sein de la CLT.

### ÉCONOMIE

26. AFFAIRES : la bataille des logiciels.  
27. SOCIAL : la course d'obstacles des congés de conversion.

RADIO-TELEVISION (18)  
INFORMATIONS  
SERVICES (25) :  
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto ; Annonces classées (19 à 24) ; Carnet (25) ; Programme des spectacles (17).

**Sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)

**LUNDI 15 JUILLET**  
« Le Monde »  
reçoit  
**BERNARD VINOT**  
pour son livre  
« SAINT-JUST »  
avec  
**PHILIPPE BOUCHER**

Mardi 16 juillet  
**HENRI LOPES**  
à propos de l'esclavage

Le Monde Infos Spectacles  
sur Minitel  
615.91.77 + ISLM

**TREKKING - EXPÉDITION SAHARA**  
de dunes en canyons avec les Touaregs du Hoggar, de l'Air ou les Maures de Mauritanie  
**NOMADE**  
les amis du Sahara  
50, av. des Ternes - 75017 Paris  
329-06-80 (17-20 h)

Le numéro du « Monde »  
daté 14-15 juillet 1985  
a été tiré à 408 538 exemplaires

A B C D F G H

## LA CONSTITUTION DES LISTES DU PS

**M. Gatel prêt à « redevenir un simple militant » si M. Delanoë est candidat dans le Vaucluse**

De notre correspondant

Avignon. — M. Jean Gatel est prêt, si on lui impose dans son département M. Bertrand Delanoë comme tête de liste socialiste pour les élections législatives de 1986, à « redevenir un simple militant ». Le secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale a réuni, dimanche 14 juillet, à Avignon, une conférence de presse, en compagnie de M. André Borel, député socialiste du Vaucluse, afin de réaffirmer leur opposition commune à ce « parasitage » — jugé « incompréhensible et inadmissible » — prévu dans le Vaucluse par l'accord national signé au sein du PS au comité directeur du 6 juillet. Les deux élus vauclusiens ont indiqué que les onze conseillers généraux socialistes démissionnaires si la décision de Paris était maintenue (M. Borel est vice-président du conseil général).

« J'accepterai », a ajouté M. Gatel, « d'être le second d'André Borel et réciproquement, mais en aucun cas nous ne serons l'un et l'autre le second d'un parachuté parisien », alors que le PS du Vaucluse « compte trois députés et un ministre, soit quatre têtes de liste possibles ». En outre, M. Gatel, qui affirme ne pas avoir de contentieux personnel avec M. Delanoë, s'étonne que, « ministre choisi par le président de la République », il n'ait pas été consulté au préalable.

A propos de la réunion d'urgence, qui avait regroupé samedi à Saint-Cécile-les-Vignes (Vaucluse) MM. Guy Penne et Lionel Jospin, notamment, et à l'issue de laquelle M. Yves Arnaud, premier secrétaire fédéral, avait déclaré que « le bureau fédéral soutenait la candidature Delanoë », MM. Borel et Gatel ont souligné que « seule la commission exécutive fédérale peut prendre une telle décision ».

De leur côté, M. Jean-Louis Joseph, président de la fédération vauclusienne des élus socialistes et républicains, et M. Jean-Pierre Lambertin, député du Vaucluse, ont déclaré « être solidaires de l'accord politique national ». Ils pensent « que les qualités humaines et le sens des responsabilités de M. Bertrand Delanoë en font un candidat de rassemblement des élus du département contre la droite et l'extrême droite ».

Il souhaitait « qu'une concertation constructive soit engagée et que l'apaisement l'emporte dans le débat actuel ». Ils estiment que la capacité d'entraînement de Bertrand Delanoë est de nature à conquérir un deuxième siège.

PAUL SIGNOUD.

## Les socialistes de l'Hérault divisés

De notre correspondant

Montpellier. — Il y a quelque temps, M. Yannick Lemasson, premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Hérault, annonçait que le collectif responsable du courant A (mitterrandiste) avait demandé à M. Gérard Saumade, président du conseil général, de « conduire en son nom la liste départementale aux élections régionales ». Cette désignation a soulevé des réactions.

Dans une lettre adressée à M. Jospin, premier secrétaire du PS, MM. Gérard Delfau, sénateur, membre (mitterrandiste) du secrétariat national du PS, Jean Lacombe, député de l'Hérault, Georges Sutra, membre de l'Assemblée européenne et Max Vega-Ritter, chef de file du PS aux élections municipales à Béziers, contestent — plus dans la forme que dans le fond — la décision prise, selon eux, au terme d'une assemblée convoquée dans la précipitation, et tenue hors de toute représentativité : vingt-sept personnes seulement auraient assisté au débat, sans même du tiers du courant A — dont deux parlementaires, MM. Raoul Bayou et Gilbert Senes, députés (2).

MM. Delfau, Lacombe, Sutra et Vega-Ritter réclament notamment « l'établissement de listes de candidatures, conformément aux directives nationales, mais aussi la nécessaire rénovation de la fédération », selon un vœu retenu au cours d'une récente réunion du courant A, en présence de cent vingt membres de la commission exécutive et des secrétaires de section, ainsi que de trois membres du comité directeur.

Pour M. Jean Lacombe, « le premier secrétaire fédéral (...) ne bénéficie plus du consensus nécessaire pour assumer son autorité et, par conséquent, celle du courant majoritaire dans la fédération ».

ROGER BECRAUX.

(1) M. Delfau, qui, dans un premier temps, avait souhaité conduire la liste socialiste pour les élections régionales, avait fait savoir à M. Saumade qu'il ne serait pas candidat contre lui.

(2) MM. Bayou, Senes et Lacombe sont tous trois mitterrandistes.

Yvelines : M. Malandain proteste. — M. Guy Malandain, membre du CERES, député socialiste sortant des Yvelines, ne figure pas parmi les « éligibles » de ce département, aux termes de l'accord national conclu le 6 juillet (ces « éligibles » sont tous rocardiens. Il s'agit de M. Martine Fraebon, ancienne suppléante de M. Michel Rocard, de M. Rocard lui-même et de M. Bernard Schreiner, député sortant). M. Malandain rappelle qu'« il appartient aux militants de se prononcer sur l'ordre des candidats ». Il ne s'inclinera que « devant le vote des militants et devant lui seul ».

## LE 14 JUILLET A NOUMÉA

**Les indépendantistes ont boudé M. Wibaux**

De notre correspondant

Nouméa. — Ce matin-là, la baie de la Moselle ressemblait à la grande place d'un sous-préfecture de province par un mois de novembre pluvieux. Car, hémisphère austral oblige, le 14 juillet en Nouvelle-Calédonie marque le beau milieu de la saison dite fraîche, et pour l'occasion, humide. Et c'est par un temps de Toussaint qu'ont défilé au pas cadencé les divers éléments des trois armées qui regroupent en temps normal trois mille hommes, auxquelles s'ajoute la gendarmerie territoriale et mobile. Face à la fanfare militaire, impassible sous la pluie tropicale, les officiels russelaient.

Pour quelques privilégiés, la réception donnée ensuite au Haut Commissariat a été d'autant plus appréciée. Le temps d'enfiler un costume ou un uniforme sec, l'on se retrouvait vers 11 h 30 au rez-de-chaussée de la résidence du délégué du gouvernement, M. Fernand Wibaux. Avec neuf cents invitations lancées, la salle était pleine, car l'ère pisanienne e vu les salons des fastueuses réceptions de jadis compartimentées en cellules de travail où énarques et sous-préfets se livraient à cinq mois de cogitation. Même en utilisant le bureau de M. Wibaux et la terrasse couverte attenante, on avait dû limiter le nombre de convives à moins de la moitié de celui des années précédentes. Malgré tout, le délégué du gouvernement avait judicieusement réparti les invitations entre toutes les tendances politiques du territoire.

FREDERIC FILLOUX.

## Dans le Jura

**UN CAPITAINE DE GENDARMERIE EST MORTELLEMENT BLESSÉ D'UN COUP DE FUSIL**

Un capitaine de gendarmerie, M. Alain Girard, âgé de quarante ans, qui enquêtait sur une affaire d'incendies criminels, a été tué d'un coup de fusil, dans la soirée du dimanche 14 juillet à Arbois (Jura).

Le capitaine Girard, qui était père de deux enfants, commandait la compagnie de Champaigne depuis deux ans.

## A Auxerre

**UN CAMBRIOLEUR EST TUÉ PAR UN COMMERÇANT**

M. Serge Lancesseur, un forain âgé de trente-trois ans, a été tué, dimanche 14 juillet vers 3 heures, par M. Jean Gary, commerçant d'Auxerre (Yonne), dont le cambrioleur le magasin Auto-mécanique auxerrois. M. Jean Gary avait déjà été victime de vols et il lui arrivait de monter la garde dans son garage. Alerté par un bruit de vitrine brisée, le commerçant s'est trouvé nez à nez avec M. Serge Lancesseur qui était en train de voler une moto.

Le commerçant affirme avoir tiré avec son 357 Magnum une balle de sommation ou ras du sol. Il a ensuite tiré à cinq reprises sur le cambrioleur qui tenait à la main un marteau. Blessé au thorax, l'homme a réussi à s'échapper avec son complice, M. Jean-Paul Lemouffe, vingt-cinq ans, forain lui aussi, qui l'attendait au volant d'une camionnette. Les deux hommes ont d'abord trouvé refuge au campement d'une communauté évangélique. Ils ont été interpellés alors qu'ils s'apprêtaient à partir à l'hôpital. Le blessé est décédé au centre hospitalier d'Auxerre quelques heures plus tard.

Le commerçant, laissé en liberté, devait se présenter ce lundi 15 juillet au Parquet.

## Tension dans l'Europe du chocolat

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les consommateurs européens et les producteurs de cacao vont-ils faire les frais de la liberté du commerce ? La querelle est engagée entre les États de la CEE et, du même coup, avec les pays d'Afrique, de Caroline et du Pacifique (ACP) associés aux Dix dans la Convention de Lomé. L'objet du différend : une proposition de la Commission de Bruxelles pour autoriser les fabricants à remplacer une part du beurre de cacao (jusqu'à 5 %) entrant dans la composition du chocolat par d'autres matières grasses végétales.

Dans le traité d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark au Marché commun, il avait été prévu de modifier, dans un délai de trois ans, la législation européenne afin que les fabrications des trois nouveaux États membres puissent entrer sur le territoire de leurs partenaires sous la dénomination de chocolat. Traditionnellement, les chocolatiers britanniques, danois et irlandais remplacent en partie le cacao par de l'huile de palme (en provenance d'Afrique) et surtout par de l'huile de karité, essentiellement importée de Malaisie.

## Sur le vif

### Lèche-plats

Ils m'énervent mes enfants, c'est rien de le dire. Surtout à table. Surtout ma fille et mon dernier. Elle, c'est pas compliqué, elle ne mange rien. Jamais. Elle n'a pas faim. Pardon, nuance, elle n'a plus faim : après tout ce qu'elle s'est tapé à midi — pas devant moi toujours ! — ou la veille, ou l'année passée, si elle avait une bouchée de plus, elle va éclater. Ça m'agace !

Lui, c'est le contraire. Il transpire le contenu de tous les plats qui passent à portée de sa main dans son assiette. Ça m'exaspère : tu pourrais en laisser un peu pour ta sœur quand même ? Ils échangent un regard de vieilles et pudentes convalescentes. Elle en récapule un peu. Elle joue avec d'une fourchette distraite, et puis elle fait semblant de l'oublier sous un morceau de pain. Lui, pendant ce temps-là, il s'empiffre. Et puis, brusquement, il s'arrête. Terminé. Il en laisse la moitié.

Tu vas me faire le plaisir de finir ce qu'il y a dans ton assiette. Et toi aussi. Croyez pas que je vais jeter tout ça !

— Oh ! que non ! C'est pas perdu pour tout le monde. Dès qu'on aura le dos tourné, entre la poubelle et l'évier, l'assiette tout nettoyée, tout l'éclairci, l'assiette même rongée l'os des côtelettes, sous prétexte que c'est mauvais pour le chien.

— Eh bien, justement, je commence à en avoir assez de bouffer vos restes, vos petites pots, vos bananes écrasées, vos fonds de yogourts, vos vieux bouts de tartines dentées, vos arêtes entourées de poisson et vos grains de riz plaqués sous des feuilles de salade confites. A ce régime, je vais finir par avoir l'air de quoi, moi ? D'un tas.

— Si t'es pas de grossir, t'es qu'à nous mettre aux patates et aux pâtes. Regarde Navardova, ça lui réussit très bien.

— Des nouilles froides, franchement.

Si tu en es trop, tu peux les friter à l'huile. Il ne risque pas de s'étrangler avec. Et du coup, il te laissera peut-être un peu de son Canigou. Tu seras plus obligée de le mettre à quatre patates pour lui piquer sa patte.

CLAUDE SARRAUTE.

## LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

**La CFDT met le CNPF en garde contre la « politique du pire »**

« Les partenaires sociaux n'ont rien à gagner à un nouvel échec car ce sont d'abord les chômeurs qui en subiront les conséquences », a déclaré le 15 juillet au matin M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, au cours d'une conférence de presse à la veille d'une nouvelle réunion de négociation sur l'UNEDIC. « A jouer la politique du pire, a-t-il ajouté, le CNPF ne peut que conduire à une radicalisation du débat social ».

Mettant en relief la marginalisation et la pauvreté qui se développent parmi les chômeurs —

850 000 chômeurs sont non indemnisés, 500 000 à 600 000 touchent moins de 1 300 francs par mois, et 88 % des chômeurs indemnisés ont moins de 4 000 francs par mois, les jeunes en stages d'insertion n'étant pas pris en compte, — M. Kaspar a estimé qu'« en refusant de prendre en compte ces réalités, en tentant de bloquer la revalorisation immédiate des fins de droits, le CNPF a une attitude inqualifiable à l'égard de la situation concrète des chômeurs. Nous souhaitons vivement que la raison l'emporte et que le sens des responsabilités triomphe ».

Pour M. Kaspar, « la CFDT n'acceptera pas que l'UNEDIC soit cassée car une telle orientation renforcera les inégalités et les tensions d'une société dualisée ». Rappelant que plus de 13 milliards d'économie, en termes pleins, avaient été réalisés en 1983 et 5,8 milliards en 1984, il a précisé que « si la CFDT est prête à envisager la recherche d'autres économies, cela ne pourra pas se faire par une réduction des prestations des chômeurs ».

Prête à accepter une imputation partielle des périodes d'indemnisation et l'abrogation — prévue — des indemnités de formation versées aux chômeurs inscrits avant le 1<sup>er</sup> avril 1984, la CFDT « est prête à envisager une augmentation de la cotisation, qui serait à répartir à 50 % pour les entreprises et 50 % pour les salariés », afin de financer le déficit et la revalorisation de 50 % de l'allocation des fins de droits.

## Echec au Voleur

**3.600 F TTC**  
Pece et dépt. compris  
PARIS-BANLIEUE  
Facilités de paiement  
Matériel  
GARANTI 5 ANS

1 serrure de sécurité  
PICARD-BRICARD  
(5 points de fermeture)

+ 1 blindage EZ  
en 15/10

+ 3 cornières  
antipince en acier  
(avec vis  
à l'intérieur)

+ Renforcement  
du bâti bois  
par une cornière en L

+ 4 goujons  
anti-dégondage  
+ 1 bar de porte

**HABITAT PROTECTION**  
7005 PARIS  
T. 530.12.35  
(lignes groupées)

**I.T.C. MESSIEURS**  
ÉVITEZ LA CALVITIE  
MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR  
DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE 231, rue Saint-Monore, 75001 Paris - 260-99-02  
Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30 - Visite et contrôle gratuits

**LA MICRO-INFORMATIQUE EXPLIQUÉE PAR BILL GATES, LE "PAPE DU LOGICIEL"**

16 F. EN VENTE PARTOUT.

سكوا من الأصل